

INNOVANT
RESPONSABLE
ENGAGÉ

RAPPORT FINANCIER 2019

BOYGUES
CONSTRUCTION

Shared **innovation**

SO MM A R E

04

RAPPORT DE GESTION

COMPTES CONSOLIDÉS

26

32

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

- 32 Faits significatifs de l'exercice
- 34 Principes et méthodes comptables du Groupe
- 45 Actif non courant
- 55 Actif courant
- 57 Capitaux propres
- 58 Provisions non courantes et courantes
- 59 Actifs et passifs d'impôt différé
- 61 Dettes financières non courantes et courantes
- 63 Obligations locatives non courantes et courantes
- 64 Principaux éléments de variation de l'excédent financier net
- 65 Autres éléments de passifs courants
- 66 Chiffre d'affaires
- 68 Résultat opérationnel et EBITDA après loyer
- 69 Produit de l'excédent financier net et autres produits et charges financiers
- 70 Impôts sur le résultat
- 71 Résultat net part du groupe des activités poursuivies et résultat dilué par action
- 72 Information sectorielle
- 75 Instruments financiers
- 77 Engagements hors bilan au 31 décembre 2019
- 78 Effectif moyen et engagements envers le personnel
- 80 Informations sur les parties liées
- 81 Informations complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie
- 83 Impacts liés à la première application de la norme IFRS 16 « Contrats de location » et de l'interprétation IFRIC 23 « Incertitude relative aux traitements fiscaux »
- 89 Honoraires des Commissaires aux comptes
- 90 Liste des principales entités consolidées au 31 décembre 2019

94

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

97

COMPTES INDIVIDUELS

Bouygues Construction est un leader mondial de la construction. Présent dans plus de 60 pays, il conçoit, réalise, rénove, exploite et déconstruit des ouvrages dans les secteurs du bâtiment, des infrastructures et de l'industrie.



**BOUYGUES
CONSTRUCTION :**

L'INNOVATION PARTAGÉE



CONTRATS MAJEURS SIGNÉS

- Deux tunnels routiers dans la péninsule de Kowloon (Hong Kong)
- Écoquartier *Issy Cœur de Ville* à Issy-les-Moulineaux (France)
- Nouvelle résidence étudiante de l'université de Brighton (Royaume-Uni)
- Extension du port de Port-la-Nouvelle (France)

FAITS
MARQUANTS





CHIFFRES CLÉS

AU 31 DECEMBRE 2019

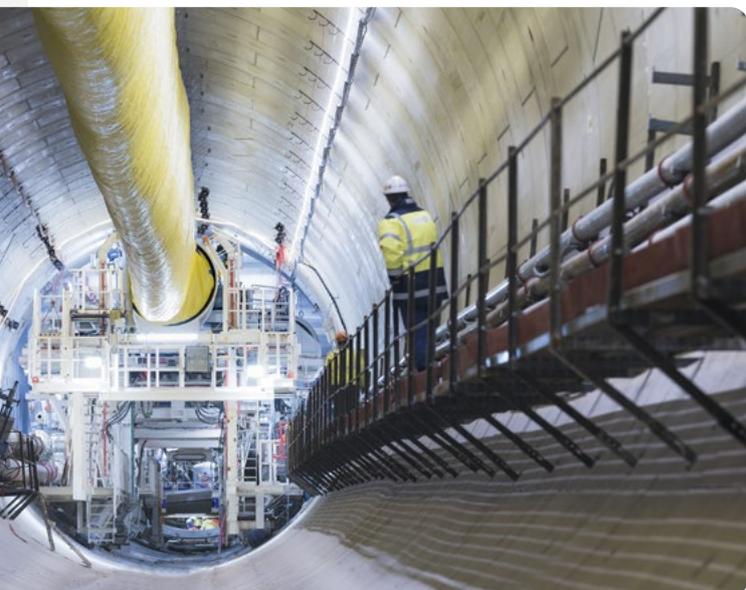
OUVRAGES LIVRÉS

- Tunnel de Liantang à Hong Kong
- Projet *Ocean Cay* aux Bahamas
- Nouveau sarcophage du réacteur accidenté de Tchernobyl (Ukraine)
- Ensemble immobilier *17^e Ciel* à Paris (France)
- Tunnel d'assainissement à Doha (Qatar)



OUVRAGES EN COURS

- Grand Paris, ligne 15, lots T2A et T3A (France)
- Extension en mer de Monaco
- Métro de Melbourne et tunnels NorthConnex et WestConnex à Sydney (Australie)
- EPR d'Hinkley Point (Royaume-Uni)
- Tunnel de Tuen Mun – Chek Lap Kok (Hong Kong)



Collaborateurs

58 149



Chiffre d'affaires

13 355 M€

(+ 8% vs N-1)



Marge opérationnelle courante

2,8%

(- 0,3 points vs N-1)



Résultat net part du Groupe

325 M€

(296 M€ en 2018)



Carnet de commandes

21,6 Md€

(- 3% vs N-1)

RAPPORT DE GESTION

INTRODUCTION

Bouygues Construction est un leader mondial de la construction. **Présent dans plus de 60 pays, il conçoit, réalise, rénove, exploite et déconstruit des ouvrages dans les secteurs du bâtiment, des infrastructures et de l'industrie.**

Acteur de référence en matière de construction durable, Bouygues Construction réalise de nombreux écoquartiers, des bâtiments bas carbone (construction bois), des ouvrages aux meilleurs standards écologiques mondiaux ou des réhabilitations de sites visant à atteindre l'énergie positive¹. L'entreprise développe des modèles économiques circulaires, de la phase de conception des projets jusqu'au recyclage de leurs déchets.

Bouygues Construction est de plus en plus présent sur des ouvrages de grande ampleur à forte valeur ajoutée et sur des projets à plus grande échelle allant du quartier à la ville connectée.

STRATÉGIE DE DÉVELOPPEMENT ET OPPORTUNITÉS

La stratégie de Bouygues Construction s'articule autour de trois axes :

- **être un acteur global dans les pays où il est implanté de manière pérenne** (Australie, Canada, France, Grande-Bretagne, Hong Kong, Suisse, etc.) en s'appuyant sur des offres innovantes ;
- **développer des projets d'exception avec des partenaires locaux ;**
- **rééquilibrer ses activités vers l'industrie et les énergies et services.**

Plus particulièrement, Bouygues Construction a pour ambition de :

- renforcer ses activités de développement immobilier en s'appuyant sur son réseau Linkcity ;
- se positionner comme un acteur leader de la conception et de l'exploitation de *smart cities* ;
- rester un acteur de premier plan sur le marché des grandes infrastructures : ponts, tunnels, concessions et partenariats public-privé (PPP) en France et à l'international, et développer ses activités de réparation d'ouvrages, dont les besoins sont croissants ;
- élargir ses compétences dans les domaines du processus et de la maintenance industriels, et développer ses compétences de pointe (robotique, automatisme, bâtiments intelligents, Internet des objets, etc.) ;
- développer des offres d'infrastructures de télécommunication en France et à l'international ;
- poursuivre son développement dans les fermes solaires, en particulier à l'international.

Dans ces différentes activités, Bouygues Construction :

- propose des offres globales répondant aux besoins de ses clients, en capitalisant sur ses connaissances des marchés dans les secteurs clés (réhabilitation, santé, hôtellerie, etc.) ;
- veille à la satisfaction de ses clients dans la durée, notamment par la maîtrise de l'exécution, la qualité des réalisations et l'accompagnement après-vente ;
- fait du numérique un axe stratégique de développement, à travers la conception de nouvelles offres et l'utilisation de solutions numériques dans ses métiers.

Par ailleurs, l'entreprise investit pour une productivité accrue et pour améliorer sa performance dans l'acte de construire.

FORCES ET ATOUTS

Innovant, responsable et engagé, Bouygues Construction dispose de solides atouts dans l'ensemble de ses métiers :

- **un savoir-faire** qui repose sur le talent de ses collaborateurs, répartis dans plus de soixante pays et partageant les mêmes valeurs au service des clients ;
- **un positionnement sur toute la chaîne de valeur de la construction ;**
- **une forte présence internationale** : présent sur les cinq continents, Bouygues Construction intervient de façon pérenne grâce à ses filiales locales bien implantées, mais aussi sur des projets à forte expertise technique. Ces deux approches complémentaires lui donnent la flexibilité nécessaire pour mobiliser rapidement ses ressources sur les marchés à fort potentiel. Bouygues Construction réalise plus de la moitié de son chiffre d'affaires à l'international ;
- **des offres différenciantes et à forte valeur ajoutée** en se basant sur une longue expérience en gestion de projets complexes, une connaissance spécifique dans la construction durable et une innovation constante sous toutes ses formes ;

1. Se dit d'un bâtiment qui, dans son fonctionnement, produit plus d'énergie qu'il n'en consomme.

- **une capacité d'adaptation aux évolutions des marchés** : le niveau du carnet de commandes offre une bonne visibilité à moyen terme et permet d'adapter les coûts, tout en concentrant les investissements commerciaux sur les marchés les plus dynamiques ;
- **un niveau de trésorerie élevé.**

POSITIONNEMENT CONCURRENTIEL

L'organisation des groupes concurrents rend difficiles les comparaisons au niveau du périmètre de Bouygues Construction.

- **Monde** : selon le classement 2019 de l'étude ENR, le pôle activités de Construction du groupe Bouygues, représenté par ses trois métiers Bouygues Construction, Bouygues Immobilier et Colas, se place **sixième constructeur international**. Ce classement est établi sur la base du montant de chiffre d'affaires réalisé à l'international en 2018.
- **Europe** : selon le classement 2018 du magazine *Le Moniteur* publié en décembre 2019, le pôle activités de Construction du groupe Bouygues (Bouygues Construction, Bouygues Immobilier, Colas) est le **troisième constructeur européen** devant Eiffage (France) et Skanska (Suède), et derrière Vinci (pôle « Contracting et Immobilier ») et l'espagnol ACS.
- **France** : selon ce même classement², pour ses activités Bâtiment et Travaux Publics, Bouygues Construction est **l'une des trois majors** devant Eiffage et derrière Vinci, sur un marché de plus de 250 milliards d'euros (estimation d'Euroconstruct – décembre 2019).

PERFORMANCE COMMERCIALE

UNE PRISE DE COMMANDES QUI S'ÉTABLIT À UN BON NIVEAU

En 2019, la prise de commandes atteint 12,3 milliards d'euros, en retrait de 2,2 milliards d'euros par rapport à 2018, qui avait été une année record. Ce recul reflète principalement une sélectivité commerciale accrue, notamment en France, et un repli du volume de grands projets. Cette prise de commandes inclut dix contrats d'un montant supérieur à 100 millions d'euros, dont six à l'international.

À périmètre et change constants, la prise de commandes est en retrait de 14 % (-5 % en France et -19 % à l'international).

En France, la prise de commandes s'établit à 5,1 milliards d'euros, en baisse de 13 % par rapport à 2018. Elle comprend le projet d'écoquartier *Issy Cœur de Ville* à Issy-les-Moulineaux pour une surface à construire de plus de 100 000 m², le déploiement d'un réseau *Fiber to the home* (FTTH) en Bretagne, l'agrandissement du port de Port-la-Nouvelle (Aude) en Occitanie ou encore la construction d'un nouveau Marché d'intérêt national (MIN) à Nice.

À l'international, la prise de commandes s'élève à 7,2 milliards d'euros, enregistrant une baisse de 17 % par rapport à 2018. Elle comprend entre autres deux projets de tunnels routiers à Hong Kong, une résidence étudiante pour l'université de Brighton (Royaume-Uni), la nouvelle mairie d'arrondissement de Tower Hamlets à Londres, une tour de bureaux à Bangkok (Thaïlande) ou encore la réalisation d'un centre de données pour Airtrunk en Australie.

UN CARNET DE COMMANDES OFFRANT UNE VISIBILITÉ À LONG TERME

Fin 2019, le carnet de commandes s'établit à un haut niveau de 21,6 milliards d'euros (-3 % par rapport à fin décembre 2018, -4 % à périmètre et change constants), dont 60 % à exécuter à l'international. L'Europe et l'Asie-Pacifique sont les deux zones d'activité les plus importantes à l'international. Fin 2019, l'activité acquise s'établit à 10 milliards d'euros pour 2020 et 11,6 milliards d'euros au-delà, offrant ainsi une bonne visibilité sur l'activité future.

UN CHIFFRE D'AFFAIRES TIRÉ PAR L'INTERNATIONAL

En 2019, le chiffre d'affaires s'établit à 13,4 milliards d'euros répartis entre les métiers Bâtiment et Travaux Publics (72 %) et Énergies et Services (28 %). Il est en hausse de 8 % sur l'année (+2 % à périmètre et taux de change constants).

En France, le chiffre d'affaires, en recul de 5 % par rapport à 2018, s'établit à 5,3 milliards d'euros. Il représente 40 % du chiffre d'affaires total. À l'international, le chiffre d'affaires atteint un niveau record de 8,1 milliards d'euros, en progression de 19 % par rapport à 2018. Cette performance s'explique en partie par :

- l'acquisition mi-2018 d'Alpiq InTec en Suisse (devenue Bouygues Énergies & Services InTec), de Kraftanlagen München en Allemagne et d'AW Edwards en Australie ;
- l'effet en année pleine de ces intégrations.

À périmètre et change constants, la progression du chiffre d'affaires est de 3 %.

2. Classement 2018 du magazine *Le Moniteur* publié en décembre 2019.

DES PERFORMANCES OPÉRATIONNELLES EN AMÉLIORATION³

À 378 millions d'euros, le résultat opérationnel courant est stable par rapport à 2018. La marge opérationnelle courante s'élève à 2,8 %, en légère diminution de 0,3 point par rapport à 2018, mais en progression de 0,6 point retraitée de la plus-value liée à la cession partielle d'Axione. Le redressement des activités Energies & Services est significatif : la marge opérationnelle courante passe de -0,4 % à 2,1 %, en lien avec l'achèvement des chantiers difficiles en Irlande et au Royaume-Uni et l'amélioration de la profitabilité du fonds de commerce, notamment en France chez Bouygues Energies & Services. Dans les activités Bâtiments et Travaux Publics, la marge opérationnelle courante s'élève à 3,1 %, en retrait de 1,2 point par rapport à 2018. Ce niveau est proche du niveau normatif du secteur.

Le résultat net part du Groupe s'établit à 325 millions d'euros, contre 296 millions d'euros en 2018. Cette hausse s'explique principalement par l'impact de la cession de parts dans des concessions aéroportuaires et autoroutières. La marge nette reste stable à 2,4 %.

UN EXCÉDENT FINANCIER NET ÉLEVÉ

L'excédent financier net à fin 2019 s'établit à 3,1 milliards d'euros, stable par rapport à fin 2018.

ÉVOLUTION DES MARCHÉS ET DE L'ACTIVITÉ DE BOUYGUES CONSTRUCTION

ACTIVITÉ BÂTIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

Le chiffre d'affaires pour le Bâtiment et les Travaux Publics atteint 9,6 milliards d'euros, en hausse de 4 % par rapport à 2018. La part de l'international dans le chiffre d'affaires continue de progresser et atteint désormais 58 % (contre 55 % en 2018).

France

En France, les activités de bâtiment évoluent dans un environnement budgétaire globalement plus contraint dans le secteur du logement social, notamment en régions. En Île-de-France, la demande en bâtiment tertiaire et les projets de rénovation urbaine et d'écoquartiers présentent des opportunités intéressantes. De la même façon, les travaux publics restent dynamiques et les projets du Grand Paris Express constituent un marché de plus de trente milliards d'euros à horizon 2030. Hors Île-de-France, l'activité en travaux publics se maintient, à la faveur de la bonne tenue de la commande publique dans un contexte pré-électoral.

Chiffre d'affaires 2019 : 4 milliards d'euros (-3 %)

Dans le secteur Bâtiment, le retrait de l'activité de 3 % est consécutif à la diminution du carnet de commandes en région, en lien avec une sélectivité commerciale accrue.

En Île-de-France, en dépit d'une baisse dans le secteur résidentiel, l'année 2019 est marquée par le démarrage d'affaires significatives prises en commande en 2018, telles que la rénovation du 17, *boulevard Morland* à Paris (IV^e) et le projet *Chapelle International* au nord de la capitale (XVIII^e). Bouygues Construction poursuit la réalisation de grands projets d'ouvrages fonctionnels tels que le centre commercial « Les 3 Fontaines » à Cergy-Pontoise (Île-de-France) et la réhabilitation de La Poste du Louvre à Paris. Plusieurs opérations ont été livrées en 2019 telles que, à Paris, l'ensemble immobilier 17^e *Ciel Paris-Batignolles* dans le nouveau quartier des Batignolles et l'immeuble de bureaux *Grand-Central Saint-Lazare* à proximité de la gare Saint-Lazare.

En région, l'entreprise a livré *Biotope* à Lille, ouvrage de 30 000 m² accueillant le siège de la métropole lilloise (MEL). Elle poursuit la construction du centre événementiel et sportif *CO'Met* à Orléans.

Dans le secteur Travaux Publics, l'activité se maintient en région parisienne, notamment portée par les activités du « Grand Paris », tels que la réalisation de la ligne 15 (lots T2A et T3A) et du RER E EOLE, de la gare Paris-Saint-Lazare à La Défense.

En région, Bouygues Construction réalise de grands ouvrages complexes tels que les travaux de génie civil des ports de Calais et de Brest. Les travaux du tramway T2 de Nice se sont achevés en 2019. Par ailleurs, Bouygues Construction dispose d'agences régionales spécialisées dans le petit génie civil et le terrassement.

Europe

La construction en Europe a connu une croissance de près de 2,5 % en 2019, en léger recul par rapport à 2018 (3 %).

Les principaux facteurs de cette croissance sont la forte urbanisation et le rattrapage des investissements, après plusieurs années de report faisant suite à la crise financière de 2008. À moyen terme, le ralentissement de la croissance économique dans certains pays européens, en lien notamment avec le ralentissement des échanges internationaux et les incertitudes politiques, pourrait toutefois peser sur le marché de la construction.

En Europe de l'Ouest, les filiales de Bouygues Construction sont particulièrement actives sur les marchés britannique et suisse. Au Royaume-Uni, le marché de la construction reste marqué par les incertitudes liées au Brexit. En Suisse, après avoir longtemps été tiré par le bâtiment, le marché de la construction est un peu moins dynamique, notamment dans le secteur résidentiel.

Chiffre d'affaires 2019 : 2 milliards d'euros (stable)

Au **Royaume-Uni**, Bouygues Construction participe à plusieurs programmes de rénovation urbaine tels que *Canning Town* et *Lutton Street* à Londres, et *Castle Park View* à Bristol. L'entreprise travaille par ailleurs sur des projets à forte valeur ajoutée dans les domaines de l'éducation et de la recherche, tels que la construction d'un campus « Innovation » à l'université de Cardiff – celle-ci doit accueillir deux centres de recherche –, ou encore la réalisation d'une nouvelle résidence étudiante à l'université de Brighton.

Il poursuit également la construction de la centrale nucléaire Hinkley Point C. Celle-ci fournira à terme 7 % de la consommation d'électricité du Royaume-Uni et permettra d'approvisionner plus de cinq millions de foyers.

En **Suisse**, Bouygues Construction renforce son expertise dans les activités de développement immobilier, en particulier à Bâle, Zurich et Delémont, où plusieurs projets d'écoquartier ont obtenu le label « 2 000 Watts »⁴.

En **Europe centrale**, l'activité de bâtiment est assurée par des implantations locales en Pologne et République tchèque.

D'autres grands projets d'infrastructures en Europe font appel de manière ponctuelle à l'expertise de Bouygues Construction. À **Monaco**, la réalisation du grand ouvrage d'extension en mer du territoire se poursuit, avec la fin de la pose des dix-huit caissons en 2019.

Asie et Pacifique

Le continent asiatique connaît une croissance dynamique, en partie tirée par l'économie chinoise qui se rapproche du premier rang mondial. Hong Kong, Singapour et les Philippines restent des pays à fort potentiel.

En Australie, le marché du bâtiment est tiré par la construction de logements et de commerces, ainsi que par des investissements publics dans la santé. Par ailleurs, le marché de la construction d'infrastructures devrait rester soutenu par les investissements du gouvernement, en particulier dans le secteur de la route et des télécommunications.

Chiffre d'affaires 2019 : 2,6 milliards d'euros (+18 %)

En **Asie-Pacifique**, Bouygues Construction a développé son expertise à travers ses filiales de Bâtiment et de Travaux Publics, lui permettant de disposer d'implantations locales fortes.

À **Hong Kong**, plusieurs grands ouvrages souterrains sont en cours de construction, dont le tunnel routier sous-marin Tuen Mun Chek Lap Kok et l'extension de la ligne de métro *Shatin to Central Link*. Bouygues Construction a livré en 2019 le tunnel 2x2 voies de Liantang.

En **Australie**, Bouygues Construction poursuit la réalisation d'infrastructures telles que les tunnels autoroutiers NorthConnex et WestConnex à Sydney, ou encore le métro de Melbourne. À la suite du rachat d'AW Edwards en juillet 2018, sa présence s'est étendue dans ce pays où il réalise également des centres de données des hôpitaux, comme celui de Blacktown dans la région de Sydney.

À **Singapour** et en **Thaïlande**, Bouygues Construction est reconnu dans les activités de bâtiment, notamment dans les tours de grande hauteur, à l'exemple des projets résidentiels *Project Glory* à Singapour et *The Esse at Sukhumvit* à Bangkok.

Au **Myanmar**, Bouygues Construction poursuit la construction de la deuxième phase du complexe résidentiel multi-usages *Yoma Central*.

Afrique – Maghreb – Moyen-Orient

En Afrique où sont attendus des développements économiques importants, liés en particulier à l'urbanisation rapide, l'environnement géopolitique reste toutefois fragile. Au Moyen-Orient, les variations du prix du pétrole conditionnent largement la situation économique des pays. Toutefois, les besoins en infrastructures font de ces régions des marchés à fort potentiel. Bouygues Construction développe une approche sélective des opérations sur cette zone géographique.

Chiffre d'affaires 2019 : 542 millions d'euros (+2 %)

En **Égypte**, après avoir participé à la réalisation des lignes de métro 1 et 2 du Caire, Bouygues Construction poursuit la construction de la nouvelle phase de la ligne 3.

Il dispose également d'une implantation pérenne au **Maroc** où il excelle dans des ouvrages de grand standing et il a achevé la rénovation des aéroports d'Antananarivo et de Nosy Bé à **Madagascar**.

En **République démocratique du Congo**, en **Côte d'Ivoire** et au **Mali**, il met à profit son expertise en terrassement de mines à ciel ouvert pour l'exploitation des mines d'or, respectivement celle de Kibali, de Tongon et de Goukoto. Il intervient aussi ponctuellement dans d'autres pays africains sur des projets d'infrastructures routières.

Enfin, au **Moyen-Orient**, Bouygues Construction a livré deux tunnels d'assainissement à Doha au **Qatar**.

4. Le concept de « Société à 2000 Watts » repose sur l'objectif de diviser par trois la consommation énergétique globale et par huit la production de gaz à effet de serre d'ici à 2050, grâce à un recours massif aux énergies renouvelables. Délivrée par l'association Cité de l'énergie, cette distinction récompense les sites en développement, quartiers et zones urbanisées qui adoptent un comportement conforme à ces principes.

Amériques – Caraïbes

Le continent américain présente des opportunités, en particulier au Canada et aux États-Unis, où les pouvoirs publics affichent leur volonté de relancer les infrastructures. Le développement du tourisme dans les Caraïbes constitue également un potentiel intéressant pour Bouygues Construction.

Chiffre d'affaires 2019 : 463 millions d'euros (+38 %)

La zone **Amériques – Caraïbes** connaît un fort développement. Bouygues Construction intervient de façon pérenne à **Cuba** où son expertise est reconnue dans la construction clés en main de complexes hôteliers de luxe, un secteur en croissance grâce à la hausse régulière de la fréquentation touristique. De nouvelles opérations ont été prises en commande en 2019. Aux **Bahamas**, Bouygues Construction a terminé le chantier d'aménagement de l'île artificielle *Ocean Cay*, projet d'une superficie de quarante hectares, accueillant notamment un embarcadère de paquebots de croisière.

ACTIVITÉ ÉNERGIES ET SERVICES

À la suite du rachat en juillet 2018 des entreprises Alpiq InTec et Kraftanlagen München, un pôle Énergies et Services (E&S), incluant en outre Bouygues Energies & Services, a été constitué. Il bénéficie de l'expertise de ces deux entreprises, dans le génie électrique et thermique, le développement de centrales électriques et les services à l'industrie.

Les besoins industriels grandissants font appel à l'usage de compétences de pointe (robotisation, bâtiment intelligent, etc.), de processus complexes et de maintenance industrielle. De plus, les enjeux environnementaux, l'accroissement démographique et la raréfaction des matières premières placent la performance énergétique des bâtiments au cœur des préoccupations. En parallèle, les besoins en télécommunications favorisent le développement des infrastructures de réseaux. Ces grandes tendances du marché des énergies et des services offrent au pôle Énergies et Services des perspectives de croissance dans ses principaux pays d'implantation (Canada, France, Royaume-Uni, Suisse), mais aussi dans les pays émergents, notamment en Asie et en Afrique.

L'activité Énergies et Services a généré un chiffre d'affaires de 3,7 milliards d'euros en 2019, en forte hausse par rapport à 2018, du fait de l'intégration de Alpiq InTec et Kraftanlagen.

France

Chiffre d'affaires 2019 : 1,3 milliard d'euros (-11 %)

Retraitée de l'impact de la cession partielle d'Axione, l'activité France est en progression de 12 % par rapport à 2018, en lien avec un niveau de commandes élevé, principalement dans le domaine des infrastructures de réseau (*Fiber to the home* ou FTTH).

Bouygues Energies & Services déploie ce type d'infrastructures dans le cadre des politiques d'aménagement numérique du territoire par les collectivités. Ces activités sont conduites en partenariat avec Axione qui fait désormais l'objet d'une gouvernance partagée avec le fonds d'investissement Mirova. Un nouveau contrat de grande ampleur a été remporté en 2019, avec pour objectif l'installation d'un million de prises de fibre optique en Bretagne dans les zones rurales. Avec plus d'un million de prises installées fin 2019, Bouygues Construction est un acteur majeur du secteur FTTH en France.

Bouygues Energies & Services intervient également dans le domaine du génie électrique et thermique, à l'exemple de l'installation des systèmes de CVC (chauffage, ventilation, climatisation) dans le cadre de la rénovation de l'îlot Gaité à Montparnasse. Il est aussi reconnu pour son expertise dans la conception et la réalisation de fermes solaires, dont celle de Piolenc (Vaucluse), baptisé *O'Mega1*, première ferme installée en flottaison sur un lac.

Bouygues Energies & Services est chargée de l'exploitation et de la maintenance de plusieurs sites publics et privés en France, tels que le tribunal de Paris, le ministère de la Défense ou encore la CAF (Caisse d'Allocations Familiales) de la Loire à Saint-Étienne. Il exécute également le contrat d'éclairage public de la Ville de Paris à travers sa filiale Evesa.

En collaboration avec Citelum (filiale d'EDF), Suez et Capgemini, Bouygues Energies & Services pilote la conception, la réalisation et l'exploitation de la première ville intelligente (*smart city*) française à Dijon. Ce projet, d'une durée de douze ans, permettra la gestion connectée de l'espace public des 250 000 habitants de l'agglomération.

International

Chiffre d'affaires 2019 : 2,5 milliards d'euros (+43 %)

L'évolution significative du chiffre d'affaires à l'international est liée essentiellement à l'acquisition en juillet 2018 des entreprises Alpic InTec (devenue Bouygues Energies & Services InTec) et Kraftanlagen München. Celle-ci a permis à Bouygues Construction de renforcer sa présence en **Suisse** et en **Italie du Nord**, et de s'installer en **Allemagne**. À périmètre et change constants, l'évolution est de -20 millions d'euros, soit -1 %.

Ces deux entreprises disposent d'une expertise reconnue en ingénierie énergétique et industrielle. Elles proposent également des solutions de centrales électriques, notamment hydrauliques.

Dans le domaine des grands projets d'infrastructure de réseaux électriques, Bouygues Energies & Services développe des solutions photovoltaïques clés en main, comme au **Vietnam** où il a achevé en 2019 la construction d'une centrale solaire d'une superficie de 243 hectares. Il a également récemment débuté les travaux de construction d'une nouvelle ferme solaire au **Japon**.

Les activités de *facility management* de Bouygues Construction se développent notamment au **Royaume-Uni** à l'exemple du contrat des bureaux du Département de police du sud-est de Londres ou encore celui de l'hôpital de Southmead à Bristol. En Amérique du Nord, au **Canada**, l'entreprise assure le *facility management* de l'hôpital de Surrey et du quartier général de la Gendarmerie Royale. Cette activité assure à Bouygues Energies & Services une source de revenus de long terme.

ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

L'INNOVATION PARTAGÉE AU SERVICE DES CLIENTS

L'innovation partagée est le meilleur atout de Bouygues Construction pour s'adapter continuellement au service de ses clients. L'innovation se retrouve à toutes les étapes de la chaîne de valeur :

- **En phase de conception**, Bouygues Construction met particulièrement en avant ses savoir-faire dans l'usage de la maquette numérique (*Building Information Modeling*), dans laquelle toutes les informations permettant de concevoir et de construire un ouvrage sont gérées. Par ailleurs, Bouygues Construction a développé un *serious game* permettant à toutes les parties prenantes de se projeter dans les usages du quartier de demain.

Bouygues Construction vise également les principes de l'économie du partage et de la conception évolutive du bâtiment : optimisation de l'usage des biens et des services, plus de réversibilité des bâtiments afin de faciliter leur adaptation aux usages futurs comme par exemple sur le projet de Linkcity, le « Bâtiment K » à Lyon dans le nouveau quartier *Eureka Confluence*.

- **En phase de construction**, Bouygues Construction valorise l'usage de méthodes et de matériaux innovants, ou biosourcés – à l'exemple du programme ABC (*Autonomous Building for Citizens*), dont la première pierre a été posée en octobre 2018 et qui vise l'autonomie des bâtiments en eau, en énergie et en déchets – ou encore la construction d'immeubles en bois.

Bouygues Construction confirme sa position de leader sur le marché du modulaire, comme en témoigne le projet mené par Bouygues International et sa filiale Dragages Singapour : les 2 bâtiments « Clement Canopy » de 40 étages sont les plus hautes tours du monde en modulaire béton.

- **En phase d'exploitation**, Bouygues Construction répond aux attentes de ses clients en matière d'usage, de performance énergétique et de gestion optimale des infrastructures ou des services à la ville.

L'offre Wizom Connected (plus de 3 000 logements équipés), qui s'appuie sur les dernières technologies en matière d'IoT (objets connectés) et de gestion prédictive, permet de rendre les bâtiments plus performants et plus économes, avec des logements plus sécurisés et confortables.

Bouygues Energies & Services développe aussi des solutions innovantes pour le quartier. La solution Citybox® transforme le réseau d'éclairage en infrastructure intelligente et communicante. Elle module notamment l'éclairage en fonction de la météo, de l'heure, de la vie du quartier, de la maintenance et réduit ainsi la consommation énergétique. En complément, l'offre Alizé®, s'appuie sur des services de gestion intelligente en temps réel pour proposer des bornes de rechargement pour les véhicules électriques destinés aux collectivités et aux entreprises.

Bouygues Construction met le numérique au cœur de ses préoccupations dans le projet de smart city « OnDijon », développé en partenariat avec Bouygues Energies & Services, Citelum (EDF), Suez et Capgemini. L'objectif est de mieux piloter, les grandes fonctions de l'espace urbain sur le territoire de la Métropole : éclairage public, signalisation tricolore, vidéo protection, contrôle d'accès, etc.

Bouygues Construction veut également s'orienter vers une culture de la data. Après avoir créé, en 2016, un centre d'expertise, les équipes du Tunnel Lab hébergées chez Bouygues Travaux Publics ont remporté en décembre 2018, le Grand Prix du Jury lors des Trophées de la Fédération Nationale des Travaux Publics. Ce prix récompense le projet « Indicateur Interaction Sol Machine », une innovation où l'analyse et la modélisation de la data contribuent à développer des outils d'aide à la décision sur les chantiers de tunnel.

Enfin, avec le soutien de la Métropole de Lille et de la Région Hauts-de-France, Bouygues Construction et l'École Centrale de Lille poursuivent leur partenariat au sein de la Chaire 4.0. Cette collaboration réunit une équipe de recherche mixte (doctorants, jeunes chercheurs et collaborateurs de Bouygues Construction) afin de préparer la transition digitale du secteur de la construction et d'en améliorer sa productivité via le numérique et l'industrialisation.

UN LEADERSHIP DANS LA CONSTRUCTION DURABLE

Au cœur de sa stratégie d'entreprise responsable et engagée, Bouygues Construction met l'accent sur différentes thématiques environnementales telles que l'énergie, le carbone, la biodiversité ou l'économie circulaire.

Dans un contexte d'épuisement des ressources Bouygues Construction développe des solutions alternatives comme le béton de marinage, en réutilisant les terres excavées pour de nouvelles constructions.

Bouygues Construction conçoit et construit des bâtiments auto-alimentés en énergies 100 % renouvelables et des réseaux électriques intelligents (*Smart Grids*). L'entreprise accompagne les industriels dans la production d'énergies renouvelables. Elle propose à ses clients des infrastructures innovantes, telles que les écoquartiers.

Ainsi, Bouygues Construction a été précurseur en réalisant les toutes premières rénovations d'immeubles tertiaires contemporains sous certification HQE™ (Haute Qualité Environnementale), de tours de bureaux d'immeubles haussmanniens (label énergétique BBC-effinergie®), et de bâtiments sous certification BEAM Plus⁵, BREEAM®⁶ et LEED®⁷. Bouygues Construction a par ailleurs réalisé des opérations avec les nouvelles labellisations BBKA ou E+C-, et des rénovations de logements à zéro énergie garantie sur 30 ans.

Le projet de la Maillerie, à Lille, illustre la volonté de Bouygues Construction de réduire ses déchets de chantier par l'utilisation de méthodologies comme la déconstruction sélective, la conception-construction « zéro déchets » ou encore par le recours à des outils de calcul d'investissement pour la prévention des déchets de chantier.

Pour ses chantiers, Bouygues Travaux Publics teste actuellement une solution de traçabilité en temps réel des évacuations de déblais. Grâce à la géolocalisation des flottes de véhicules, Ubysol permet de suivre l'itinéraire des déchets (plus de 220 000 tonnes de terres suivies), leur nature, leur tonnage et les lieux de déchargement. Ce système permet non seulement de gagner en productivité mais aussi de fiabiliser et d'améliorer le processus de gestion des déchets.

ACTIVITÉS EN MATIÈRE DE POLITIQUE DE GESTION DES RISQUES

Contrôle interne et informations sur les risques (Article L. 225-100-1, I-3° à 6° du Code de commerce)

CONTRÔLE INTERNE

ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE

En 2019, la campagne a concerné plus de 650 personnes dans plus de 130 structures, qui couvrent 92 % du chiffre d'affaires de Bouygues Construction. En moyenne, chaque structure a évalué 85 principes du référentiel de gestion des risques et de contrôle interne.

6 thèmes ont été retenus par Bouygues SA :

- PG.04 - Ressources Humaines,
- PG.05 - Systèmes d'Information (partiel, orientation sécurité),
- PG.09 - Lutte contre la corruption,
- PG.10 - Respect du droit de la concurrence,
- PG.13 - Promotion de l'éthique dans le Groupe,
- PG.14 - Embargos et restrictions à l'export.

Bouygues Construction a choisi d'évaluer les thèmes complémentaires suivants, en relation notamment avec le plan stratégique et la cartographie des risques :

- PG.034 - BYCN - Développement Immobilier,
- PG.0341 - BYCN - Maîtrise des enjeux des grands projets,
- PG.035 - BYCN - Partenariats Internes,
- PG.036 - BYCN - Fiscalité,
- PG.041 - BYCN - Sûreté,
- PG.07 - Gestion de Trésorerie, Financements et opérations de marchés,
- PG.11 - Garanties (partiel),
- PG.122 - BYCN - Sous-Traitance,
- CF.03 - Application des Règles Comptables,
- CF.04 - Maîtrise des Règles Comptables,
- CF.124 - BYCN - Sociétés en Participation,
- CF.13 - Investissements, Désinvestissements, R&D.

5. BEAM Plus : Building Environmental Assessment Method (certification hongkongaise).

6. BREEAM® : Building Research Establishment Environmental Assessment Method (certification anglaise).

7. LEED® : Leadership in Energy and Environmental Design (certification américaine).

La campagne d'auto-évaluation se déroule au printemps-été, et les synthèses sont présentées en fin d'année. L'exploitation des données permet d'établir un constat sur l'efficacité du contrôle interne au sein de Bouygues Construction, ainsi que de définir et de mettre en œuvre des plans d'action destinés à inscrire le dispositif dans une dynamique d'amélioration continue et de maîtrise des risques.

Chaque entité définit ses propres plans d'action. Au niveau de Bouygues Construction, les responsables des filières fonctionnelles pilotent les plans d'action sur les thèmes communs retenus par BYSA à savoir les Ressources Humaines, l'informatique (Bouygues Construction IT) et le juridique pour la conformité.

La campagne 2019 a permis de poursuivre la déclinaison du dispositif de contrôle interne dans des structures au plus près du terrain tout en identifiant des champs de progrès dans l'exigence des notations de l'auto-évaluation. La qualité de l'échange entre les intervenants, ainsi que la mise en commun des résultats, sont autant d'atouts qui permettent de faire du contrôle interne un outil de formation, d'animation et de management.

CARTOGRAPHIE DES RISQUES

La cartographie des risques est intégrée au cycle de management de Bouygues Construction. Elle est présentée au comité d'audit et au Conseil d'administration.

Ce processus managérial permet, au sein de Bouygues Construction, de partager une vision commune des grands risques afin d'en accroître la maîtrise dans une dynamique de réduction de l'exposition de l'entreprise. Les synergies entre la gestion des risques, le contrôle interne et l'audit interne sont également porteuses de valeur ajoutée pour les processus de contrôle de l'organisation. Le plan annuel de l'audit interne intègre ainsi plusieurs missions orientées vers les grands risques de la cartographie.

La campagne d'actualisation de cette cartographie est conduite à l'été-automne. Le travail réalisé auprès des entités est complété par celui auprès des filières fonctionnelles afin d'établir la cartographie des risques du groupe Bouygues Construction..

Les principales fiches de risques, qui identifient les plans d'action, sont mises à jour à cette occasion.

MOYENS ET RESSOURCES MIS EN ŒUVRE

Les modalités retenues par Bouygues Construction pour le déploiement du contrôle interne correspondent à son organisation décentralisée, et au choix de s'appuyer sur des filières fonctionnelles fortes et structurées. L'environnement de contrôle est adapté en conséquence :

Rôle de la holding Bouygues Construction

Le pilotage du dispositif est assuré par une ressource dédiée au sein de la direction générale adjointe Affaires Juridiques, Assurances, Audit, Contrôle Interne et Conformité Juridique. La holding assure l'animation de la démarche et coordonne les campagnes d'auto-évaluation. Elle fournit aux entités un appui méthodologique. Elle établit la synthèse métier et assure le suivi des plans d'action transverses. Elle élabore la cartographie des risques.

Rôle des entités

Dans les entités, le dispositif du contrôle interne est du ressort du secrétariat général. Des animateurs du contrôle interne sont responsables du déroulement des campagnes d'auto-évaluation. Dans les unités opérationnelles, le relais du déploiement est assuré par les secrétaires généraux.

Rôle des filières fonctionnelles

En complément du travail des entités, l'implication des filières fonctionnelles assure le maillage du dispositif. Les responsables des filières fonctionnelles et pôles d'expertise valident un certain nombre de principes, établissent une synthèse et suivent des plans d'action transverses.

Actions d'animation réalisées au cours de l'année

De nombreuses actions de formation et d'information rythment la campagne : réunions d'échange et de retour d'expérience, comités des directions fonctionnelles, information des comités de direction. Le comité de coordination des animateurs du contrôle interne des entités permet d'assurer un échange d'information transverse entre les entités de Bouygues Construction.

DISPOSITIFS DE CONTRÔLE INTERNE EN MATIÈRE COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Les entités disposent de moyens spécifiques, aussi bien pour la comptabilité que pour le contrôle financier. Selon les situations, les équipes comptables peuvent être centralisées ou décentralisées. Les contrôleurs financiers, présents à tous les niveaux de l'organisation, sont proches des responsables opérationnels.

La filière contrôle financier et la filière comptable sont placées sous l'autorité du secrétariat général. Des centres de ressources partagées sont en place dans les principales implantations de Bouygues Construction. Ces centres de ressources partagées mutualisent les moyens comptables des filiales présentes sur un même périmètre géographique et permettent de renforcer l'application stricte des principes et règles communs.

RISQUES LIÉS AUX OPÉRATIONS ET À L'ACTIVITÉ DE BOUYGUES CONSTRUCTION

RISQUES OPÉRATIONNELS LIÉS AUX GRANDS PROJETS

La complexité et la taille des projets peuvent exposer Bouygues Construction à des risques en matière d'études et de conception d'une part et à des risques en matière de réalisation d'autre part.

Ces risques peuvent trouver leur origine en particulier dans :

- des erreurs de conception, de chiffrage ou de méthodes ;
- la défaillance technique de la société ou de ses partenaires (cotraitants, sous-traitants, prestataires et/ou fournisseurs) ;
- des difficultés de coordination et d'interfaces, en particulier en cas de co-activité ou de travaux en site occupé ;
- le manque de maîtrise d'engagements contractuels forts.

La survenance de ce type de risque peut se traduire, en particulier, par des surcoûts supportés par l'entreprise au titre des retards causés au chantier (coûts de mobilisation supplémentaires, pénalités de retard...), du déploiement de moyens techniques et humains additionnels, de la réalisation de prestations de conception et/ou de travaux non prévus, de la substitution d'un partenaire défaillant, de réclamations et de contentieux, et une image ou une réputation dégradée.

Bouygues Construction a mis en place une organisation qui comporte des procédures de sélection, d'engagement, de validation et de contrôle stricts, menées aux niveaux les plus pertinents de l'entreprise, de façon de plus en plus centralisée en fonction de la taille des projets.

Ainsi la procédure de validation de l'engagement commercial impose-t-elle, pour tous les grands projets, d'établir dès le lancement de l'affaire, une note de synthèse (*Risk Executive Summary*) qui identifie et évalue de manière chiffrée les risques majeurs. Des audits internes sont en outre régulièrement conduits sur les projets de grande ampleur afin de s'assurer de la maîtrise des risques en cours de réalisation.

Enfin, les entités de Bouygues Construction s'appuient sur des moyens humains hautement qualifiés dans les domaines technique (mise en place de pôles de compétences techniques) et fonctionnels (organisation par filière pôle d'expertise).

RISQUES LIÉS À UNE FORTE EXPOSITION INTERNATIONALE

Bouygues Construction exerce plus de 60 % de son activité à l'international, dans plus de 60 pays, ce qui l'expose à des risques résultant de situations d'instabilité politique ou sociale affectant certains États ou régions, leur économie ou leur devise, de tensions diplomatiques entre certains États, et/ou de tensions économiques et commerciales.

De manière générale, la survenance de ce type de risque peut notamment conduire Bouygues Construction à :

- supporter des surcoûts pour poursuivre ses activités et/ou sa présence dans la zone concernée du fait, par exemple, de réglementations plus strictes, de la mise en place de taxes, d'embargos et/ou de gel des avoirs ;
- supporter des surcoûts pour se retirer d'une zone ou d'un pays ;
- se priver de certains marchés.

Concernant plus particulièrement le « Brexit », Bouygues Construction intervient au Royaume-Uni, au travers de ses filiales locales, sur des marchés publics ou privés, principalement dans le grand Londres. Par ailleurs, Bouygues Travaux Publics, en joint-venture avec une entreprise locale (Laing O'Rourke Plc), réalise la centrale nucléaire EPR de Hinkley Point.

À cet égard, les conditions de sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne pourraient avoir un effet sur la dynamique du marché de l'immobilier, les coûts de la main-d'œuvre, les coûts de certains matériaux ou l'accès au financement.

Enfin, Bouygues Construction est présent à Cuba, au travers de sa filiale Bouygues Bâtiment International. Les conditions de cette présence à Cuba ainsi que la nature des activités conduites (secteur des hôtels et *resorts*) sont parfaitement conformes au droit international, au droit français ainsi qu'au droit communautaire. Néanmoins, l'activation du Titre III de la législation américaine dite « Helms Burton » est sans conséquence majeure à date.

Les risques liés à l'exposition internationale de Bouygues Construction sont contenus du fait :

- du redéploiement progressif de nos activités vers l'Europe (France, Allemagne, Suisse...), l'Amérique du Nord (États-Unis, Canada...), l'Australie et l'Asie (Hong Kong, Singapour, Philippines, Thaïlande...) ;
- des moyens mis en œuvre pour prévenir leur occurrence et limiter leur incidence, parmi lesquels :
 - une procédure de sélection rigoureuse, par le Comité Exécutif, de tout pays dans lequel les entités de Bouygues Construction ne sont pas encore implantées ou ne sont pas intervenues récemment ;
 - dans certaines régions, un mode d'intervention nomade avec des opérations ponctuelles pour réaliser des grands projets spécifiques ;

- l'introduction de dispositifs contractuels protecteurs et la mise en place de mesures préventives sur les plans juridique, financier et assurantiel ;
- le paiement dans des devises stables ;
- un pilotage des prévisions, rendu possible par une profondeur du carnet de commandes suffisante, permettant d'anticiper les évolutions défavorables et de réallouer en conséquence les moyens de production sur les marchés ou les activités moins affectés.

Concernant plus spécifiquement le « Brexit », Bouygues Construction reste vigilante et a mis en place une cellule de veille. Tous les contrats signés ces derniers mois comportent un dispositif contractuel de protection contre les effets du Brexit.

RISQUES LIÉS AUX PARTENARIATS

La capacité des contreparties (client, cotraitants, sous-traitants et fournisseurs) de Bouygues Construction à assumer leurs obligations est essentielle. Les conséquences de la survenance d'un risque de contrepartie peuvent s'avérer importantes, en raison de la taille et de la complexité des projets auxquels le Groupe participe.

Le risque de non-paiement, en raison de l'insolvabilité d'un client, apparaît modéré voire faible, dès lors que :

- les clients de Bouygues Construction sont majoritairement des clients publics (État, collectivités locales) ;
- chaque opération fait l'objet d'une procédure de sélection qui tient compte de la qualité de la contrepartie et comporte des aménagements contractuels et financiers permettant de se prémunir contre le risque de non-paiement ;
- les opérations réalisées dans des États susceptibles de poser des difficultés en matière de paiement sont essentiellement financées par des organismes de financement multilatéraux (banque mondiale...).

Les risques liés à la défaillance des sous-traitants et des fournisseurs les plus importants sont maîtrisés grâce à un processus de sélection, de référencement et de suivi mené par la direction des achats de Bouygues Construction.

Les risques liés à la défaillance des cotraitants sur les opérations majeures ou complexes sont atténués par un processus de sélection adapté et, le cas échéant, par la mise en place de garanties appropriées.

MUTATION/UBÉRISATION

La capacité de Bouygues Construction à innover et à s'adapter aux évolutions du marché, des techniques et des technologies est essentielle.

L'absence d'adaptation et d'innovation est de nature à affecter l'amélioration de la productivité et la réduction des coûts de production. Elle peut également conduire à une perte d'opportunité et à la sortie de certains marchés.

Ce risque apparaît toutefois limité dans le contexte de Bouygues Construction, qui a mis en place une organisation dédiée à l'innovation, en charge notamment :

- d'accompagner les activités R&D de ses filiales et de centraliser les enjeux transverses ;
- d'assurer une veille en matière d'innovation ;
- de rechercher et de nouer des partenariats avec les start-up pertinentes du marché ;
- de favoriser les initiatives internes.

RISQUES JURIDIQUES, RÉGLEMENTAIRES ET ÉTHIQUES

Atteintes à l'éthique ou à la conformité

Bouygues Construction est exposé à des risques d'atteinte à l'éthique et de conformité pouvant résulter de non-respect des référentiels du Groupe, eu égard notamment :

- aux relations qu'elle entretient avec des autorités publiques en tant que donneuse d'ordres, ou des autorisations qu'elle doit obtenir de leur part pour les besoins des projets ;
- aux sollicitations dont ses collaborateurs peuvent faire l'objet (apporteurs d'affaires, fournisseurs ou partenaires locaux) pouvant déboucher sur des pratiques anti-concurrentielles, des conflits d'intérêts, des infractions aux règles d'embargo ;
- au nombre d'intervenants à une opération, en phase commerciale ou d'exécution ;
- à l'importance de ses implantations internationales.

La violation de normes en matière d'éthique et de conformité peut conduire à d'importantes sanctions financières, la privation de l'accès à certains marchés, certains financements et/ou couvertures d'assurance, une image dégradée, une désorganisation interne et l'imposition de programmes de surveillance (monitoring) spécifiques et contraignants.

La politique éthique et conformité de Bouygues Construction est soutenue par engagement fort du Président-directeur général, auquel est rattaché le Responsable Éthique et Conformité qui dispose de moyens dédiés à ces missions en central, relayés par les directions juridiques dans les entités. Elle s'appuie sur le Code d'Éthique et les 5 Programmes de Conformité du groupe Bouygues, complétés par des mesures spécifiques.

RISQUES EXTRA-FINANCIERS

Risque RH, perte d'expertise et de talents

Les activités de Bouygues Construction s'appuient sur les compétences, le savoir-faire et l'expertise de ses collaborateurs, en particulier dans le cadre de projets dont la réalisation s'inscrit sur le moyen ou long terme.

Le risque consisterait donc à ne pas être en mesure d'attirer et de fidéliser les meilleurs profils en termes de savoir-faire et/ou de potentiel, de former et faire monter en compétence efficacement l'ensemble des collaborateurs, ou d'allouer les ressources de manière pertinente.

La réalisation de ce risque contribuerait à :

- une baisse du niveau global d'expertise de Bouygues Construction susceptible de fragiliser son positionnement sur le marché ;
- une désorganisation découlant de la difficulté à planifier la disponibilité des ressources pertinentes ;
- une dégradation de la qualité et des délais de conception et/ou de réalisation des projets et, par voie de conséquence, la génération de surcoûts ;
- une dégradation de l'image et de la réputation de Bouygues Construction.

Des actions préventives et correctives sont déployées. Elles portent sur l'identification des compétences et des talents, l'analyse des données et l'attractivité du métier et de l'entreprise au moyen de :

- la création d'une grille de disponibilité des ressources (pays/régions/marché) ;
- la création de nouveaux outils interactifs pour répertorier les compétences et les capacités de remplacement ;
- l'évolution du modèle de management et de rémunération/récompense ;
- l'analyse des données : analyse des entretiens individuels, enquêtes préventives ;
- l'évolution du profil cible des candidats ;
- l'identification des besoins par chantier.

RSE

La réponse aux attentes croissantes en matière de la responsabilité sociale, d'exemplarité environnementale, de risque climatique et de décarbonation des activités de Bouygues Construction constitue un enjeu important.

L'absence de traitement de ces enjeux peut conduire à des pertes d'opportunités et un déficit réputationnel.

Pour répondre à cet enjeu et limiter les risques y afférents, Bouygues Construction a mis en place une organisation spécifique et poursuit sa démarche dénommée « Responsable & Engagé » comportant 12 thématiques d'engagement : Prévention santé et sécurité ; Éthique ; Droits humains fondamentaux ; Exemplarité des opérations ; Énergie/Carbone ; Diversité et qualité de vie au travail ; Économie circulaire ; Biodiversité ; Approvisionnement en ressources responsables ; Employabilité et ancrage local ; Ouverture à la société et Solidarité.

Bouygues Construction a également mis en place pour ses chantiers une labellisation interne d'excellence dénommée « TopSite », qui couvre 5 thématiques : Santé et Sécurité, Environnement, Social, Sociétal, Qualité et Satisfaction client. Tous les chantiers de plus de 6 mois et 3 millions d'euros doivent impérativement tenter la labellisation.

ASSURANCES – COUVERTURES DES RISQUES

Bouygues Construction s'emploie en permanence à optimiser et à pérenniser les contrats d'assurance souscrits pour son compte et celui de ses filiales, non seulement pour se protéger contre d'éventuels sinistres, exceptionnels par leur ampleur ou leur nombre, mais aussi pour que cette protection soit et reste à un niveau de coût qui préserve la compétitivité de la société.

Cette politique d'assurance sur le long terme nécessite un partenariat avec des assureurs de qualité, ayant une excellente solidité financière. Pour le maintenir et pour éviter que certaines informations puissent être utilisées au préjudice des intérêts de Bouygues Construction, notamment dans le cadre de contentieux, Bouygues Construction veille à garder une grande confidentialité sur le montant des primes et sur les conditions de garantie, tout spécialement sur les contrats d'assurance de responsabilité.

Outre les contrats d'assurance légalement obligatoires, Bouygues Construction souscrit des assurances de responsabilité y compris pour le risque Cyber, garantissant les dommages aux tiers dont pourraient être responsables les sociétés du groupe Bouygues Construction. Les activités et les tailles de ces sociétés étant très diverses, les montants des garanties sont adaptés aux risques encourus ; ils sont généralement supérieurs à cinq millions d'euros par sinistre.

Par ailleurs, les locaux permanents (tels que siège social, agence, dépôt-atelier) font l'objet d'une protection d'assurance par le biais de contrats d'assurance multirisques. Cette protection est apportée à hauteur d'une valeur contractuelle de reconstruction, définie en accord avec les assureurs et prenant en compte l'hypothèse de survenance d'un sinistre maximum probable.

Les travaux en cours font généralement l'objet d'une protection par des contrats Tous Risques Chantier, garantissant les dommages matériels pouvant les affecter. Le montant de la garantie est, le plus souvent, égal à la valeur du marché.

Toutefois, ce montant est parfois limité par la capacité totale disponible sur le marché mondial de l'assurance en fonction de certains critères tels que la zone géographique concernée, la nature des travaux (ex. : tunnel), le risque couvert (ex. : cyclones, tremblements de terre), la nature des garanties (ex. : risque décennal pour les très grands ouvrages).

Pour l'ensemble de ces contrats, les franchises sont adaptées afin d'optimiser le coût global pour Bouygues Construction en fonction d'une part de la probabilité de survenance des sinistres, d'autre part des diminutions de prime qu'il est possible d'obtenir de la part des assureurs en augmentant les franchises.

Enfin, Bouygues Construction et ses filiales poursuivent et développent des mesures de prévention et de protection pour réduire encore la survenance d'accident et de sinistres, et pour en limiter l'ampleur.

RISQUE DE CRÉDIT ET/OU DE CONTREPARTIE

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE COMMERCIALE

La trésorerie d'exploitation positive de nos projets et de nos unités opérationnelles est un principe fondamental de sécurité financière de nos activités. Des courbes prévisionnelles de trésorerie et de risques financiers sont établies sur les grandes affaires dès la phase commerciale et font l'objet de mises à jour régulières.

La qualité et la surface financière des clients, des associés, des partenaires, des fournisseurs et sous-traitants sensibles font l'objet d'analyses. Suivant le cadre contractuel et commercial dans lequel s'inscrit le projet, il peut notamment être fait appel à :

- des avances de démarrage versées par les clients, des retenues de garantie sur les situations sous-traitants ;
- la délivrance de garanties bancaires (de paiement par les clients, de bonne fin par les sous-traitants...);
- de la cession de créances sans recours ;
- l'assurance risque exportateur (couverture des risques pays & politiques) ;
- l'assurance-crédit.

Le Groupe n'est pas exposé à un risque de dépendance vis-à-vis d'un client spécifique.

Dans les associations momentanées d'entreprises, les répartitions temporaires de trésorerie entre associés s'effectuent contre garantie bancaire de restitution.

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE BANCAIRE

Tout placement effectué auprès d'un tiers est préalablement avalisé par la Direction Trésorerie & Financement, tant sur le choix de la contrepartie bancaire (analyse du rating de l'établissement financier) que sur la nature de l'instrument à souscrire.

Les supports de placement sont principalement :

- des certificats de dépôt et des dépôts à terme dont la maturité n'excède pas 3 mois auprès de contreparties de premier rang ;
- des comptes à terme et des comptes rémunérés ouverts auprès de banques de premier rang et offrant une liquidité quotidienne ;
- des OPCVM monétaires purs présentant une liquidité quotidienne et une rémunération positive.

Ils font l'objet d'un recensement et d'une surveillance mensuels.

Aucune perte n'a été constatée sur 2019 sur les instruments de placement souscrits.

Au 31 décembre 2019, aucune banque ne concentrait plus de 6 % des liquidités disponibles. Les placements sont effectués à plus de 91 % auprès de contreparties présentant une notation minimum investment grade (Standard & Poors BBB+ minimum).

RISQUE DE LIQUIDITÉ

À fin décembre 2019, la trésorerie nette s'élève à 4 204 M€ et les lignes de crédit à court terme confirmées et non utilisées à cette date sont de 224 M€.

RISQUE DE TAUX

EXPOSITION AU RISQUE DE TAUX

Le risque de taux d'intérêt porte sur les dettes financières à taux variable figurant au bilan et est couvert par des placements également à taux variable. Bouygues Construction négocie avec ses clients des avances de démarrage pour les chantiers. Bouygues Construction dispose en conséquence d'une trésorerie nette importante qui est placée à court terme avec une sensibilité à la variation des taux d'intérêt.

RÈGLES DE COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX

Les instruments qui peuvent être utilisés sont limités aux produits suivants : swaps de taux d'intérêt, caps et tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux. Ils ont pour caractéristiques : de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang, de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel. L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de taux font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Le principe est de couvrir, au niveau du groupe Bouygues Construction, tout ou partie des actifs ou des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent. Étant donné le niveau d'endettement brut de Bouygues Construction et les investissements à réaliser par Bouygues Construction, la mise en place des instruments financiers susvisés est limitée à un usage de couverture des risques pris par la société.

RISQUE DE CHANGE

EXPOSITION AU RISQUE DE CHANGE

Bouygues Construction est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes. Dans la mesure du possible, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise.

C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part des dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs de Bouygues Construction en monnaies non convertibles, et plus généralement aux risques « pays ».

RÈGLES DE COUVERTURE DU RISQUE DE CHANGE

Les instruments qui peuvent être utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à terme de devises, swaps de devises, options de change dans le cadre de la couverture du risque de change. Ils ont pour caractéristiques : de n'être utilisés qu'à des fins de couverture, de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang, de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel. L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

Le principe appliqué au sein du groupe Bouygues Construction est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales par rapport à la devise fonctionnelle du chantier ou de l'entité concernée. Lorsque les flux futurs sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire. Par ailleurs, les titres de participations des sociétés étrangères sont, d'une façon générale, couverts par une dette d'un montant analogue dans la même devise au sein de la société qui les détient.

RISQUE SUR ACTIONS ET AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS

Bouygues Construction n'est pas exposé au risque sur actions.

Des instruments financiers peuvent ponctuellement être souscrits pour couvrir un risque sur matières premières sous réserve que les marchés financiers proposent un instrument adéquat. Ces instruments ne sont souscrits qu'à des fins de couverture auprès de banques de premier rang.

DÉCLARATION DE PERFORMANCE EXTRA-FINANCIÈRE

IMPACT SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL DE L'ACTIVITÉ - ENGAGEMENTS SOCIÉTAUX - ACCORDS COLLECTIFS - CONDITIONS DE TRAVAIL

Conformément à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce modifié par la Loi n° 2018-938 du 30 octobre 2018, les informations relatives à :

- la manière dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité, en ce compris les conséquences sur le changement climatique de son activité et de l'usage des biens et services qu'elle produit,
- ses engagements sociétaux en faveur du développement durable, de l'économie circulaire, de la lutte contre le gaspillage alimentaire, de la lutte contre les discriminations et en faveur de la promotion des diversités,
- les accords collectifs conclus dans l'entreprise et leurs impacts sur la performance économique de l'entreprise,
- les conditions de travail des salariés,

figurent dans le document de référence 2019 de la société Bouygues, disponible sur www.bouygues.com à compter du 19 mars 2020.

PLAN DE VIGILANCE

Conformément à l'article L. 225-102-4 du Code de commerce modifié par l'ordonnance n°2017-1162 du 12 juillet 2017, les informations relatives :

- aux droits humains et libertés fondamentales,
- à la santé et à la sécurité des personnes ainsi qu'à l'environnement,

figurent dans le document de référence 2019 de la société Bouygues, disponible sur www.bouygues.com à compter du 19 mars 2020.

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS SURVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

Le 30 janvier 2020, Bouygues Construction a été victime d'une attaque informatique de type *ransomware* causée par un logiciel malveillant. Dans un premier temps, et par mesure de précaution, Bouygues Construction a arrêté son système d'information pour éviter toute propagation et des mesures spécifiques ont été prises pour assurer la continuité des activités, tant en France qu'à l'international. Rapidement, des premières remises en service d'équipements et d'applications ont été réalisées. Au fur et à mesure de leur rétablissement, la sécurité de l'intégralité du système d'information est renforcée avec l'aide d'experts internes au Groupe et externes. L'activité commerciale et l'activité opérationnelle des chantiers sont très faiblement impactées. Les polices d'assurance ad hoc sont activées et une plainte a été déposée auprès des autorités compétentes.

PERSPECTIVES 2020

Dans un marché français porté principalement par le Grand Paris et un marché international présentant de nombreuses opportunités, Bouygues Construction dispose d'une bonne visibilité renforcée notamment par :

- **une activité acquise au 31 décembre 2019 pour l'exercice 2020** de 10 milliards d'euros ;
- **une activité internationale soutenue**, dans des pays aux perspectives économiques favorables (Singapour, Canada, Suisse, Australie, etc.), bien classés par l'organisation non gouvernementale Transparency International ;
- **un carnet à moyen terme** (2 à 5 ans) de 9,3 milliards d'euros au 31 décembre 2019 ;
- **une structure financière saine**, forte d'un excédent financier élevé de 3,1 milliards d'euros ;
- **une avance dans le domaine de la construction durable** à laquelle une grande partie du budget de R&D est consacrée ;
- **un fort engagement dans l'innovation partagée** au service de ses clients.

En 2020, la maîtrise de l'exécution des grands chantiers, la sélectivité dans les prises de commandes et l'innovation resteront au cœur des priorités de Bouygues Construction, tout en préservant la santé et la sécurité des collaborateurs et partenaires des projets.

EXAMEN DES COMPTES CONSOLIDÉS ET DES COMPTES INDIVIDUELS

COMPTES CONSOLIDÉS

Le périmètre de consolidation est composé de 422 sociétés dont 56 % à l'international, à comparer à 411 fin 2018.

Les principaux faits significatifs et variations de périmètre sont :

Alpiq Engineering Services

À la suite de l'acquisition en 2018 d'Alpiq Engineering Services, Bouygues Construction a introduit, le 12 février 2019, une procédure d'arbitrage contre Alpiq qui faisait suite aux divergences de vue sur le montant d'ajustement final du prix d'achat payé établi dans le cadre de la vente des activités de services et d'ingénierie conclue en 2018. À ce titre, Bouygues Construction réclamait un montant de 205,1 millions de francs suisses, soit 186 millions d'euros, tandis qu'Alpiq réclamait un paiement de 12,9 millions de francs suisses, soit 12 millions d'euros.

Bouygues Construction a déposé le 20 janvier 2020 son mémoire en demande dans le cadre de la procédure d'arbitrage et a augmenté le montant initialement réclamé. Celui-ci est passé de 205 MCHF à 319 MCHF plus les intérêts. Ce montant comprend les réclamations de Bouygues Construction au titre du mécanisme d'ajustement de prix ainsi que des demandes au titre des garanties Actif / Passif consenties par Alpiq dans le cadre du contrat de cession.

Une décision du tribunal arbitral n'est pas attendue avant l'année 2022.

Par ailleurs, la période de douze mois d'allocation du prix d'acquisition à la juste valeur des actifs et passifs acquis étant terminée, le goodwill est désormais définitif et s'élève à 570 millions d'euros.

Concessions aéroportuaires de Chypre et Zagreb

Dans le cadre du développement de son portefeuille de concessions aéroportuaires, Bouygues Construction a créé la société Bouygues Construction Airport Concessions Europe qui regroupe les participations du Groupe dans les aéroports de Chypre et Zagreb.

L'entrée d'un partenaire dans le capital de cette nouvelle société a généré une plus-value globale de 49 millions d'euros comptabilisée en « résultat des entités associées » ainsi qu'un résultat financier de 9 millions d'euros.

Concession autoroutière Transjamaican Highway Limited

Le 20 décembre 2019, Bouygues Construction a cédé sa participation de 48,89 % dans la concession autoroutière Transjamaican Highway Ltd. Le résultat de cession s'élève à 32 millions d'euros, comptabilisé en « résultat des entités associées ».

ACTIF

Les immobilisations corporelles (746 M€) et incorporelles (16 M€) ont augmenté de 20 M€ par rapport à fin 2018. Cette variation s'explique notamment par :

- les investissements de période de 247 M€ dont 155 M€ à l'étranger (notamment 33 M€ relatifs au chantier du métro de Melbourne et 32 M€ pour le chantier Westconnex), et 92 M€ investis en France (dont 7 M€ relatifs au chantier EOLE et 26 M€ au global sur les chantiers T2A et T3A) ;
- les dotations aux amortissements de la période (-184 M€) ;
- les cessions des immobilisations corporelles et incorporelles (donnant lieu à une augmentation de la trésorerie de 58 M€).

Le poste goodwill s'établit à 1 157 M€. L'acquisition des activités Alpiq Engineering Services génère un goodwill définitif de 570 M€, le montant de ce goodwill ayant été revu, conformément aux préconisations de la norme IFRS 3, lors de l'établissement des comptes des trois premiers trimestres de 2019.

Les coentreprises et entités associées, 105 M€ (103 M€ à fin 2018), correspondent aux participations consolidées selon la méthode de la mise en équivalence. Le poste est principalement composé de la part conservée dans la société Axione (51 %) pour 83 M€ et de la participation de 33 % dans le Consortium Stade de France pour 8,5 M€.

Les autres actifs financiers non courants, 221 M€, sont constitués de 40 M€ de participations non consolidées, et de 181 M€ de prêts, de créances rattachées à des participations et de dépôts et cautionnements. Leur montant s'élevait à 247 M€ fin 2018.

Le poste « impôts différés actif et créances fiscales non courants » est de 71 M€ ; il ne correspond qu'à des impôts différés.

L'actif courant hors trésorerie, 4 789 M€, augmente de 55 M€ par rapport à fin 2018 (4 734 M€).

La trésorerie nette des concours bancaires courants, 4 204 M€, augmente de 45 M€ par rapport à fin 2018 (4 159 M€).

PASSIF

Les capitaux propres totaux (y compris les « participations ne donnant pas le contrôle », qui correspondent aux intérêts minoritaires) augmentent de 74 M€ par rapport à fin 2018 (898 M€). Cette variation s'explique notamment par :

- 325 M€ de résultat net part du Groupe de la période ;
- (220) M€ de distribution de dividendes aux actionnaires du Groupe ;
- (35) M€ de variations des écarts actuariels sur les provisions pour engagements envers le personnel.

Les dettes financières non courantes s'élèvent à 1 082 M€, soit une augmentation de 54 M€ par rapport à fin 2018, principalement du fait des acquisitions du second semestre.

Les provisions, poste important dans les activités de BTP, sont présentées en normes internationales selon leur exigibilité : provisions non courantes, 857 M€ et provisions courantes, 742 M€.

Les impôts courants, 136 M€, correspondent aux impôts sociétés à échéance court terme, dus par les filiales françaises et étrangères.

Les dettes fournisseurs représentent 3 039 M€ fin 2019 par rapport à 3 108 M€ fin 2018.

Le poste Passif sur contrats clients s'élève à 2 638 M€ à fin décembre 2019 (contre 2 688 M€ à fin décembre 2018). Il répond aux préconisations de présentation de la norme IFRS 15 et correspond au cumul des avances et acomptes reçus et des produits constatés d'avance.

Les autres passifs courants s'élèvent à 1 750 M€. Ce poste regroupe principalement les dettes fiscales et sociales.

COMPTE DE RÉSULTAT

Le chiffre d'affaires s'élève à 13 355 M€, en augmentation de 8,1 % par rapport à 2018.

40 % du chiffre d'affaires est réalisé en France contre 45 % en 2018. Les activités de BTP représentent 72 % du total du chiffre d'affaires.

Le résultat opérationnel courant s'élève à 378 M€ (368 M€ en 2018). Après déduction de 128 M€ de charges d'impôt, le résultat net part du groupe ressort à 325 M€.

COMPTES INDIVIDUELS

COMMENTAIRES

L'augmentation de 187 M€ de l'actif immobilisé net (1 809 M€ fin décembre 2019 contre 1 622 M€ fin 2018) s'explique principalement par l'augmentation de capital en faveur de Bouygues Travaux Publics pour 150 M€ et par les diverses opérations relatives au financement des filiales.

La diminution de 9 M€ de l'actif circulant (432 M€ fin décembre 2019 contre 441 M€ fin 2018) correspond principalement à la diminution des comptes courants pour un montant de 16 M€, compensés par l'augmentation des écarts de conversion actif de 6 M€.

Les capitaux propres s'élèvent à 798 M€ fin décembre 2019, en augmentation de 90 M€ compte tenu d'une distribution de dividendes pour 219 M€ et d'un résultat de l'exercice d'un montant de 310 M€.

Les dettes financières représentent 1 246 M€ fin décembre 2019 (1 214 M€ fin 2018). Ce poste correspond à la trésorerie empruntée auprès des sociétés de compensation de trésorerie du groupe Bouygues et affectée au financement d'actifs à long terme, dans la mesure où Bouygues Construction bénéficie de lignes de crédit à long terme confirmées, disponibles et non utilisées.

Le passif circulant s'élève à 187 M€ fin décembre 2019 par rapport à 162 M€ fin 2018, soit une augmentation de 25 M€ principalement due aux comptes courants.

La trésorerie ressort à (1 239) M€ fin décembre 2019 (notion d'endettement financier net). Elle était de (1 182) M€ fin 2018, soit une variation de (57) M€.

SITUATION D'ENDETTEMENT DE LA SOCIÉTÉ

Au 31 décembre 2019, la trésorerie nette s'élève à 7 M€ et les lignes de crédit à court terme confirmées et non utilisées à cette date sont de 151 M€.

MONTANT DES PRÊTS À MOINS DE TROIS ANS CONSENTIS PAR LA SOCIÉTÉ À TITRE ACCESSOIRE À SON ACTIVITÉ PRINCIPALE

(ARTICLE L. 511-6, 3 BIS AL.1 ET ART. R. 511-2-1-1 ET R. 511-2-1-2 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER)

La Société n'a consenti aucun prêt à moins de trois ans à titre accessoire à son activité principale, au cours de l'exercice écoulé.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-6 et L. 247-1 du Code de commerce, la présentation de l'activité et des résultats du groupe Bouygues Construction figurant dans le présent rapport inclut celle des filiales de la Société et des sociétés contrôlées par elle.

Le tableau des filiales et participations est annexé au bilan de la Société et figure en page suivante.

SUCCURSALES – ÉTABLISSEMENTS SECONDAIRES

Conformément à l'article L. 232-1 du Code de commerce, nous vous informons que la Société possède 3 établissements secondaires ouverts dans le cadre de l'organisation fonctionnelle et comptable de la Société. Il s'agit des CRP Comptabilité à ROUEN et SAINT-HERBLAIN et du CRP Paie à LYON.

INFORMATION SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS ET DES CLIENTS

Conformément aux dispositions des articles L. 441-6-1 et D. 441-4 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après, les informations sur les délais de paiement :

- des fournisseurs, portant sur factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu ;
- des clients, relatives aux factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu.

Exercice du 01/01/2019 au 31/12/2019

Filiales et participations (en millions d'euros)	Capital (4)	Réserves et report à nouveau avant affecta- tions des résultats(4)	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus		Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice	Observations
				Brute	Nette						
A. Renseignements détaillés (1)(2)											
Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)	-	-	-	1274	1255	800	75	-	-	-	
DTP	10	1	100,00%	24	24	-	-	4	-	-	13
Bouygues Bâtiment International	25	155	100,00%	85	85	122	43	944	83	-	25
Bouygues Bâtiment Île-de-France	13	36	99,70%	103	103	-	-	1522	23	-	34
Bouygues Travaux Publics	191	9	98,29%	243	243	85	2	1235	(53)	-	16
BYES	51	40	100,00%	158	158	292	9	2 509	22	-	-
Bouygues Bâtiment Nord-Est	25	16	100,00%	35	35	-	-	391	9	-	6
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	7	10	100,00%	11	11	-	-	158	6	-	2
Bouygues Bâtiment Sud-Est	3	21	100,00%	6	6	-	-	366	22	-	4
Fichallenge	2	(7)	100,00%	2	-	-	-	-	-	-	-
Challenger	-	-	99,99%	15	15	-	-	19	3	-	-
Bouygues Bâtiment Grand Ouest	2	45	100,00%	4	4	-	-	399	12	-	5
Bouygues Construction Central Europe	-	22	100,00%	25	25	38	-	-	(1)	-	-
VSLI (Suisse)	2	3	100,00%	32	32	66	-	16	8	-	-
Losinger Holding (Suisse)	15	11	99,96%	22	22	-	-	-	62	-	66 1 CHF = 0,921319
Dragages Hong Kong (Hong Kong)	50	197	100,00%	6	6	69	-	57	84	-	150 1 HKD = 0,114321
Acieroid (Espagne)	1	-	93,81%	18	1	-	-	23	-	-	-
BYES Intec Ag (Suisse)	30	95	100,00%	394	394	108	-	-	(17)	-	1 CHF = 0,921319
Kraftanlagen München GmbH (Allemagne)	25	-	100,00%	88	88	20	21	363	(18)	-	-
Participations (10 à 50 % du capital) - à détailler	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
B. Renseignements globaux concernant les autres filiales et participations non reprises au A.											
Total	-	-	-	33	10	11	-	-	-	-	-
Filiales françaises (ensemble)	-	-	-	2	1	10	-	-	-	-	2
Filiales étrangères (ensemble)(3)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Participations dans des sociétés françaises	-	-	-	30	9	1	-	-	-	-	1
Participations dans des sociétés étrangères	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total global	-	-	-	1307	1265	810	-	-	-	-	-

(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(4) Montant dans la monnaie locale avec indication de la devise et du taux de conversion en observation.

Montants exprimés en milliers d'euros	Factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jours (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
A/ Factures concernées, par tranches de retard de paiement												
Nombre de factures	361					3	425					19
Montant total TTC	17 444	10	-	-	-	10	22 059	644	1	2 456	47	3 148
% du total achats TTC	11,33 %	0,01 %	-	-	-	0,01 %						
% du CA TTC							9,13 %	0,27 %	0,00 %	1,02 %	0,02 %	1,31 %
B/ Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre de factures			3						0			
Montant total TTC			6						0			
C/ Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal - article L. 441-6 ou L. 443-1 du Code de commerce)												
Délais utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais contractuels : sauf cas particuliers, le délai contractuel généralement utilisé est 45 jours fin de mois						Délais contractuels : sauf cas particuliers, le délai contractuel généralement utilisé est à 30 jours le 15 du mois suivant					

Pour mémoire :

- le poste « fournisseurs et comptes rattachés » (39 M€) comprend également les charges à payer et les effets à payer non présentés,
- le poste clients et comptes rattachés (30 M€) comprend également les factures à établir.

INFORMATIONS RESSOURCES HUMAINES

À fin décembre 2019, les effectifs consolidés de Bouygues Construction étaient de **58 149** collaborateurs (**y compris BYES Intec et Kraftanlagen**) se répartissant de la façon suivante :

- **Effectifs en France** **21 617**
 - *Compagnons* 5 762
 - *ETAM* 6 176
 - *Cadres* 9 679

Y compris collaborateurs cadres en détachement à l'international
- **Effectifs à l'international** **36 532**
 - *Expatriés* 765
 - *Effectifs locaux à l'international* 35 767

Le taux de fréquence des accidents avec arrêts (**hors BYES Intec et Kraftanlagen**) au 31 décembre 2019 s'élève à 3,59.

Le taux de gravité atteint 0,27.

AFFECTATION DU RÉSULTAT 2019

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice net comptable de l'exercice s'élevant à un montant de 309 573 850,16 euros en totalité au poste report à nouveau qui serait ainsi porté d'un montant de 333 028 652,53 euros à un montant de 642 602 502,69 euros, étant précisé que la réserve légale est déjà dotée à son maximum.

Il est rappelé, conformément aux dispositions légales, que les dividendes mis en paiement au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

EXERCICE	2016	2017	2018
Nombre d'actions	1 706 230	1 706 230	1 706 230
Dividende par action	158,26 €	187,26 €	128,45 €
Dividende total	270 027 959,80 €	319 508 629,80 €	219 165 243,50 €

RÉSULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

Conformément aux dispositions de l'article R.225-102, alinéa 2, du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices a été annexé au présent rapport.

PRISES DE PARTICIPATIONS ET PRISES DE CONTRÔLE

PRISES DE PARTICIPATIONS SIGNIFICATIVES DANS DES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE EN FRANCE

Conformément aux articles L. 233-6 et L. 247-1 du Code de commerce, nous vous informons qu'au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a pris aucune participation directe (en capital ou en droits de vote) représentant plus de 5 %, 10 %, 20 %, 33,33 % ou 50 % du capital de sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française.

PRISES DE CONTRÔLE DANS DES SOCIÉTÉS AYANT LEUR SIÈGE EN FRANCE

Conformément aux articles L. 233-6 et L. 247-1 du Code de commerce, nous vous informons qu'au cours de l'exercice écoulé, la Société n'a pris aucun contrôle direct ou indirect dans des sociétés ayant leur siège sur le territoire de la République française.

INFORMATIONS CONCERNANT LE CAPITAL SOCIAL

OPÉRATIONS MODIFIANT LE CAPITAL SOCIAL

Aucune opération n'a eu pour effet de modifier le montant du capital social au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

IDENTITÉ DES PERSONNES PHYSIQUES OU MORALES DÉTENANT PLUS DU VINGTIÈME DU CAPITAL SOCIAL OU DES DROITS DE VOTE

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-13 du Code de commerce et compte tenu des informations reçues, en application de l'article L. 233-12 dudit code, nous vous informons qu'au 31 décembre 2019, le capital social de Bouygues Construction est détenu à hauteur de 99,93 % par la société Bouygues, Société Anonyme au capital de 365 104 531 € dont le siège social est sis à PARIS (75008) – 32, avenue Hoche, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de PARIS sous le numéro 572 015 246.

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX SOCIÉTÉS CONTRÔLÉES ET AUX ACTIONS D'AUTOCONTRÔLE

Conformément à l'article L. 233-13 du Code de commerce, au 31 décembre 2019, la Société ne détient pas d'actions d'autocontrôle.

ALIÉNATIONS D'ACTIONS EFFECTUÉES EN VUE DE RÉGULARISER LES PARTICIPATIONS CROISÉES

Dans la mesure où la Société ne détient aucune participation réciproque avec une autre société, les régularisations par voie d'aliénation imposées par les dispositions de l'article L. 233-39 du Code de commerce ne trouvent pas à s'appliquer.

Ainsi, aucune aliénation d'actions n'a été réalisée en vue de régulariser des participations réciproques au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

ACTIONS ACHETÉES ET VENDUES AU TITRE DE L'INTÉRESSEMENT DES SALARIÉS AUX FRUITS DE L'EXPANSION DE L'ENTREPRISE (ARTICLES L. 225-208, L. 225-209-2 ET L. 225-211 DU CODE DE COMMERCE)

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, aucune action n'a été achetée ou vendue au titre de l'intéressement des salariés aux fruits de l'expansion de l'entreprise.

DÉPENSES ET CHARGES NON DÉDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux articles 223 quater et 223 quinquies du code général des impôts, aucune dépense ni charge non déductible fiscalement, telles que visées au 4 de l'article 39, du code général des impôts, n'a été engagée au cours de l'exercice, de même qu'aucune réintégration de frais généraux visés au 5 de l'article 39 dudit code n'a été opérée.

PARTICIPATION DES SALARIÉS AU CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, il est indiqué que, à la date de clôture de l'exercice, soit le 31 décembre 2019, la part du capital de la Société détenue par les salariés de la Société, ainsi que par les salariés des sociétés qui lui sont liées au sens de l'article L. 225-180 du Code de commerce, est nulle.

Il est en revanche précisé que, conformément à l'article L. 225-184 du Code de commerce, un rapport spécial sur les attributions ou les levées d'options de souscription ou d'achat d'actions dont ont bénéficié, durant l'exercice, les mandataires sociaux de la Société ainsi que les dix principaux bénéficiaires parmi les salariés de la Société, est présenté à l'Assemblée Générale.

OBSERVATIONS DU COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

Le Comité social et économique n'a émis aucune observation en application des dispositions de l'article L. 2323-8 du code du travail.

AUTORISATIONS DE CAUTIONS, AVALS ET AUTRES GARANTIES

Conformément aux dispositions des articles L. 225-35 et R. 225-28 du Code de commerce, le Conseil d'administration a autorisé, lors de sa réunion du 18 février 2020, le Président-directeur général à consentir des cautions, avals et autres garanties dans la limite d'un montant de 300 millions d'euros.

Ces autorisations ont été données pour une période d'un an.

RÉSOLUTIONS

Dans les résolutions qui vous sont soumises, nous vous proposons de vous prononcer sur les points suivants figurant à l'ordre du jour ci-après :

De la compétence de l'assemblée générale ordinaire :

- Lecture du rapport de gestion et du rapport sur le gouvernement d'entreprise du Conseil d'administration et des rapports des commissaires aux comptes ;
- Approbation des comptes annuels portant sur l'exercice 2019 et des opérations de l'exercice 2019 – Quitus aux administrateurs ;
- Approbation des comptes consolidés portant sur l'exercice 2019 et des opérations de l'exercice 2019 ;
- Affectation des résultats de l'exercice 2019 ;
- Approbation des conventions réglementées visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce ;
- Constatation de la fin du mandat d'administrateur de M. William BOUYGUES ;
- Constatation de la fin du mandat d'administrateur de M. Arnauld VAN EECKHOUT ;
- Constatation de la fin du mandat d'administrateur de M. Gilles ZANCANARO ;
- Renouvellement, pour une durée de trois ans, du mandat d'administrateur de M. Olivier ROUSSAT ;
- Renouvellement, pour une durée de trois ans, du mandat d'administrateur de la société BOUYGUES, représentée par Pascal GRANGÉ ;
- Nomination, pour une durée de trois ans, de Mme Charlotte BOUYGUES, en qualité d'administratrice ;
- Nomination, pour une durée de trois ans, de Mme Valérie AGATHON, en qualité d'administratrice ;
- Constatation de la démission de M. Olivier BOUYGUES de son mandat d'administrateur ;
- Nomination, pour une durée de trois ans, de M. Olivier BOUYGUES en qualité de censeur, sous la condition suspensive de l'adoption de la dix-neuvième résolution de la présente assemblée générale ;
- Nomination, pour une durée de trois ans, de M. William BOUYGUES en qualité de censeur, sous la condition suspensive de l'adoption de la dix-neuvième résolution de la présente assemblée générale ;
- Nomination, pour une durée de trois ans, de M. Arnauld VAN EECKHOUT en qualité de censeur, sous la condition suspensive de l'adoption de la dix-neuvième résolution de la présente assemblée générale.

De la compétence de l'assemblée générale extraordinaire :

- Instauration de censeurs – Modification corrélative de l'article 18 des statuts ;
- Pouvoirs pour dépôt et formalités.

Nous vous demandons de bien vouloir vous prononcer sur les résolutions qui sont soumises à votre vote.

AUTRES INFORMATIONS

Administration et contrôle de la Société

Au 31 décembre 2019, la Société est dirigée par un Président-directeur général et trois Directeurs Généraux Délégués.

Nous vous informons que :

- les mandats de commissaire aux comptes titulaire d'ERNST & YOUNG et de commissaire aux comptes suppléant d'AUDITEX arriveront à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020 ;
- les mandats de commissaire aux comptes titulaire de MAZARS et de commissaire aux comptes suppléant de Loïc WALLAERT arriveront à échéance à l'issue de l'assemblée générale ordinaire annuelle appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

COMPTES CONSOLIDÉS

BILAN CONSOLIDÉ

Actif (en millions d'euros)	Notes annexe	31/12/2019 net	31/12/2018 net retraité ^(a)
Immobilisations corporelles	3 et 17	746	721
Droits d'utilisation des actifs loués	3 et 17	262	249
Immobilisations incorporelles	3 et 17	16	21
Goodwill	3 et 17	1 157	1 044
Coentreprises et entités associées	3 et 17	105	103
Autres actifs financiers non courants	3	221	247
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	7	71	83
Actif non courant		2 578	2 468
Stocks		286	276
Avances et acomptes versés sur commandes		155	188
Clients et comptes rattachés		2 143	2 339
Actifs sur contrats clients		1 078	862
Actifs d'impôt courants		110	125
Autres créances courantes		1 012	939
Trésorerie et équivalents de trésorerie		4 629	4 652
Instruments financiers - Couverture des dettes financières		-	-
Autres actifs financiers courants		5	5
Actif courant	4 et 18	9 418	9 386
Actifs ou activités détenus en vue de la vente		-	-
Total actif		11 996	11 854

(a) Le bilan au 31 décembre 2018 a été retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23.

BILAN CONSOLIDÉ

Capitaux propres et passif (en millions d'euros)	Notes annexe	31/12/2019	31/12/2018 retraité ^(a)
Capital social		128	128
Primes et réserves		503	459
Réserve de conversion		10	11
Actions propres détenues		-	-
Résultat net part du Groupe		325	296
Capitaux propres (part du Groupe)	5	966	894
Participations ne donnant pas le contrôle		6	4
Capitaux propres		972	898
Dettes financières non courantes	8 et 17	1 082	1 028
Obligations locatives non courantes	9 et 17	216	222
Provisions non courantes	6 et 17	857	811
Impôts différés passifs		18	21
Passif non courant		2 173	2 082
Dettes financières courantes	8 et 17	9	11
Obligations locatives courantes		97	77
Passifs d'impôt courants		136	93
Fournisseurs et comptes rattachés		3 039	3 108
Passifs sur contrats clients		2 638	2 688
Provisions courantes	6 et 17	742	648
Autres passifs courants		1 750	1 738
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque		425	493
Instruments financiers - Couverture des dettes financières		-	1
Autres passifs financiers courants		15	17
Passif courant	11 et 18	8 851	8 874
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente		-	-
Total capitaux propres et passif		11 996	11 854
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)	10 et 17	3 113	3 119

(a) Le bilan au 31 décembre 2018 a été retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23.

Certains montants des comptes retraités au 31/12/2018 peuvent présenter des écarts d'arrondis par rapport à ceux publiés dans la note 23 de l'annexe des comptes consolidés 31/12/2018.

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

(en millions d'euros)	Notes annexe	Exercice 2019	Exercice 2018 retraité ^(a)
Chiffre d'affaires^(b)	12 et 17	13 355	12 358
Autres produits de l'activité		41	139
Achats consommés		(7 726)	(7 088)
Charges de personnel		(3 359)	(3 096)
Charges externes		(1 729)	(1 764)
Impôts et taxes		(146)	(166)
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		(184)	(189)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués		(96)	(87)
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées		(271)	(214)
Variation des stocks de production et de promotion immobilière		(9)	(5)
Autres produits d'exploitation ^(c)		706	707
Autres charges d'exploitation		(204)	(217)
Résultat opérationnel courant	13 et 17	378	378
Autres produits opérationnels		-	-
Autres charges opérationnelles		(23)	(4)
Résultat opérationnel	13 et 17	355	374
Produits financiers		40	32
Charges financières		(20)	(15)
Coût de l'endettement financier net (-) / produit de l'excédent financier net (+)	14 et 17	20	17
Charges d'intérêts sur obligations locatives		(11)	(11)
Autres produits financiers	14 et 17	59	60
Autres charges financières	14 et 17	(48)	(21)
Impôt	15 et 17	(128)	(109)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	3 et 17	79	(2)
Résultat net des activités poursuivies	17	326	308
Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente		-	-
Résultat net	17	326	308
Résultat net part du Groupe	17	325	296
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle		1	12
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies par action (en euros)	16	190,24	172,90
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies dilué par action (en euros)	16	190,24	172,90

(a) Le compte de résultat de l'exercice 2018 a été retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16.

(b) dont chiffre d'affaires réalisé à l'international

(c) dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres

8 035

6 759

231

280

Certains montants des comptes retraités au 31/12/2018 peuvent présenter des écarts d'arrondis par rapport à ceux publiés dans la note 23 de l'annexe des comptes consolidés 31/12/2018.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS

(en millions d'euros)	Exercice 2019	Exercice 2018 retraité ^(a)
Résultat net	326	308
Éléments non recyclables en résultat net		
Écarts actuariels au titre des avantages postérieurs à l'emploi	(38)	(17)
Variation nette de juste valeur sur instruments de capitaux propres	(1)	-
Impôts sur éléments non recyclables en résultat net	5	2
Quote-part des produits et charges non recyclables des coentreprises et entités associées	(1)	-
Éléments recyclables en résultat net		
Variation des écarts de conversion	(2)	10
Variation nette sur juste valeur des instruments financiers de couverture	(5)	(11)
Impôts sur éléments recyclables en résultat net	-	1
Quote-part des produits et charges recyclables des coentreprises et entités associées	6	-
Produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres	-	-
Produits et charges nets comptabilisés	(36)	(15)
Produits et charges nets comptabilisés part du Groupe	290	293
Produits et charges nets comptabilisés des participations ne donnant pas le contrôle	289	281
	1	12

(a) L'état des produits et charges comptabilisés de l'exercice 2018 a été retraité des effets de l'application de la norme IFRS 16.

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(en million d'euros)	Capital Prime d'émission	Réserves liées au capital / Report à nouveau	Réserves et Résultat consolidés	Actions propres détenues	Opérations affectées directement en capitaux propres	Total Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Situation au 31 décembre 2017 retraitée^(a)	143	372	476	-	(51)	940	25	965
Mouvements Exercice 2018 retraités								
Résultat net	-	-	296	-	-	296	12	308
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	10	10	-	10
Autres produits et charges comptabilisés	-	-	-	-	(25)	(25)	-	(25)
Résultat net et produits et charges comptabilisés^(d)	-	-	296	-	(15)	281	12	293
Opérations nettes sur capital et réserves	-	(123)	123	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions sans perte de contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-
Distribution	-	-	(320)	-	-	(320)	(32)	(352)
Autres opérations avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	1	1
Autres opérations (changements de périmètre et divers)	-	-	(7)	-	-	(7)	(2)	(9)
Situation au 31 décembre 2018 retraitée^(b)	143	249	568	-	(66)	894	4	898
Mouvements Exercice 2019								
Résultat net	-	-	325	-	-	325	1	326
Variation des écarts de conversion	-	-	-	-	(1) ^(c)	(1)	(c)	(1)
Autres produits et charges comptabilisés	-	-	-	-	(35)	(35)	-	(35)
Résultat net et produits et charges comptabilisés^(d)	-	-	325	-	(36)	289	1	290
Opérations nettes sur capital et réserves	-	97	(97)	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions d'actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-
Acquisitions et cessions sans perte de contrôle	-	-	9	-	-	9	1	10
Distribution	-	-	(219)	-	-	(219)	(1)	(220)
Autres opérations avec les actionnaires	-	-	-	-	-	-	1	1
Autres opérations (changements de périmètre et divers)	-	-	(7)	-	-	(7)	-	(7)
Situation au 31 décembre 2019	143	346	579	-	(102)	966	6	972

(a) Les capitaux propres au 31 décembre 2017 ont été retraités des effets de l'application des normes IFRS 9, IFRS 15 et IFRS 16.

(b) Les capitaux propres au 31 décembre 2018 ont été retraités des effets de l'application de la norme IFRS 16.

(c) Variation de la réserve de conversion.

	Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Sociétés contrôlées	(2)	-	(2)
Coentreprises et entités associées	1	-	1
	(1)	-	(1)

(d) Voir état des produits et charges comptabilisés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en millions d'euros)	Notes annexe	Exercice 2018	Exercice 2018 retraité ^(a)
I - Flux de trésorerie des activités poursuivies			
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ			
Résultat net des activités poursuivies		326	308
Retraitements :			
Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus		6	9
Dividendes des sociétés non consolidées		(7)	(31)
Dotations (reprises) aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles et aux provisions non courantes		141	168
Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués		96	92
Plus et moins values de cessions d'actifs		(103)	(96)
Impôt y compris dettes sur positions fiscales incertaines		128	109
Impôts décaissés		(86)	(117)
Charges calculées diverses		(10)	(53)
CAF après coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés	17	491	389
Reclassement du coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net et des charges d'intérêts sur obligations locatives		(9)	(6)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes ^(b)		(146)	286
Flux net de trésorerie généré par l'activité		336	669
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	17	(247)	(253)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles		58	52
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles		(9)	11
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	17	-	(20)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés		12	54
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés		(12)	15
Prix d'acquisition des activités consolidées	17	-	(559)
Prix de cession des activités consolidées		93	229
Dettes nettes sur activités consolidées		(1)	(1)
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées		(11)	(155)
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées		36	32
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(81)	(595)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires		10	1
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère		(219)	(320)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle		(1)	(32)
Variation des dettes financières courantes et non courantes		14	538
Remboursement des obligations locatives		(98)	(86)
Coût de l'endettement financier net / produit de l'excédent financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives		9	6
Autres flux liés aux opérations de financement		-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(285)	107
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVISES			
Variations de la trésorerie nette (A+B+C+D)		46	234
Trésorerie nette à l'ouverture	4 et 10	4 159	3 925
Flux nets		46	234
Flux non monétaires		(1)	-
Trésorerie nette à la clôture	4 et 10	4 204	4 159
II - Flux de trésorerie des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente			
Trésorerie nette à l'ouverture		-	-
Flux nets		-	-
Trésorerie nette à la clôture		-	-

(a) Les flux de trésorerie de l'exercice 2018 ont été retraités des effets de l'application de la norme IFRS 16.

(b) Définition de la variation du BFR lié à l'activité : actif courant - passif courant, hors impôts sur les sociétés, hors créances et dettes sur immobilisations, hors dettes financières courantes, hors obligations locatives courantes et hors instruments financiers sur couverture de dettes.

Certains montants des comptes retraités au 31/12/2018 peuvent présenter des écarts d'arrondis par rapport à ceux publiés dans la note 23 de l'annexe des comptes consolidés 31/12/2018.

ANNEXES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1. FAITS SIGNIFICATIFS AU 31 DECEMBRE 2019

1.1. FAITS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE AU 31 DÉCEMBRE 2019

Alpiq Engineering Services

À la suite de l'acquisition en 2018 d'Alpiq Engineering Services, Bouygues Construction a introduit, le 12 février 2019, une procédure d'arbitrage contre Alpiq qui faisait suite aux divergences de vue sur le montant d'ajustement final du prix d'achat payé établi dans le cadre de la vente des activités de services et d'ingénierie conclue en 2018. À ce titre, Bouygues Construction réclamait un montant de 205,1 millions de francs suisses, soit 186 millions d'euros, tandis qu'Alpiq réclamait un paiement de 12,9 millions de francs suisses, soit 12 millions d'euros.

Bouygues Construction a déposé le 20 janvier 2020 son mémoire en demande dans le cadre de la procédure d'arbitrage et a augmenté le montant initialement réclamé. Celui-ci est passé de 205 MCHF à 319 MCHF plus les intérêts. Ce montant comprend les réclamations de Bouygues Construction au titre du mécanisme d'ajustement de prix ainsi que des demandes au titre des garanties Actif / Passif consenties par Alpiq dans le cadre du contrat de cession.

Une décision du tribunal arbitral n'est pas attendue avant l'année 2022.

Aucun produit n'a été comptabilisé au titre de ces réclamations.

Par ailleurs, la période de douze mois d'allocation du prix d'acquisition à la juste valeur des actifs et passifs acquis étant terminée, le goodwill est désormais définitif et s'élève à 570 millions d'euros.

Le bilan d'acquisition et l'affectation définitive du goodwill d'Alpiq Engineering Services sont détaillés ci-dessous (en millions d'euros) :

Actif	ALPIQ ENGINEERING SERVICES
Immobilisations corporelles	117
Immobilisations incorporelles	7
Coentreprises et entités associées	-
Autres actifs financiers non courants	12
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	-
Actif non courant	136
Stocks	11
Avances et acomptes versés sur commandes	2
Clients et comptes rattachés	239
Actifs sur contrats clients	81
Actif d'impôt (exigible)	4
Autres créances courantes	51
Trésorerie et équivalents de trésorerie	49
Instruments financiers – Couverture des dettes financières	-
Autres actifs financiers courants	-
Actif courant	437
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	133
Total actif acquis	706

Capitaux propres et passif	ALPIQ ENGINEERING SERVICES
Dettes financières non courantes	-
Provisions non courantes	129
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	6
Passif non courant	135
Avances et acomptes reçus sur commandes	-
Dettes financières courantes	-
Impôts courants	5
Fournisseurs et comptes rattachés	119
Passifs sur contrats clients	123
Provisions courantes	110
Autres passifs courants	344
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	1
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-
Autres passifs financiers courants	-
Passif courant	702
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	-
Total passif acquis	837
Total des actifs nets identifiés acquis	(131)
Prix d'acquisition des titres	439
Goodwill définitif	570

Concessions aéroportuaires de Chypre et Zagreb

Dans le cadre du développement de son portefeuille de concessions aéroportuaires, Bouygues Construction a créé la société Bouygues Construction Airport Concessions Europe qui regroupe les participations du Groupe dans les aéroports de Chypre et Zagreb.

L'entrée d'un partenaire dans le capital de cette nouvelle société a généré une plus-value globale de 49 millions d'euros comptabilisée en « résultat des entités associées » ainsi qu'un résultat financier de 9 millions d'euros.

Concession autoroutière Transjamaican Highway Limited

Le 20 décembre 2019, Bouygues Construction a cédé sa participation de 48,89 % dans la concession autoroutière Transjamaican Highway Ltd. Le résultat de cession s'élève à 32 millions d'euros, comptabilisé en « résultat des entités associées ».

1.2. FAITS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE POSTÉRIEURS AU 31 DÉCEMBRE 2019

Le 30 janvier 2020, Bouygues Construction a été victime d'une attaque informatique de type *ransomware* causée par un logiciel malveillant. Dans un premier temps, et par mesure de précaution, Bouygues Construction a arrêté son système d'information pour éviter toute propagation et des mesures spécifiques ont été prises pour assurer la continuité des activités, tant en France qu'à l'international. Rapidement, des premières remises en service d'équipements et d'applications ont été réalisées. Au fur et à mesure de leur rétablissement, la sécurité de l'intégralité du système d'information est renforcée avec l'aide d'experts internes au Groupe et externes. L'activité commerciale et l'activité opérationnelle des chantiers sont très faiblement impactées. Les polices d'assurance ad hoc sont activées et une plainte a été déposée auprès des autorités compétentes.

NOTE 2. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE

2.1. PRINCIPES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les comptes consolidés du groupe Bouygues Construction au 31 décembre 2019 ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB incluant : les IFRS, les IAS (*International Accounting Standards*), complétées des interprétations formulées par l'ancien *International Financial Reporting Interpretations Committee* (« IFRIC »), à présent appelé *IFRS Interpretation Committee*, ou émises par l'organisme qui l'a précédé le *Standing Interpretation Committee* (« SIC »), approuvées par l'Union européenne et applicables à cette date. Au 31 décembre 2019, le Groupe n'applique aucune norme ou interprétation par anticipation, non approuvée par l'Union européenne.

Les comptes présentent en millions d'euros (sauf mention contraire) : le bilan, le compte de résultat, l'état des produits et charges comptabilisés, le tableau de variation des capitaux propres, le tableau des flux de trésorerie et l'annexe.

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2018 retraités de l'application de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23.

Les comptes consolidés du groupe Bouygues Construction intègrent les comptes de Bouygues Construction S.A. et de ses filiales, ainsi que les participations dans les entités associées, les coentreprises et les activités conjointes. Ils sont présentés en millions d'euros et intègrent les recommandations de présentation du CNC (devenu l'ANC) n° 2013-03 du 7 novembre 2013 et n° 2016-01 du 2 décembre 2016 en matière d'états financiers.

Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration en date 18 février 2020 et seront soumis pour approbation à la prochaine assemblée générale ordinaire du 15 avril 2020.

Les comptes consolidés au 31 décembre 2019 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs / passifs évalués à leur juste valeur lorsque cela est requis par les normes IFRS.

• Jugements et recours à des estimations :

Lors de la préparation des comptes consolidés, conformément aux normes et interprétations, le Groupe procède à des estimations et des hypothèses. Elles ont pu concerner les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des comptes consolidés et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée, ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Celles-ci concernent pour l'essentiel l'appréciation des tests de dépréciation des goodwill et des participations, de l'évaluation des actifs et des passifs identifiables dans le cadre de l'exercice d'allocation du prix lors de l'acquisition, des avantages du personnel (indemnités de fin de carrière, pensions, etc.), de la juste valeur des instruments financiers non cotés, de la recouvrabilité des impôts différés actifs en particulier en cas d'historique de pertes fiscales sur plusieurs exercices, des provisions (litiges et contentieux, etc.), des contrats de location (durées raisonnablement certaines d'exercice et taux d'endettement marginaux, décrites respectivement en notes 2.4.1.1 et 2.4.2.1 de l'annexe), et des marges à fin d'affaires des opérations de construction (note 2.4.3.2 de l'annexe).

Enfin, en l'absence de norme ou d'interprétation applicable à une transaction spécifique, à un autre événement ou une condition, le Groupe a fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes, donnant une image fidèle et comparable d'une période à l'autre afin que les comptes consolidés :

- présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe ;
- traduisent la réalité économique des transactions ;
- soient neutres, prudents et complets dans tous leurs aspects significatifs.

Dès lors, une information circonstanciée figure dans les notes annexes aux comptes consolidés.

2.2. NOUVELLES NORMES ET INTERPRÉTATIONS IFRS

Au 31 décembre 2019, le Groupe a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existants dans les comptes consolidés de l'exercice 2018 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées ci-après, applicables au 1^{er} janvier 2019.

- Principales normes, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union européenne, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019 :

- **IFRS 16 : Contrats de location**

Le 13 janvier 2016, l'IASB a publié la norme IFRS 16 « Contrats de location » appelée à remplacer IAS 17, ainsi que les interprétations IFRIC et SIC associées. La nouvelle norme, adoptée par l'Union européenne le 31 octobre 2017, est applicable au 1^{er} janvier 2019. Le Groupe n'a pas appliqué cette norme par anticipation et a retenu l'approche rétrospective avec présentation d'une année comparative pour sa première application.

Les impacts de l'application d'IFRS 16 sur les états financiers au 31 décembre 2018 sont présentés en note 23 de l'annexe.

- **IFRIC 23 : Incertitude relative aux traitements fiscaux**

Le 7 juin 2017, l'IFRS IC a publié l'interprétation IFRIC 23. Cette interprétation contient des dispositions relatives aux modalités comptables de reconnaissance des conséquences fiscales liées au caractère incertain de l'impôt. La nouvelle interprétation, adoptée par l'Union européenne le 23 octobre 2018, est applicable au 1^{er} janvier 2019 et le Groupe n'a pas appliqué l'interprétation par anticipation.

Les impacts de l'application de cette interprétation sur les états financiers au 31 décembre 2018 ne sont pas matériels et sont présentés en note 23 de l'annexe.

2.3. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

2.3.1. MODES D'INTÉGRATION ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés sur lesquelles Bouygues Construction exerce un contrôle exclusif sont consolidées par intégration globale.

Pour les activités contrôlées conjointement et qui confèrent à chacun des coparticipants des droits directs dans les actifs et des obligations au titre des passifs, les charges et les produits, les actifs et passifs sont comptabilisés selon les intérêts détenus dans l'activité conjointe.

Les sociétés sur lesquelles Bouygues Construction exerce une influence notable ainsi que les coentreprises qui confèrent des droits sur l'actif net sont consolidées selon la méthode de la mise en équivalence.

Évolution du périmètre de consolidation	31/12/2019	31/12/2018
Sociétés contrôlées	261	261
Activités conjointes	128	116
Coentreprises et entités associées	33	34
Total	422	411

2.3.2. CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ÉTRANGÈRES

Les états financiers des filiales consolidées dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont convertis au taux de change en vigueur à la clôture de l'exercice pour le bilan et au taux de change moyen annuel pour le compte de résultat et le tableau de flux de trésorerie. Les différences de conversion qui en découlent sont inscrites dans la rubrique « Réserve de conversion » figurant dans les capitaux propres.

Les différences de change relatives à une dette libellée en monnaie étrangère, comptabilisée comme couverture de l'investissement net dans une entité étrangère, sont imputées dans les capitaux propres.

2.3.3. CONVERSION DES OPÉRATIONS EN DEVISES

Les transactions en devises sont converties en euro en appliquant le taux moyen de change du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en résultat net. Les actifs et passifs non-monétaires libellés dans une devise étrangère, comptabilisés au coût historique, sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

2.3.4. IMPOSITIONS DIFFÉRÉES

Les impositions différées sont constatées, sur la totalité des différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actif et de passif (approche bilan) ; elles résultent :

- des différences temporelles apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale ; elles sont, soit :
 - des sources d'impositions futures (impôts différés passifs : IDP) : il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée ;
 - des sources de déductions futures (impôts différés actifs : IDA) : sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement. Les IDA sont revus à chaque clôture et comptabilisés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable suffisant sera disponible et sur lequel les différences temporelles pourront s'imputer ;
- des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actifs) ayant une forte probabilité de récupération sur les exercices futurs.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt nationaux dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif sera réalisé et le passif réglé, sur la base des taux d'impôt qui ont été adoptés ou quasi adoptés à la date d'arrêt des comptes, selon les pays. Ainsi, au 31 décembre 2019, les différences temporelles et les reports fiscaux déficitaires des entités françaises ont été comptabilisés aux taux votés par l'Assemblée nationale selon les échéanciers de retournement suivants :

- 32,02 % pour 2020 ;
- 28,41 % pour 2021 ;
- 25,83 % pour 2022 et au-delà.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation et sont présentés en actif ou en passif non courant.

2.3.5. CONTRATS DE CONCESSIONS ET PPP (PARTENARIAT PUBLIC PRIVÉ)

Le Groupe détient des participations dans des sociétés titulaires de contrats de concessions/PPP (Partenariat Public Privé), qui sont traités conformément aux modalités définies par l'interprétation IFRIC 12.

2.4. PRINCIPES COMPTABLES ET MÉTHODES D'ÉVALUATION

2.4.1. ACTIF

2.4.1.1. Actif non courant

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Elles sont valorisées initialement au coût de revient de l'acquisition.

Lorsqu'une immobilisation corporelle a des composantes significatives ayant des durées d'utilité ou des modes d'amortissement différents, ces dernières sont comptabilisées séparément (approche par composant).

Le coût d'une immobilisation corporelle est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, et de tous les frais directement attribuables engagés pour mettre l'actif en état de marche en vue de l'utilisation prévue ; toutes les remises et rabais commerciaux sont déduits dans le calcul du prix d'achat.

Les dépenses ultérieures sont comptabilisées en charges sauf lorsqu'elles améliorent la performance de l'immobilisation définie à l'origine, augmentent sa durée de vie, ou réduisent les coûts opérationnels antérieurement établis.

Après sa comptabilisation initiale en tant qu'actif, une immobilisation corporelle est comptabilisée à son coût diminué du cumul d'amortissements et du cumul des éventuelles pertes de valeur. Le Groupe applique le traitement de référence en comptabilisant les immobilisations selon la méthode du coût historique amorti.

L'amortissement est calculé sur la durée d'utilité de l'actif. La durée d'utilité est la période pendant laquelle l'entreprise s'attend à utiliser l'actif.

La base amortissable correspond au coût d'achat diminué le cas échéant de la valeur résiduelle finale estimée nette des frais de sortie. La valeur résiduelle d'une immobilisation corporelle est le montant que l'entreprise recevrait actuellement pour l'actif si celui-ci était déjà dans les conditions d'âge et d'usure prévues à la fin de sa durée de vie utile (hors effet inflation).

Les principales durées d'utilité retenues sont :

- constructions : 10 à 40 ans ;
- installations techniques, matériels et outillages : de 3 à 15 ans ;
- autres immobilisations corporelles : de 3 à 10 ans selon la nature du bien (matériel de transport, matériel et mobilier de bureau, ...).

Ces durées d'amortissement sont revues annuellement et sont modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes ; ces changements d'estimation comptable sont comptabilisés de façon prospective.

Les profits et pertes sur cession sont calculés par différence entre le produit de cession et la valeur nette comptable ainsi déterminée. Ils sont inclus en « Autres produits et charges d'exploitation », sauf lorsqu'ils répondent aux critères de classification en « Autres produits et charges opérationnels ».

DROITS D'UTILISATION DES ACTIFS LOUÉS

La norme IFRS 16 définit le droit d'utilisation relatif à un contrat de location comme étant un actif qui représente le droit du preneur d'utiliser le bien sous-jacent pour la durée du contrat.

Ce droit d'utilisation est reconnu par le Groupe à la date de prise d'effet du contrat de location (dès la mise à disposition de l'actif). Il est évalué à son coût et comprend :

- le montant initial de l'obligation locative (note 3.2.2 de l'annexe) ;
- les paiements d'avance faits au bailleur nets le cas échéant, des avantages reçus du bailleur ;
- les coûts directs initiaux significatifs encourus par le preneur pour la conclusion du contrat, correspondant aux coûts qui n'auraient pas été encourus si le contrat n'avait pas été conclu ;
- une estimation des coûts de démantèlement ou de remise en état du bien loué selon les termes du contrat.

L'amortissement est comptabilisé en charge au compte de résultat selon le mode linéaire sur la durée du contrat de location. Le droit d'utilisation fait l'objet d'une dépréciation s'il existe un indice révélant une possible perte.

La durée du contrat correspond à la période non résiliable du contrat pendant laquelle le preneur a le droit d'utiliser l'actif sous-jacent, après prise en compte des options de renouvellement ou de résiliation que le preneur est raisonnablement certain d'exercer.

Les droits d'utilisation chez Bouygues sont principalement relatifs à des contrats de baux immobiliers, dont les durées sont généralement de neuf ans en France.

Le Groupe évaluera, le cas échéant, les impacts de la décision de l'IFRIC du 26 novembre 2019 sur les durées retenues dans le cadre de l'application d'IFRS 16.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme un actif non monétaire identifiable, sans substance physique et contrôlé par l'entité. Il peut être :

- séparable (loué, vendu, échangé de manière indépendante, transféré),
- issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non.

Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie indéfinie ne sont pas amortissables mais font l'objet d'un test de dépréciation annuel.

Les frais de développement sont inscrits à l'actif lorsqu'ils satisfont aux critères d'activation (génération d'avantages économiques futurs et coût évalué de façon fiable).

Les frais d'établissement et les frais de recherche figurent en charges dans l'exercice de leur engagement.

REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont traités dans le cadre des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées, qui apprécient notamment la notion de « prise de contrôle » dans l'application faite aux opérations d'acquisition ou de cession de titres ; selon le cas, les impacts sont pris en compte de résultat consolidé, ou en capitaux propres.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, la juste valeur de la contrepartie transférée est affectée aux actifs et passifs identifiables acquis. Ces derniers sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et présentés au bilan selon la méthode de la réestimation totale, conformément à IFRS 3R. Cette méthode consiste à réestimer les actifs et passifs acquis, pour leur juste valeur totale (et non à hauteur de la seule quote-part d'intérêt acquise).

Lors de chaque regroupement d'entreprises, la norme IFRS 3R offre le choix entre une évaluation des participations ne donnant pas le contrôle :

- à la juste valeur (c'est-à-dire avec un goodwill alloué à ces derniers, méthode dite du « goodwill complet ») ;
- à leur quote-part dans la juste valeur des seuls actifs et passifs identifiables de la société acquise (c'est-à-dire sans goodwill affecté aux participations ne donnant pas le contrôle, méthode dite du « goodwill partiel »).

Les goodwill déterminés antérieurement au 1^{er} janvier 2004 restent appréciés selon la méthode de la réestimation partielle ; cette méthode consiste à limiter la réestimation des éléments identifiables à la seule quote-part de titres acquis. Les droits des participations ne donnant pas le contrôle sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise ; les normes révisées laissent le choix à l'appréciation d'un goodwill complet ou partiel (acquisitions nouvelles).

La juste valeur est le prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des participants de marché à la date d'évaluation.

Le goodwill (ou écart d'acquisition) représente tout excédent du coût d'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels évaluables de façon fiable à la date d'acquisition.

Le goodwill représente un paiement effectué par l'acquéreur en anticipation d'avantages économiques futurs provenant d'actifs qui ne peuvent être identifiés de manière individuelle et comptabilisés séparément.

Il est comptabilisé dans le poste « goodwill » s'il est positif et repris en résultat dès l'exercice d'acquisition s'il est négatif.

Le délai d'affectation est limité à la période requise pour identifier et évaluer les actifs et passifs de l'acquise, les participations ne donnant pas le contrôle, le prix payé et la juste valeur de la quote-part antérieurement acquise, sans toutefois pouvoir excéder 12 mois.

Postérieurement à la comptabilisation initiale, le goodwill est évalué à son coût diminué du cumul des pertes de valeur conformément à IAS 36 dans le cadre d'un test de dépréciation annuel (*impairment test*). En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

À ce titre, le goodwill est affecté à l'Unité Génératrice de Trésorerie correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'UGT au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions.

La valeur de l'UGT est déterminée par la méthode d'actualisation des flux futurs de trésorerie (*Discounted Cash Flow* : D.C.F.) selon les principes suivants :

- le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital ;
- les flux de trésorerie sont issus du plan d'affaires à moyen terme élaboré par la direction de l'UGT concernée ;
- la valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif après charge de loyers et d'un taux de croissance perpétuelle. Ce taux de croissance est en accord avec les perspectives de développement des marchés sur lesquels opère l'UGT concernée, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

La valeur recouvrable des actifs de l'unité génératrice de trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à leur valeur au bilan consolidé après prise en compte des droits d'utilisation et déduction faite des obligations locatives.

Bouygues Construction a identifié 2 Unités Génératrices de Trésorerie (UGT) : une UGT comprenant les activités de BTP en France et à l'International et une UGT comprenant les activités d'Energies et Services en France et à l'International.

Le plan d'affaires utilisé a été établi dans le cadre du cycle de management du Groupe.

Il repose notamment sur les hypothèses de stabilité du périmètre des activités BTP et Energies et Services et de continuité de l'exploitation sur les trois années du plan d'affaires.

Le Groupe a fixé aux activités de BTP et Energies et Services un objectif de rentabilité, décliné par année.

Cet objectif est intégré dans les hypothèses du plan d'affaires. Le plan d'affaires tient compte de l'expérience passée ainsi que des sources d'informations extérieures.

Pour l'UGT BTP :

- taux d'actualisation retenu : 5,90 % / 5,60 % selon l'hypothèse ;
- taux de croissance retenu : 1 %.

Pour l'UGT Energies et Services :

- taux d'actualisation retenu : 6,10 % / 5,70 % selon l'hypothèse ;
- taux de croissance retenu : 1 %.

ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Les actifs financiers sont comptabilisés en fonction de leurs modalités de gestion et des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels. En fonction de ces critères, les actifs financiers sont comptabilisés :

- au coût amorti ;
- en juste valeur en contrepartie des autres éléments du résultat global ;
- en juste valeur par résultat.

● Titres de participations et autres titres

Les instruments de capitaux propres autres que les titres consolidés sont comptabilisés en juste valeur. La contrepartie des variations de cette juste valeur dépend du choix irrévocable fait lors de la comptabilisation initiale de ces instruments et peut être soit le compte de résultat (en « Autres produits et charges financiers ») ou les capitaux propres non recyclables (en « Éléments non recyclables en résultat net »). Le choix de comptabilisation est effectué titre par titre.

● Prêts et créances

Les prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti. Conformément à IFRS 9, une dépréciation est constatée dès la comptabilisation initiale, reflétant le risque de défaut attendu dans les 12 mois suivants. Cette dépréciation est comptabilisée en compte de résultat.

2.4.1.2. Actif courant

STOCKS

Les stocks sont évalués à leur coût de revient, ou au prix du marché s'il est inférieur.

Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, des dépréciations sont comptabilisées.

CLIENTS ET AUTRES DÉBITEURS

Les créances clients sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement ; ces créances sont le plus souvent, à court terme, sans taux d'intérêt déclaré, et sont évaluées au montant de la facture d'origine, sauf si l'application d'un taux d'intérêt implicite a un effet significatif.

Dans le cadre des contrats comptabilisés selon la méthode de l'avancement, les clients et comptes rattachés incluent les facturations ou situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou des prestations (situations acceptées par le maître d'ouvrage).

ACTIFS SUR CONTRATS CLIENTS

Les actifs sur contrats clients représentent un droit conditionnel pour le Groupe à recevoir une rémunération au titre de biens ou services déjà transférés aux clients, et dont l'exigibilité est soumise à d'autres conditions que le passage du temps. Les actifs sur contrats clients (note 4.4 de l'annexe) comprennent ainsi les actifs qui représentent le chiffre d'affaires comptabilisé à l'avancement et dont la facturation est subordonnée à la fourniture d'autres biens et services et/ou à la réalisation de jalons ou d'étapes définies au contrat.

TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Disponibilités et dépôts à court terme, concours bancaires courants : en raison de leur caractère court terme, leurs valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

2.4.2. PASSIF

2.4.2.1. Passif non courant

DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES

À l'exception des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur (intégrant une composante de risque de contrepartie qui est non significative), les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

OBLIGATIONS LOCATIVES NON COURANTES

Conformément à la norme IFRS 16, à la prise d'effet d'un contrat de location, le preneur comptabilise une obligation locative au passif du bilan pour un montant égal à la valeur actualisée des loyers sur la durée du contrat.

● Les montants pris en compte au titre des loyers dans l'évaluation de l'obligation sont :

- les loyers fixes (y compris les loyers considérés comme fixe en substance, c'est-à-dire ceux qui, même s'ils contiennent une variabilité dans la forme, sont en substance inévitables) ;
- les loyers variables basés sur un taux ou un index en utilisant le taux ou index à la date de prise d'effet du contrat ;
- les paiements à effectuer par le preneur pour les garanties de valeur résiduelle ;
- le prix d'exercice d'une option d'achat si l'exercice de l'option est raisonnablement certain ;
- les pénalités de résiliation ou de non-renouvellement du contrat.

● Au cours de la durée du contrat, la valeur comptable de l'obligation locative est :

- augmentée des intérêts des obligations, qui sont comptabilisés en charges au compte de résultat et calculés selon le taux d'actualisation utilisé lors de l'évaluation initiale ; et
- diminuée du montant des paiements de loyer effectués.

Le taux d'actualisation utilisé pour calculer l'obligation locative est déterminé pour chaque bien en fonction du taux marginal d'endettement à la date de signature du contrat. Ce taux est obtenu par l'addition d'un taux de marché tenant compte de la localisation, de la devise et de la durée du contrat et d'un spread sectoriel tenant compte de la nature du contrat.

Le Groupe a décidé d'utiliser les mesures de simplification prévues par la norme et de ne pas retraiter les contrats de location dont la valeur à neuf de l'actif sous-jacent est inférieure à cinq mille euros et ceux dont la durée raisonnablement certaine est inférieure à douze mois. Ces contrats de location sont comptabilisés en résultat au rythme des paiements. Le Groupe a également décidé de comptabiliser chaque composante du contrat séparément, en distinguant les composantes locatives des composantes non locatives (prestations de services).

L'option d'application d'IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles n'a pas été retenue par le Groupe.

La fraction à moins d'un an des obligations locatives est présentée en passif courant.

PROVISIONS NON COURANTES

Une provision est comptabilisée lorsque, à la clôture de l'exercice, il existe une obligation actuelle du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'événements passés et dont le règlement devrait se traduire pour le Groupe par une sortie probable de ressources représentatives d'avantages économiques pouvant être estimée de façon fiable.

Elles comprennent pour l'essentiel :

• Avantages au personnel

Provisions pour indemnités de fin de carrière (IFC) :

Le Groupe provisionne les indemnités de fin de carrière, à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite, non couvertes par des polices d'assurances.

Le calcul de la provision est établi selon la « méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ».

L'évaluation sur la base conventionnelle tient compte des éléments suivants :

- classement du personnel en groupes homogènes en fonction du statut, de l'âge et de l'ancienneté,
- salaire mensuel majoré du coefficient de charges sociales patronales en vigueur,
- taux de revalorisation du salaire de fin de carrière,
- taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite,
- taux de rotation (*turn-over*) déterminé en fonction de la tranche d'âge et par catégorie socioprofessionnelle,
- espérance de vie : table de mortalité INSEE 2012-2014.

Conformément à IAS 19 révisée, l'ensemble des écarts actuariels concernant les plans relatifs aux avantages postérieurs à l'emploi à prestations définies sont comptabilisés en provisions non courantes par contrepartie des capitaux propres (méthode SORIE).

Provision pour médailles du travail :

Le Groupe provisionne le coût des médailles d'ancienneté (10, 20, 30 et 40 ans) selon la « méthode rétrospective en droits projetés » à la date d'obtention des médailles.

Provisions pour pensions : régimes à prestations définies :

Le Groupe applique les principes définis par IAS 19 révisée pour calculer et comptabiliser ses obligations liées aux régimes à prestations définies (note 20).

Les hypothèses actuarielles utilisées pour évaluer la valeur actuelle de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice, au titre des prestations définies, reflètent la meilleure estimation des variables qui détermineront le coût final des avantages évalués ; elles sont cohérentes entre elles. Le taux d'actualisation et de rendement des actifs est déterminé par rapport au taux de marché attendu, en considérant le calendrier estimé des versements de prestations. Le taux d'actualisation de l'engagement est déterminé par référence au taux de marché, à la date de clôture, fondé sur les obligations d'entreprises de première catégorie.

• Provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe

• Garanties données aux clients (provisions SAV) :

Elles sont destinées à couvrir les risques mis à la charge de la société durant la période de garantie (essentiellement garantie décennale en France). Les provisions constituées dans le cadre des garanties biennales et décennales relatives aux marchés de travaux de construction, pour la quote-part de risques, non couverte par les assurances, restant à la charge des entreprises ; ces provisions sont constituées au fur et à mesure de la prise en compte des produits, selon des données statistiques déterminées par référence à l'expérience acquise en ce domaine sur une longue durée.

• Coûts de remise en état des sites :

Les coûts de remise en état des sites relatifs à des dégradations progressives font l'objet de provisions au passif.

2.4.2.2. Passif courant

FOURNISSEURS ET AUTRES CRÉDITEURS

En raison de leur caractère court terme, les valeurs historiques retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

PROVISIONS COURANTES

Les provisions courantes, liées au cycle normal d'exploitation, comprennent pour l'essentiel :

- les provisions pour risque chantier, travaux et fin de chantier ;
- les provisions pour pertes à terminaison sur contrats clients. Elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client. Elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

PASSIFS SUR CONTRATS CLIENTS

Les passifs sur contrats clients représentent l'obligation pour le Groupe de transférer des biens ou des services pour lesquels un paiement a déjà été reçu de la part du client, ou lorsque le droit inconditionnel au paiement est déjà acquis. Ils incluent les avances et acomptes reçus sur commandes et les écarts liés à l'avancement d'un contrat (note 11.1 de l'annexe).

2.4.3. COMPTE DE RÉSULTAT

2.4.3.1. Chiffre d'affaires consolidé

Le chiffre d'affaires consolidé représente le montant cumulé des travaux, produits et prestations de services pour lesquels le client a bénéficié du transfert de contrôle de l'actif produit. Il inclut, après élimination des opérations internes, le chiffre d'affaires des sociétés contrôlées et des activités conjointes.

Les produits de l'activité du groupe sont reconnus dès lors que :

- un contrat client et ses différentes obligations de performances sont identifiés,
- un prix de transaction est déterminé et affecté aux différentes obligations de performance,
- les obligations de performances distinctes du contrat sont satisfaites,
- les avantages économiques résultant de la transaction bénéficieront au groupe de manière probable,
- le montant du chiffre d'affaires peut être mesuré de manière fiable,
- à la date de la transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

La majorité des contrats ne comprennent qu'une seule obligation de performance.

2.4.3.2. Comptabilisation des contrats de construction

Le chiffre d'affaires relatif aux activités de construction correspond à l'estimation la plus récente du prix de vente total et prend en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client ou hautement probables.

Il est comptabilisé à la fin de chaque période selon la méthode dite à l'avancement, celui-ci étant calculé sur la base de la réalisation des travaux (*output method*) ou des coûts des travaux exécutés (*input method*).

Dès lors qu'une perte sur contrat est connue et estimable de manière fiable, elle fait l'objet d'une provision pour perte à terminaison inscrite au passif du bilan en « Provisions courante ». La perte est reconnue en totalité quel que soit le degré d'avancement.

2.4.3.3. Résultats sur opérations faites en commun

Ils correspondent à la quote-part de résultats, provenant des sociétés en participation et *joint-ventures* non consolidées. À ce titre, ces résultats font partie intégrante du résultat opérationnel et sont présentés en « Autres produits et charges d'exploitation ».

2.4.3.4. Résultat opérationnel

Le résultat opérationnel correspond à l'ensemble des charges et produits ne résultant pas des activités financières, des sociétés mises en équivalence, des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente, et de l'impôt. Les éventuelles dépréciations de goodwill sont comprises dans le résultat opérationnel.

2.4.3.5. Produit de l'excédent financier net

Le produit de l'excédent financier net est constitué de l'ensemble des résultats produits par les éléments constitutifs de l'excédent financier net pendant la période (voir note 10.1 variation de l'excédent financier net), y compris les résultats de couverture de taux et de change y afférents.

2.4.3.6. Autres produits et charges financiers

Il s'agit des produits et charges de nature financière qui ne sont pas de nature opérationnelle et ne font pas partie de l'excédent financier net.

2.4.4. INSTRUMENTS FINANCIERS

Certaines structures du Groupe sont amenées à utiliser des instruments financiers dans le but de limiter l'incidence des variations de change et de taux d'intérêt sur leur compte de résultat. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-après.

Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants :

- achats et ventes à termes de devises, swaps de devises, options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ;
- swaps de taux d'intérêt, achat de caps et de tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux.

Ils ont pour caractéristiques :

- de n'être utilisés qu'à des fins de couverture,
- de n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,
- de ne présenter aucun risque de liquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties, et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change, et au risque de taux, font l'objet d'états de reportings réguliers et spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

• Nature des risques auxquels le Groupe est exposé et principe de gestion de ces risques financiers

RISQUE DE CHANGE

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes. Dans la mesure du possible, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise. C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part de dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs du Groupe en monnaies non convertibles, et plus généralement aux risques « pays ».

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales par rapport à la devise fonctionnelle du chantier ou de l'entité concernée. Lorsque les flux sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire.

Par ailleurs, les titres de participation des sociétés étrangères sont, d'une façon générale, couverts par une dette d'un montant analogue dans la même devise au sein de la société qui les détient.

RISQUE DE TAUX

Le risque de taux porte sur les dettes financières à taux variable figurant au bilan et est couvert par des placements également à taux variable.

Le compte de résultat du Groupe peut être affecté par une baisse importante des taux d'intérêts européens. Afin de sécuriser la rémunération de la trésorerie excédentaire du Groupe, des opérations de swaps de taux d'intérêts peuvent être réalisées.

• Principes et règles de comptabilisation des opérations de couverture utilisées par le Groupe

En règle générale, les instruments financiers utilisés par le Groupe font l'objet d'une comptabilité de couverture. Ainsi, ils donnent lieu à la mise en place d'une documentation de relation de couverture conformément aux dispositions de la norme IFRS 9.

La comptabilisation de couverture est appliquée lorsque les instruments financiers dérivés compensent, en totalité ou en partie, la variation de juste valeur ou de flux de trésorerie d'un élément couvert. Lorsque le caractère de couverture n'est pas démontré, toute la variation de valeur est portée en résultat.

Tous les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur. Cette juste valeur est la valeur de marché lorsque les instruments sont cotés, ou est déterminée grâce à des modèles de calcul et d'évaluation utilisant les données de marché (courbe de taux, cours de change, etc.).

Comme requis par la norme IFRS 9, il est tenu compte pour évaluer la juste valeur des instruments financiers dérivés du risque de crédit pour les instruments dérivés actifs et du risque de crédit propre pour les instruments dérivés passifs. Ces composantes n'ont pas d'effet significatif sur les comptes consolidés du Groupe.

COUVERTURE DES FLUX DE TRÉSORERIE (CASH FLOW HEDGE)

La couverture de flux de trésorerie correspond à la couverture des variations de flux futurs de trésorerie de l'élément couvert ou d'une opération future.

Lorsque les instruments financiers dérivés couvrent l'exposition aux variations des flux de trésorerie d'un engagement ferme ou d'une transaction prévue, la variation de valeur sur la partie de l'instrument de couverture que l'on détermine être une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres.

La partie de couverture qui est estimée inefficace est comptabilisée immédiatement en résultat.

COUVERTURE DE JUSTE VALEUR (FAIR VALUE HEDGE)

La couverture de juste valeur a pour objet de limiter les variations de la juste valeur d'un actif ou d'un passif présent dans le bilan.

Lorsqu'un instrument financier dérivé couvre l'exposition aux variations de la juste valeur d'une créance ou d'une dette, la variation de valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée immédiatement en résultat. Le profit ou la perte sur l'élément couvert attribuable au risque couvert ajuste la valeur comptable de l'élément couvert et est comptabilisé directement en résultat.

La juste valeur des éléments couverts correspond à leur valeur comptable convertie en euros au taux de change en vigueur à la date de clôture.

COUVERTURE D'UN INVESTISSEMENT NET DANS UNE ENTITÉ ÉTRANGÈRE

La couverture d'un investissement net dans une entité étrangère correspond à la couverture du risque de change sur la part d'actif net détenue par la société consolidante dans cette entité.

Lorsqu'une dette en devise étrangère couvre un investissement net dans une entité étrangère, les écarts de conversion entre la devise et l'euro sont directement comptabilisés dans les capitaux propres. Quand l'instrument de couverture est un instrument dérivé, la variation de valeur sur l'instrument de couverture qui est considérée constituer une couverture efficace est comptabilisée directement en capitaux propres ; la partie inefficace étant comptabilisée immédiatement en résultat.

2.4.5. TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

Il est présenté selon IAS 7 amendée et la recommandation de l'ANC n°2013-03 du 7 novembre 2013 (en méthode indirecte) et N°2016-01 du 2 décembre 2016.

Le résultat net des sociétés intégrées est corrigé des effets des transactions sans incidence sur la trésorerie, et des éléments de produits ou charges liés aux flux d'investissement ou de financement.

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

2.4.6. ENGAGEMENTS HORS BILAN

Les engagements hors bilan font l'objet d'une synthèse en note 19.

2.4.7. EBITDA APRÈS LOYER

L'EBITDA après Loyer correspond au résultat opérationnel courant après Loyer (résultat opérationnel courant après prise en compte des charges d'intérêts sur obligations locatives) corrigé des dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles, aux provisions et dépréciations ainsi que des effets liés aux prises et aux pertes de contrôle. Ces derniers concernent l'impact lié aux réévaluations des lots antérieurement détenus ou des lots conservés.

2.4.8. ENDETTEMENT / EXCÉDENT FINANCIER NET

L'endettement/excédent financier net résulte des rubriques ci-après :

- trésorerie et équivalents de trésorerie ;
- concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque ;
- dettes financières non courantes et courantes ;
- instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

L'endettement/excédent financier net n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes.

Selon que ce solde est positif ou négatif, il s'agit respectivement d'un excédent financier net ou d'un endettement financier net.

2.4.9. CASH-FLOW LIBRE APRÈS VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

Le cash-flow libre après variation du besoin en fonds de roulement est égal à la capacité d'autofinancement nette (déterminée après coût de l'endettement financier net, après charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés) diminuée des investissements nets d'exploitation ainsi que du remboursement des obligations locatives.

Il est calculé après variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité.

2.4.10. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ

La variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité présentée dans le tableau des flux de trésorerie résulte de :

- la variation des stocks et encours ;
- la variation des avances et acomptes versés ;
- la variation des créances clients et comptes rattachés ;
- la variation des actifs sur contrats clients ;
- la variation des dettes fournisseurs et comptes rattachés ;
- la variation des passifs sur contrats clients ;
- la variation des provisions courantes ;
- la variation des autres éléments d'actif et de passif courants (hors impôts sur les sociétés, hors trésorerie nette et dettes financières courantes, hors instruments de couverture, hors obligations locatives courantes et hors créances et dettes sur immobilisations).

2.5. AUTRES INFORMATIONS

Comparabilité des états financiers :

L'impact des changements de périmètre intervenus entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre 2019, ne remet pas en cause la comparabilité des états financiers consolidés entre eux, tels que présentés.

Dans le cadre d'IAS 1 révisée (présentation des états financiers), le Groupe présente les composantes du résultat net global sous la forme de deux états détaillés, et ce comme autorisé par l'IASB :

- a) Le compte de résultat net ;
- b) L'état des produits et charges comptabilisés intégrant les autres éléments du résultat global tels que les charges et produits comptabilisés directement en capitaux propres consolidés.

Bouygues Construction entre dans le périmètre de consolidation de la société Bouygues SA pour la présentation des comptes consolidés de cette dernière.

NOTE 3. ACTIF NON COURANT

3.1. SYNTHÈSE DES INVESTISSEMENTS CONSOLIDÉS NETS DE L'EXERCICE (EXPLOITATION ET FINANCIER)

	2019	2018 retraité
Acquisitions d'immobilisations corporelles	243	240
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	4	13
Investissements bruts opérationnels	247	253
Actifs financiers non courants (titres consolidés, participations non consolidées et autres titres immobilisés)	-	579
Investissements bruts consolidés	247	832
Cessions d'actifs non courants	(163)	(335)
Investissements nets consolidés	84	497

3.2. ACTIF NON COURANT : ANALYSE DES VARIATIONS NETTES DE L'EXERCICE

3.2.1. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

746 M€

Brut	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immo en cours et avances versées sur commandes	Total
31/12/2017 retraité	407	966	285	23	1681
Flux 2018					
Écarts de conversion	5	14	4	(1)	22
Changements de périmètre	85	21	129	-	235
Investissements de l'exercice	16	96	47	81	240
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	(3)	(165)	(38)	(28)	(234)
31/12/2018 retraité	510	932	427	75	1944
Flux 2019					
Écarts de conversion	5	15	7	1	28
Changements de périmètre	3	-	(1)	-	2
Investissements de l'exercice	4	105	46	88	243
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	(15)	(46)	(59)	(106)	(226)
31/12/2019	507	1006	420	58	1991
Amortissements, dépréciations et pertes de valeur					
	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immo en cours et avances versées sur commandes	Total
31/12/2017 retraité	(155)	(716)	(212)	-	(1083)
Flux 2018					
Écarts de conversion	(3)	(12)	(3)	-	(18)
Changements de périmètre	(31)	(17)	(76)	-	(124)
Dotations et reprises ⁽¹⁾	(17)	(120)	(34)	-	(171)
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	3	138	32	-	173
31/12/2018 retraité	(203)	(727)	(293)	-	(1223)
Flux 2019					
Écarts de conversion	(3)	(12)	(4)	-	(19)
Changements de périmètre	-	-	-	-	-
Dotations et reprises ⁽¹⁾	(20)	(112)	(41)	-	(173)
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	7	121	42	-	170
31/12/2019	(219)	(730)	(296)	-	(1245)
Net					
	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immo en cours et avances versées sur commandes	Total
31/12/2018 retraité	307	205	134	75	721
31/12/2019	288	276	124	58	746

(1) Dont perte de valeur en 2018 : 0
Dont perte de valeur en 2019 : 0

3.2.2. DROITS D'UTILISATION DES ACTIFS LOUÉS

262 M€

Brut	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Total
31/12/2017 retraité	325	30	23	378
Flux 2018				
Écarts de conversion	3	-	1	4
Changements de périmètre	45	-	1	46
Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	22	(5)	1	18
31/12/2018 retraité	395	25	26	446
Flux 2019				
Écarts de conversion	6	-	1	7
Changements de périmètre	2	-	-	2
Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	(11)	33	(4)	18
31/12/2019	392	58	23	473
Amortissements, dépréciations et pertes de valeur				
	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Total
31/12/2017 retraité	(158)	(16)	(11)	(185)
Flux 2018				
Écarts de conversion	(1)	-	-	(1)
Changements de périmètre	5	-	-	5
Dotations et reprises	(56)	(21)	(10)	(87)
Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	37	25	9	71
31/12/2018 retraité	(173)	(12)	(12)	(197)
Flux 2019				
Écarts de conversion	(3)	-	-	(3)
Changements de périmètre	-	-	-	-
Dotations et reprises	(63)	(25)	(8)	(96)
Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	61	16	8	85
31/12/2019	(178)	(21)	(12)	(211)
Net				
	Terrains et Constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Total
31/12/2018 retraité	222	13	14	249
31/12/2019	214	37	11	262

3.2.3. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

16 M€

Brut	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
31/12/2017 retraité	-	139	33	172
Flux 2018				
Écart de conversion	-	-	-	-
Changements de périmètre	-	(9)	(16)	(25)
Investissements de l'exercice	-	5	8	13
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	-	(16)	(1)	(17)
31/12/2018 retraité	-	119	24	143
Flux 2019				
Écart de conversion	-	1	1	2
Changements de périmètre	-	-	-	-
Investissements de l'exercice	-	3	1	4
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	-	(1)	(1)	(2)
31/12/2019	-	122	25	147
Amortissements, dépréciations et pertes de valeur				
	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
31/12/2017 retraité	-	(115)	(13)	(128)
Flux 2018				
Écart de conversion	-	-	-	-
Changements de périmètre	-	5	4	9
Dotations et reprises ⁽¹⁾	-	(11)	(8)	(19)
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	-	16	-	16
31/12/2018 retraité	-	(105)	(17)	(122)
Flux 2019				
Écart de conversion	-	-	(1)	(1)
Changements de périmètre	-	-	-	-
Dotations et reprises ⁽¹⁾	-	(6)	(5)	(11)
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	-	2	1	3
31/12/2019	-	(109)	(22)	(131)
Net				
	Frais de développement	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
31/12/2018 retraité	-	14	7	21
31/12/2019	-	13	3	16

(1) Dont perte de valeur en 2018 : 0

Dont perte de valeur en 2019 : 0

3.2.4. GOODWILL

1157 M€

	Valeur brute	Perte de valeur	Valeur nette	BTP	Énergies et services
31/12/2017 retraité	526	-	526	230	296
Flux 2018					
Changements de périmètre	508	-	508	43	465
Perte de valeur	-	-	-	-	-
Autres mouvements (écarts de conversion et autres)	10	-	10	-	10
31/12/2018 retraité	1044	-	1044	273	771
Flux 2019					
Changements de périmètre	81	-	81	-	81
Perte de valeur	-	-	-	-	-
Autres mouvements (écarts de conversion et autres)	32	-	32	7	25
31/12/2019	1157	-	1157	280	877

Les impacts sur le goodwill des ajustements complémentaires en 2019 du bilan d'ouverture d'Alpiq Engineering Services sont présentés dans la ligne « Changements de périmètre ».

	Alpiq Engineering Services
Prix d'acquisition (I)	439
Actifs nets acquis hors Goodwill (II)	
Actif non courant	(136)
Actif courant	(570)
Passif non courant	135
Passif courant	702
Affectation du prix d'acquisition (III)	
Écarts d'évaluation incorporels	-
Écarts d'évaluation corporels	-
Passif écarts d'évaluation (Impôts différés et autres)	-
Part non acquise	-
Goodwill définitif (I) + (II) + (III)	570
Écarts de conversion	28
Goodwill au 31/12/2019	598

3.2.5. ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

397 M€

	Coentreprises et entités associées	Participations non consolidées	Autres actifs financiers non courants	Total	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Actifs d'impôts différés
31/12/2017 retraité	71	81	216	368	(69)	299	93
Flux 2018							
Écarts de conversion	-	1	2	3	-	3	-
Changements de périmètre	55	3	12	70	(3)	67	(4)
Investissements et augmentations diverses	-	15	45	60	-	60	3
Dotations et reprises	-	-	-	-	16	16	-
Cessions et réductions diverses	-	(63)	(38)	(101)	-	(101)	(8)
Virements de rubriques et autres mouvements	5	-	4	9	(3)	6	(1)
31/12/2018 retraité	131	37	241	409	(59)	350	83
Amortissements et dépréciations	(28)	-	(31)	(59)	-	-	-
Valeur nette au 31/12/2018 retraité	103	37	210	350	-	-	83

	Coentreprises et entités associées ⁽¹⁾	Participations non consolidées	Autres actifs financiers non courants	Total	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Actifs d'impôts différés ⁽²⁾
31/12/2018 retraité	131	37	241	409	(59)	350	83
Flux 2019							
Écarts de conversion	1	-	3	4	-	4	-
Changements de périmètre	4	-	-	4	-	4	1
Investissements et augmentations diverses	1	4	44	49	-	49	4
Dotations et reprises	-	-	-	-	5	5	-
Cessions et réductions diverses	(86)	(1)	(68)	(155)	-	-	(17)
Virements de rubriques et autres mouvements	73	-	(4)	69	-	69	-
31/12/2019	124	40	216	380	(54)	481	71
Amortissements et dépréciations	(19)	-	(35)	(54)	-	-	-
Valeur nette au 31/12/2019	105	40	181	326	-	-	71

(1) Y compris goodwill sur entités associées : 73 millions d'euros au 31 décembre 2019.

(2) Cf. note 7 de l'annexe.

3.2.6. COENTREPRISES ET ENTITÉS ASSOCIÉES

105 M€

	Quote-Part de capitaux propres	Goodwill net sur coentreprises et entités associées	Valeur nette
31/12/2017 retraité	30	-	30
Flux 2018			
Écarts de conversion	-	-	-
Changements de périmètre	-	68	68
Investissements et autres augmentations	-	-	-
Résultat de l'exercice	(2)	-	(2)
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	7	-	7
Perte de valeur	-	-	-
31/12/2018 retraité	35	68	103
Flux 2019			
Écarts de conversion	1	-	1
Changements de périmètre	-	5	5
Investissements et autres augmentations	1	-	1
Résultat de l'exercice	79	-	79
Cessions, virements de rubriques et autres mouvements	(84)	-	(84)
Perte de valeur	-	-	-
31/12/2019	32	73	105

Principales entités	31/12/2018 retraité	Flux net 2019 ⁽¹⁾	31/12/2019	Dont quote-part de résultat et pertes de valeur
Entités associées				
STADE DE FRANCE	11	(2)	9	(2)
ZAIC	7	(7)	-	21
HERMES AIRPORT	-	-	-	27
TRANSJAMAICAN	-	-	-	32
VSL JAPON	2	-	2	-
AUTRES	-	1	1	1
Coentreprises				
AXIONE	76	7	83	4
VSL CHILI	2	-	2	-
TRANSINVEST GCC	-	-	-	(6)
AUTRES	5	3	8	2
Total	103	2	105	79

(1) Incluant : acquisitions / changements de périmètre / change / dividendes distribués / augmentations de capital / goodwill.

Pertes cumulées sur les coentreprises et entités associées non prises en compte : (10) M€

Pour les principales coentreprises et entités associées, les montants globaux au titre des éléments d'Actif et de Passif, de produits et de charges sont donnés dans le tableau ci-dessous.

Montants à 100%	31/12/2019 Axione SAS	31/12/2018 retraité Axione SAS
Actif non courant ⁽¹⁾	87	56
Actif courant	209	167
Total Actif	296	223
Capitaux propres	19	15
Passif non courant	42	25
Passif courant	235	183
Total Passif	296	223
Chiffre d'affaires	257	n.a.
Résultat opérationnel	13	n.a.
Résultat net	9	n.a.

(1) Net de subventions reçues.

3.2.7. PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES ET AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

3.2.7.1. PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES

40 M€

Participations non consolidées ⁽¹⁾	31/12/2019		Total actif ⁽²⁾	Total passif courant et non courant ⁽²⁾	Total chiffre d'affaires ⁽²⁾	Résultats nets ⁽²⁾
	Juste valeur	% de détention				
Sociétés françaises						
BOUYGUES CONSTRUCTION AIRPORT CONCESSIONS EUROPE SAS	6	51 %	-	-	-	-
OPALE DEFENSE SAS	1	19 %	1159	1150	132	30
Filiales et participations françaises diverses	9	-	-	-	-	-
Sous-total	16	-	-	-	-	-
Sociétés étrangères						
CROSS YARRA PARTNERSHIP (AUSTRALIE)	16	10 %	1717	1734	754	-
RAVINALA AIRPORT SA	2	10 %	-	-	-	-
COREE PUSAN	1	7 %	560	34	87	(46)
Filiales et participations étrangères diverses	5	-	-	-	-	-
Sous-total	24	-	-	-	-	-
Total	40	-	-	-	-	-

Participations non consolidées ⁽¹⁾	31/12/2018 retraité		Total actif ⁽²⁾	Total passif courant et non courant ⁽²⁾	Total chiffre d'affaires ⁽²⁾	Résultats nets ⁽²⁾
	Juste valeur	% de détention				
Sociétés françaises						
OPALE DEFENSE SAS	2	19 %	1102	1092	153	2
Filiales et participations françaises diverses	8	-	-	-	-	-
Sous-total	10	-	-	-	-	-
Sociétés étrangères						
CROSS YARRA PARTNERSHIP (AUSTRALIE)	14	10 %	774	654	556	-
LUMESA (SUISSE)	3	47 %	4	-	3	-
COREE PUSAN	1	14 %	596	35	81	(43)
Filiales et participations étrangères diverses	9	-	-	-	-	-
Sous-total	27	-	-	-	-	-
Total	37	-	-	-	-	-

(1) Non consolidées compte tenu :

- de l'absence de contrôle ou d'influence du Groupe sur ces entités ;
- d'une contribution potentielle aux états financiers consolidés non significative.

(2) Suivant informations annuelles disponibles.

3.2.7.2. AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

Ils incluent les rubriques principales ci-après :

	31/12/2019	31/12/2018 retraité
Créances rattachées à des participations	51	79
Prêts et créances immobilisés	105	89
Autres immobilisations financières	25	42
• Dépôts et cautionnements	23	27
• Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	2	15

3.2.7.3. RÉPARTITION PAR NATURE DES PARTICIPATIONS NON CONSOLIDÉES ET DES AUTRES ACTIFS FINANCIERS NON COURANTS

221 M€

	Instruments financiers de capitaux propres		Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat	Actifs financiers au coût amorti	Total
	À la juste valeur par OCI	À la juste valeur par résultat			
31/12/2018 retraité	4	33	15	195	247
Flux 2019	5	(2)	(13)	(16)	(26)
31/12/2019	9	31	2	179	221
Échéance à moins d'1 an	-	-	-	9	9
Échéance entre 1 et 5 ans	-	-	-	37	37
Échéance supérieure à 5 ans	9	31	2	133	175

3.2.7.4. RÉPARTITION PAR NIVEAU DES ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

	Niveau 1 Cours cotés	Niveau 2 Données observables	Niveau 3 Données non observables	31/12/2019
Actifs financiers à la juste valeur par OCI	-	-	9	9
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	-	-	33	33
Trésorerie nette	4 204	-	-	4 204
Instruments financiers actifs et passifs court terme	(10)	-	-	(10)

NOTE 4. ACTIF COURANT

4.1. STOCKS

286 M€

	31/12/2019			31/12/2018 retraité		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Stocks de matières premières et produits finis	282	(25)	257	263	(19)	244
Stocks sur opérations immobilières	33	(4)	29	38	(6)	32
Total	315	(29)	286	301	(25)	276

Dépréciations de stocks	Dotations de l'exercice		Reprise de l'exercice	
	2019	2018 retraité	2019	2018 retraité
Dépréciations de stocks de matières premières et produits finis	(7)	(6)	1	6
Dépréciations de stocks sur opérations immobilières	-	(1)	2	-
Total	(7)	(7)	3	6

4.2. AVANCES ET ACOMPTES VERSÉS SUR COMMANDES

155 M€

	31/12/2019			31/12/2018 retraité		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Avances et acomptes versés sur commandes	155	-	155	188	-	188
Total	155	-	155	188	-	188

4.3. CLIENTS, ACTIFS D'IMPÔTS ET AUTRES CRÉANCES COURANTES

4 343 M€

	31/12/2019			31/12/2018 retraité		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances clients et comptes rattachés	2 384	(241)	2 143	2 562	(223)	2 339
Actifs sur contrats clients	1 078	-	1 078	862	-	862
Actifs d'impôt courants	110	-	110	125	-	125
Autres créances courantes	1 077	(65)	1 012	1 024	(85)	939
• Autres créances opérationnelles (Personnel/ Organismes sociaux/État/ Autres créances)	490	(4)	486	489	(5)	484
• Créances diverses (Comptes courants, etc.)	496	(61)	435	453	(80)	373
• Charges constatées d'avance	91	-	91	82	-	82
Total	4 649	(306)	4 343	4 573	(308)	4 265

4.4. ACTIFS SUR CONTRATS CLIENTS

1 078 M€

	31/12/2018 retraité	Flux 2019			31/12/2019
		Écarts de conversion	Changements de périmètre et autres mouvements	Variations liées à l'activité	
Coût d'obtention des contrats clients	-	-	-	-	-
Coût d'exécution des contrats clients	-	-	-	-	-
Écarts liés à l'avancement des contrats	862	9	237	(30)	1 078
Actifs sur contrats clients	862	9	237	(30)	1 078

4.5. RÉPARTITION DES CRÉANCES CLIENTS NETTES ENTRE ENCOURS NON ÉCHUS ET ÉCHUS

	Encours non échus	Encours échus			Total
		0 à 6 mois	6 à 12 mois	> 12 mois	
Créances clients et comptes rattachés	1 489	445	79	371	2 384
Dépréciations des créances clients et comptes rattachés	(14)	(3)	(8)	(216)	(241)
Total créances clients et comptes rattachés 31/12/2019	1 475	442	71	155	2 143
Total créances clients et comptes rattachés 31/12/2018 retraité	1 666	467	77	129	2 339

4.6. TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

4 629 M€

	31/12/2019			31/12/2018 retraité		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Bouygues Relais	1 841	-	1 841	1 617	-	1 617
Uniservice	1 688	-	1 688	2 020	-	2 020
By Construction Relais	23	-	23	28	-	28
Autres disponibilités	1 077	-	1 077	986	-	986
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	1	-	1
Total	4 629	-	4 629	4 652	-	4 652

	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Autres devises Europe	Dollar US	Dollar canadien	Dollar de Hong Kong	Dollar de Singapour	Dollar australien	Autres devises	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018 retraité
	Disponibilités	2 334	425	576	29	240	16	412	37	409	151	4 629
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Total 31/12/2019	2 334	425	576	29	240	16	412	37	409	151	4 629	
Total 31/12/2018 retraité	2 182	298	543	39	321	23	711	48	309	178		4 652

Les disponibilités et équivalents de trésorerie sont valorisés à leur juste valeur et peuvent être facilement convertis en numéraire. La trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants :

	31/12/2019	31/12/2018 retraité
Disponibilités	4 629	4 651
Valeurs mobilières de placement	-	1
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	4 629	4 652
Concours bancaires courants et Soldes créditeurs de banque	(425)	(493)
Total trésorerie nette	4 204	4 159

NOTE 5. CAPITAUX PROPRES

5.1. CAPITAL DE BOUYGUES CONSTRUCTION S.A.

127 967 250 €

Au 31 décembre 2019, le capital social de Bouygues Construction SA est constitué de 1 706 230 actions d'une valeur nominale de 75 €, dont l'évolution sur l'année 2019 est la suivante :

	31/12/2018 retraité	Flux 2019		31/12/2019
		Augmentation	Réduction	
Actions	1 706 230	-	-	1 706 230
Nombre de titres	1 706 230	-	-	1 706 230
Nominal en euros	75	-	-	75
Capital en euros	127 967 250	-	-	127 967 250

5.2. OPÉRATIONS AFFECTÉES DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES

5.2.1. ANALYSE DE LA RUBRIQUE « PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES »

(102) M€

	31/12/2018 retraité	Flux 2019	31/12/2019
Réserves des écarts actuariels (nettes d'impôts)	(68)	(33)	(101)
Réserves de variation de juste valeur sur instruments de capitaux propres (nettes d'impôts)	(1)	(1)	(2)
Réserves de conversion des filiales intégrées	11	(2)	9
Réserves de variation de juste valeur sur instruments financiers de couverture (nettes d'impôts)	(3)	(5)	(8)
Quote-part des retraitements sur mises en équivalence	(5)	5	-
Total Part Groupe	(66)	(36)	(102)

5.2.2. RÉSERVES DE CONVERSION (PART GROUPE)

10 M€

Les réserves de conversion sont générées depuis le 1^{er} janvier 2004, le Groupe ayant pris l'option de les mettre à zéro à cette date conformément à IFRS 1.

Les réserves de conversion incluent la variation de change cumulée des coentreprises et entités associées.

Principaux écarts de conversion au 31 décembre 2019 déterminés sur les sociétés étrangères dont les états financiers sont exprimés en :

Devises	31/12/2018 retraité	Flux 2019	31/12/2019
Livre sterling	12	(1)	11
Franc suisse	3	(1)	2
Dollar US	(7)	-	(7)
Dollar de Hong Kong	-	2	2
Dollar de Singapour	1	1	2
Dollar Australien	8	1	9
Autres devises	(6)	(3)	(9)
Total	11	(1)	10

NOTE 6. PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

6.1. PROVISIONS NON COURANTES

857 M€

	Avantages au personnel	Litiges et contentieux	Garanties données SAV	Risques sur participations	Risques divers étranger	Autres prov. non courantes	Total
31/12/2017 retraité	210	134	295	10	24	56	729
Flux 2018							
Écarts de conversion	-	-	1	-	-	1	2
Virements de rubriques et autres mouvements	-	(1)	(3)	8	(7)	(5)	(8)
Changements de périmètre	74	2	13	-	-	-	89
Gains et pertes actuariels	20	-	-	-	-	-	20
Dotations	14	37	83	2	13	22	171
Reprises utilisées	(21)	(13)	(56)	-	(2)	(5)	(97)
Reprises non utilisées	(1)	(39)	(32)	-	(4)	(19)	(95)
31/12/2018 retraité	296	120	301	20	24	50	811
Flux 2019							
Écarts de conversion	2	-	4	-	-	-	6
Virements de rubriques et autres mouvements	-	-	1	16	3	(2)	18
Changements de périmètre	28	(1)	2	-	-	-	29
Gains et pertes actuariels	38	-	-	-	-	-	38
Dotations	50	20	80	1	15	9	175
Reprises utilisées	(56)	(30)	(50)	-	(7)	(9)	(152)
Reprises non utilisées	(1)	(26)	(28)	(1)	(2)	(10)	(68)
31/12/2019	357	83	310	36	33	38	857

6.2. PROVISIONS COURANTES

742 M€

	Provisions risques sur chantiers terminés	Provisions charges de fin de chantier	Provisions pour pertes à terminaison	Autres provisions courantes	Total
31/12/2017 retraité	58	203	180	88	529
Flux 2018					
Écarts de conversion	1	3	(4)	2	2
Virements de rubriques et autres mouvements	2	11	(13)	3	3
Changements de périmètre	-	9	67	6	82
Dotations	12	119	125	40	296
Reprises utilisées	(5)	(63)	(73)	(26)	(167)
Reprises non utilisées	(15)	(41)	(30)	(11)	(97)
31/12/2018 retraité	53	241	252	102	648
Flux 2019					
Écarts de conversion	1	3	3	2	9
Virements de rubriques et autres mouvements	(15)	(5)	(45)	-	(65)
Changements de périmètre	-	-	28	(1)	27
Dotations	48	119	195	69	431
Reprises utilisées	(4)	(81)	(109)	(22)	(216)
Reprises non utilisées	(7)	(40)	(32)	(13)	(92)
31/12/2019	76	237	292	137	742

NOTE 7. ACTIFS ET PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

7.1. ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

71 M€

Évolution des impôts différés au bilan consolidé	31/12/2018 retraité	Flux 2019		31/12/2019
		Charges nettes	Autres flux	
Impôts différés Actif	83	(16)	4	71

7.2. RÉPARTITION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS ACTIF PAR ACTIVITÉ

	Actif d'impôt différé 31/12/2018 retraité	Changements de périmètre	Écart de conversion	Flux 2019		Autres mouvements	Actif d'impôt différé 31/12/2019
				Produits	Charges		
(A) Déficits fiscaux							
BTP	1	-	-	-	(1)	-	-
ÉNERGIES ET SERVICES	12	-	-	15	(5)	-	22
Sous-total	13	-	-	15	(6)	-	22
(B) Différences temporaires⁽¹⁾							
BTP	61	-	-	3	(9)	2	57
ÉNERGIES ET SERVICES	9	1	-	6	(25)	1	(8)
Sous-total	70	1	-	9	(34)	3	49
Total IDA	83	1	-	24	(40)	3	71

(1) Liées aux décalages fiscaux et retraitements de consolidation.

7.3. PASSIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

18 M€

Évolution des impôts différés au bilan consolidé	31/12/2018 retraité	Flux 2019		31/12/2019
		Produits nets	Autres flux	
Impôts différés Passif	21	(1)	(2)	18

7.4. RÉPARTITION DES IMPÔTS DIFFÉRÉS PASSIF PAR ACTIVITÉ

	Passif d'impôt différé 31/12/2018 retraité	Changements de périmètre	Écart de conversion	Flux 2019		Autres mouvements	Passif d'impôt différé 31/12/2019
				Produits	Charges		
(A) Déficits fiscaux							
BTP	-	-	-	(2)	-	-	(2)
ÉNERGIES ET SERVICES	-	-	-	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	(2)	-	-	(2)
(B) Différences temporaires⁽¹⁾							
BTP	14	-	-	-	5	(1)	18
ÉNERGIES ET SERVICES	7	-	-	(5)	1	(1)	2
Sous-total	21	-	-	(5)	6	(2)	20
Total IDP	21	-	-	(7)	6	(2)	18

(1) Liées aux décalages fiscaux et retraitements de consolidation.

7.5. PRINCIPALES SOURCES D'IMPÔTS DIFFÉRÉS PAR NATURE

	31/12/2019	31/12/2018 retraité
IDA	71	83
Avantages au personnel	40	38
Provisions fiscalement non déductibles temporairement	35	31
Déficits fiscaux	22	13
Autres sources d'IDA	(26)	1
IDP	18	21
Total	53	62

7.6. DÉLAI DE RÉCUPÉRATION ESTIMÉ DES ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ

31 décembre 2019	Moins de 2 ans	2 à 5 ans	Plus de 5 ans	Total
IDA	43	3	25	71

7.7. ACTIFS D'IMPÔT DIFFÉRÉ NON COMPTABILISÉS

	31/12/2019	31/12/2018 retraité
Régime d'intégration fiscale Groupe Bouygues	85	96
Autres actifs	284	157
Total	369	253

NOTE 8. DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES

8.1. RÉPARTITION DES EMPRUNTS PORTANT INTÉRÊTS PAR ÉCHÉANCE

1 091 M€

Dettes financières	Courantes		Non courantes						Total 31/12/2019	Total 31/12/2018 retraité
	0 à 3 mois	3 à 12 mois	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 à 6 ans	6 ans et +		
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	-	3	-	-	-	-	-	-	3	-
Emprunts et dettes financières divers	5	-	2	2	3	4	4	15	35	38
Emprunt participatif	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunt Uniservice	1	-	-	7	550	495	-	-	1053	1001
Total emprunts portant intérêt	6	3	2	9	553	499	4	15	1091	
Total 31/12/2018 retraité	9	2	11	5	28	979	2	3		1039

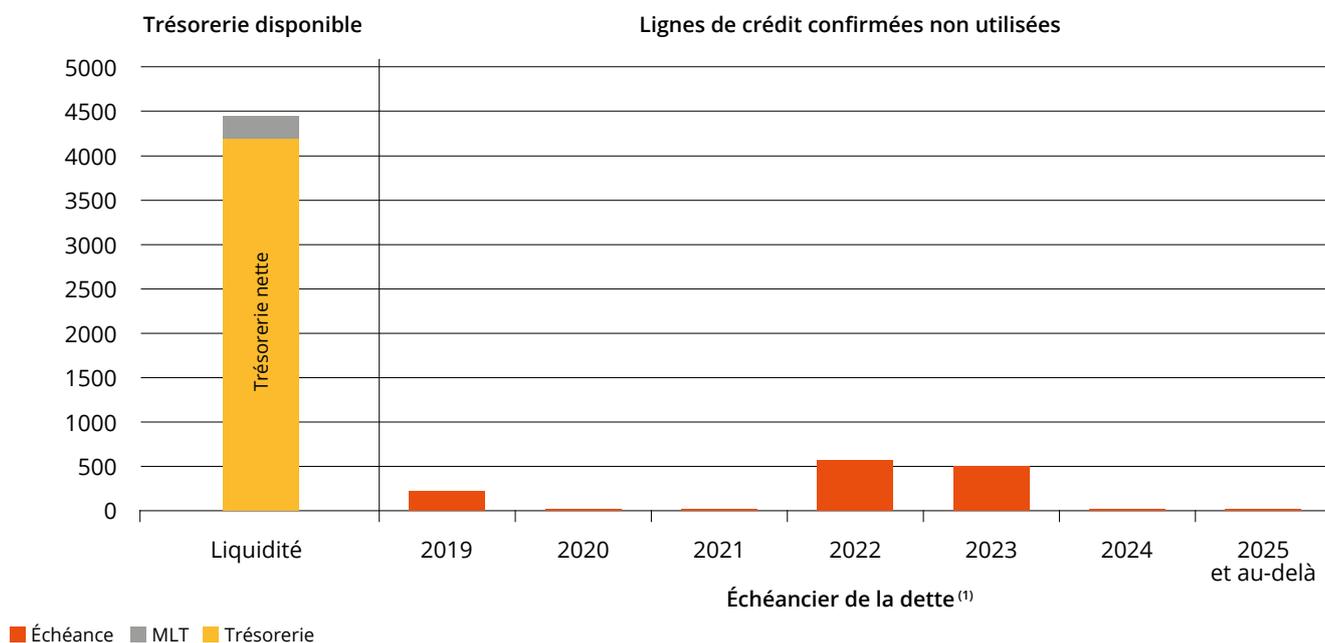
8.2. LIGNES DE CRÉDIT CONFIRMÉES/UTILISÉES

	Lignes confirmées - Échéances				Lignes utilisées - Échéances			
	- 1 an	1 à 5 ans	Au-delà	Total	- 1 an	1 à 5 ans	Au-delà	Total
Emprunts obligataires	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3	-	-	3	3	-	-	3
Emprunts et dettes financières divers ⁽¹⁾	177	1116	19	1312	6	1063	19	1088
Emprunt participatif	-	-	-	-	-	-	-	-
Intra-groupe	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	180	1116	19	1315	9	1063	19	1091

(1) Lignes de crédit confirmées et non utilisées : 224 M€.

8.3. LIQUIDITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019

Au 31 décembre 2019, la trésorerie nette s'élève à 4 204 M€ auxquels s'ajoute un montant de 224 M€ de lignes de crédit confirmées et non utilisées à cette date.



(1) Dettes financières non courantes (1 082 M€) et dettes financières courantes (9 M€).

Le Groupe n'est donc pas exposé à un risque de liquidité.

Les crédits bancaires contractés par le groupe Bouygues Construction ne comportent aucun covenant financier ni aucun trigger event.

8.4. RÉPARTITION DE LA DETTE FINANCIÈRE COURANTE ET NON COURANTE PAR NATURE DE TAUX

Répartition de la dette financière courante et non courante, après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la clôture de l'exercice :

	31/12/2019	31/12/2018 retraité
Dettes à taux fixé ⁽¹⁾	-	-
Dettes à taux variable	100 %	100 %

(1) Dettes à taux fixé pour plus d'un an.

8.5. RÉPARTITION DE LA DETTE FINANCIÈRE PAR DEVICES

	Zone Europe				Dollar US	Dollar Canadien	Dollar de Hong Kong	Dollar de Singapour	Dollar Australien	Autres devises	Total
	Euro	Livre Sterling	Franc Suisse	Autres devises Europe							
Long terme 31/12/2019	45	127	589	36	97	119	8	-	61	-	1 082
Court terme 31/12/2019	2	-	-	-	-	-	1	1	-	5	9
Long terme 31/12/2018	47	121	567	35	93	112	9	-	44	-	1 028
Court terme 31/12/2018	3	-	-	-	-	-	2	-	-	6	11

NOTE 9. OBLIGATIONS LOCATIVES NON COURANTES ET COURANTES

9.1. RÉPARTITION DES OBLIGATIONS LOCATIVES NON COURANTES ET COURANTES PAR ÉCHÉANCE

	Obligations locatives courantes			Obligations locatives non courantes						Total échéance à plus d'un an
	0 à 3 mois	3 à 12 mois	Total échéance à moins d'un an	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 à 6 ans	6 ans et +	
Total 31/12/2019	24	73	97	59	40	35	26	21	35	216
Total 31/12/2018 retraité	19	58	77	54	42	35	30	20	41	222

9.2. VARIATION DES OBLIGATIONS LOCATIVES NON COURANTES ET COURANTES

313 M€

	31/12/2018 retraité	Écarts de conversion	Changements de périmètre	Flux de Trésorerie	Nouveaux contrats de location nets de cessions	Nouveaux contrats, modifications de contrats et autres mouvements liés aux contrats de location	31/12/2019
Obligations locatives non courantes	222	5	2	-	(13)	-	216
Obligations locatives courantes	77	1	-	(98)	117	-	97
Total obligations locatives	299	6	2	(98)	104	-	313

NOTE 10. PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE VARIATION DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET

10.1. VARIATIONS DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET

	31/12/2018 retraité	Flux de Trésorerie	Changements de périmètre	Écarts de conversion	Variation des justes valeurs	Autres variations	31/12/2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 652	(90)	(8)	78	-	(3)	4 629
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	(493)	71	(3)	(2)	-	2	(425)
Trésorerie nette (A)	4 159	(19)⁽¹⁾	(11)⁽¹⁾	76⁽¹⁾	-	(1)⁽¹⁾	4 204
Dettes financières non courantes	(1 028)	(15) ⁽²⁾	-	(39)	-	-	(1 082)
Dettes financières courantes	(11)	1 ⁽²⁾	(1)	-	-	2	(9)
Instruments financiers - couverture des dettes financières	(1)	-	-	-	1	-	-
Endettement financier brut (B)	(1 040)	(14)	(1)	(39)	1	2	(1 091)
Excédent financier net (A) + (B)	3 119	(33)	(12)	37	1	1	3 113

(1) Flux nets de trésorerie sur l'exercice 2019 de 46 millions d'euros analysés au tableau des flux de trésorerie.

(2) Flux nets de trésorerie lié aux dettes financières courantes et non courantes sur l'exercice 2019 de 14 millions d'euros analysés au tableau des flux de trésorerie se décomposant en une augmentation de 32 millions d'euros et en une diminution de (18) millions d'euros.

10.2. PRINCIPALES VARIATIONS DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET AU COURS DE L'EXERCICE 2019

3 113 M€

Excédent financier net au 31/12/2018 retraité	3 119
Générées par l'activité	336
Liées aux opérations d'investissement	(81)
Dividendes versés	(220)
Produit de l'excédent financier net et charges d'intérêts sur obligations locatives	9
Changements de périmètre sur l'endettement financier brut	(1)
Change sur la trésorerie nette et l'endettement financier brut	37
Remboursement des obligations locatives	(98)
Cession titres sans perte de contrôle	10
Autres	2
Excédent financier net au 31/12/2019	3 113

NOTE 11. AUTRES ÉLÉMENTS DE PASSIFS COURANTS

	31/12/2019	31/12/2018 retraité
Impôts courants	136	93
Fournisseurs et comptes rattachés	3 039	3 108
Passifs sur contrats clients	2 638	2 688
Autres passifs courants	1 750	1 738
Dettes personnel et organismes sociaux	490	490
État et collectivités publiques	616	622
Autres dettes courantes	644	626
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	425	493

11.1. PASSIFS SUR CONTRATS CLIENTS

2 638 M€

	31/12/2018 retraité	Flux 2019			31/12/2019
		Écarts de conversion	Changements de périmètre et autres mouvements	Variations liées à l'activité	
Avances et acomptes reçus sur commandes	805	11	1	(123)	694
Produits constatés d'avance sur contrats clients	1883	37	12	12	1944
Passifs sur contrats clients	2 688	48	13	(111)	2 638

11.2. CONCOURS BANCAIRES COURANTS ET SOLDES CRÉDITEURS DE BANQUE

425 M€

	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Autres devises Europe	Dollar US	Dollar canadien	Dollar de Hong Kong	Dollar Singapour	Dollar australien	Autres devise	Total
Répartition par devises au 31/12/2019	93	29	150	2	3	24	68	1	-	55	425
Répartition par devises au 31/12/2018 retraité	108	40	137	9	2	25	117	-	6	49	493

(1) Les autres devises concernent principalement le Franc CFA pour 28 millions d'euros en 2019 et pour 29 millions d'euros en 2018.

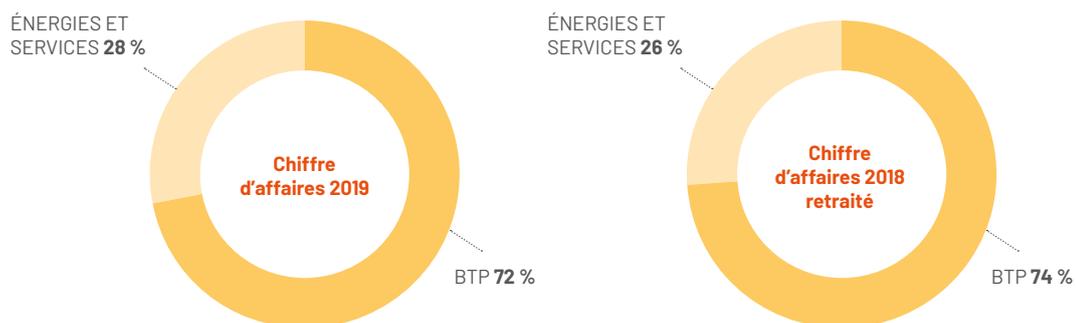
NOTE 12. CHIFFRE D'AFFAIRES

12.1. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITÉ

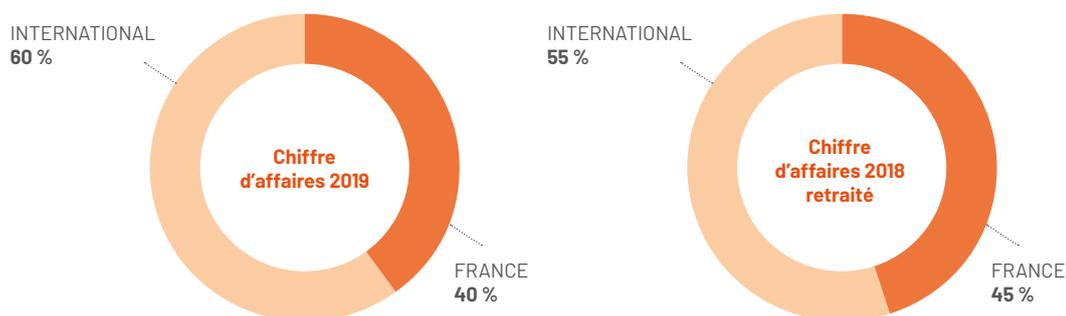
Activité	Année 2019			4 ^e trimestre 2019		
	France	International	Total	France	International	Total
BTP	4 036	5 573	9 609	1 090	1 392	2 482
Énergies et services	1 284	2 462	3 746	352	622	974
Chiffres d'affaires	5 320	8 035	13 355	1 442	2 014	3 456

Activité	Année 2018 retraitée			4 ^e trimestre 2018 retraité		
	France	International	Total	France	International	Total
BTP	4 157	5 039	9 196	1 104	1 335	2 439
Énergies et services	1 442	1 720	3 162	406	924	1 330
Chiffres d'affaires	5 599	6 759	12 358	1 510	2 259	3 769
% d'évolution 2019 / 2018	-5%	19%	8%	-	-	-

PAR ACTIVITÉ



PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



12.2. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	Chiffre d'affaires 2019		Chiffre d'affaires 2018 retraité	
	Total	%	Total	%
France	5 320	39,8%	5 599	45,3 %
Union européenne	2 050	15,4%	1 557	12,6 %
Autres pays d'Europe	1 889	14,1%	1 590	12,9 %
Afrique	474	3,5%	463	3,7 %
Moyen Orient	125	0,9%	111	0,9 %
Amériques	896	6,7%	769	6,2 %
Asie / Pacifique / Océanie	2 601	19,5%	2 269	18,4 %
Total	13 355	100,0%	12 358	100,0 %

Le chiffre d'affaires réalisé en 2019 au sein de l'Union européenne hors France est constitué pour 64 % par le Royaume-Uni. Il s'agit d'une activité réalisée localement et qui n'est pas exposée de manière significative aux aléas affectant les importations et les exportations.

12.3. ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR NATURE DE MARCHÉS

Nature de marchés	2019			2018 retraité		
	France	International	Ensemble	France	International	Ensemble
Marchés publics ⁽¹⁾	40 %	33 %	36 %	37 %	36 %	36 %
Marchés privés	60 %	67 %	64 %	63 %	64 %	64 %

(1) Chiffre d'affaires facturé directement aux services de l'État, collectivités locales et entreprises publiques en France et à l'étranger.

12.4. CARNET DE COMMANDES

	31/12/2018 retraité	Flux 2019				31/12/2019
		Écarts de conversion	Changements de périmètre et autres mouvements	Prises de commandes	CA comptabilisé	
Total du carnet de commandes	22 183	280	184	12 308	(13 355)	21 600
dont maturité inférieure à 1 an	9 855	-	-	-	-	10 049
dont maturité comprise entre 1 et 5 ans	9 814	-	-	-	-	9 330
dont maturité supérieure à 5 ans	2 514	-	-	-	-	2 221

Le carnet de commandes représente le volume d'activité traitée restant à réaliser pour les opérations ayant fait l'objet d'une prise de commande ferme, c'est-à-dire dont le contrat a été signé et est entré en vigueur (après l'obtention de l'ordre de service et la levée des conditions suspensives).

NOTE 13. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL ET EBITDA APRÈS LOYER

13.1. RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

355 M€

	2019	2018 retraité
Résultat opérationnel courant	378	378
Autres produits opérationnels	-	-
Autres charges opérationnelles	(23)	(4)
Résultat opérationnel	355	374

13.2. EBITDA APRÈS LOYER

591 M€

	2019	2018 retraité
Résultat opérationnel courant	378	378
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(11)	(11)
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :		
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(184)	(189)
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	(271)	(214)
Retraitement des autres produits d'exploitation :		
Reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres	231	280
EBITDA après Loyer	591	490

NOTE 14. PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET ET AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

14.1. DÉCOMPOSITION DU PRODUIT DE L'EXCÉDENT FINANCIER NET

20 M€

	31/12/2019	31/12/2018 retraité
Coût de l'endettement financier brut	(13)	(9)
• Charges d'intérêt nettes sur dettes financières	(13)	(9)
• Impacts des instruments financiers sur endettement financier brut	-	-
Produits de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	33	26
• Produits d'intérêt nets sur trésorerie et équivalents de trésorerie	33	25
• Impacts des instruments financiers sur trésorerie et équivalents de trésorerie	-	1
Produit de l'excédent financier net	20	17

14.2. DÉCOMPOSITION DES AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS

11 M€

	31/12/2019	31/12/2018 retraité
Dividendes sur titres non consolidés	7	31
(Dotations)/Reprises financières nettes	(5)	2
Charges d'actualisation nettes	-	-
Variation de juste valeur des autres actifs et passifs financiers	7	2
Abandons de comptes courants, plus et moins values sur cessions de titres non consolidés et autres actifs financiers, intérêts nets hors endettement et divers	2	4
Total autres produits et charges financiers	11	39

NOTE 15. IMPÔTS SUR LE RÉSULTAT

15.1. DÉCOMPOSITION DE LA CHARGE NETTE D'IMPÔTS

(128) M€

	31/12/2019			31/12/2018 retraité		
	France	Étranger	Total	France	Étranger	Total
Impositions exigibles par les administrations fiscales	(24)	(85)	(109)	(39)	(58)	(97)
Impositions différées passif ⁽¹⁾	(3)	4	1	(1)	-	(1)
Impositions différées actif ⁽¹⁾	(13)	(3)	(16)	(9)	1	(8)
Impôts sur distributions	-	(4)	(4)	-	(3)	(3)
Total	(40)	(88)	(128)	(49)	(60)	(109)

	2019	2018 retraité
(1) dont impôts différés afférents aux différences temporelles	(23)	(3)
dont impôts différés afférents aux déficits	12	(4)
dont impôts différés afférents à une variation du taux d'imposition ou à de nouveaux impôts	(4)	(2)

15.2. RAPPROCHEMENT ENTRE TAUX THÉORIQUE D'IMPÔT ET TAUX EFFECTIF D'IMPÔT (PREUVE D'IMPÔT)

Les différences constatées entre le taux d'imposition théorique de droit commun en vigueur en France et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

	2019	2018 retraité
Résultat net	326	308
Neutralisation		
Impôt	128	109
Résultat des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	-	-
Résultat des coentreprises et entités associées	(79)	2
Résultat des activités intégrées poursuivies avant impôts	375	419
Taux d'imposition théorique en France	34,43 %	34,43 %
Différences de taux France / Étranger	(16,05 %)	(11,16 %)
Effets liés à la non reconnaissance des reports déficitaires et autres décalages temporels : création (utilisation)	13,75 %	10,17 %
Effets des différences permanentes	2,55 %	4,41 %
Impôts à taux forfaitaires et à taux réduits	(2,16 %)	(9,94 %)
Écart de taux sur plus values de cessions	1,06 %	(2,13 %)
Impôts de distribution	0,92 %	0,83 %
Autres	(0,49 %)	(0,58 %)
Taux effectif d'imposition	34,01 %	26,03 %

NOTE 16. RÉSULTAT NET PART DU GROUPE DES ACTIVITÉS POURSUIVIES ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

Le résultat net des activités poursuivies par action avant dilution est obtenu en divisant le résultat net des activités poursuivies (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice 2019 à l'exclusion du nombre moyen des actions ordinaires achetées et détenues à titre d'autocontrôle, soit 1 706 230 actions.

	2019	2018 retraité
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe	325 M€	296 M€
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	1 706 230	1 706 230
Résultat net des activités poursuivies par action en euros	190,24 €	172,90 €

Le résultat net des activités poursuivies dilué par action est calculé par rapport au nombre moyen pondéré d'actions en circulation compte tenu de la conversion de toutes les actions potentielles pouvant avoir un effet dilutif. Le résultat est identique, il n'existe pas d'instruments dilutifs.

	2019	2018 retraité
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe	325 M€	296 M€
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation pour la détermination du résultat net des activités poursuivies dilué par action	1 706 230	1 706 230
Résultat net des activités poursuivies dilué par action en euros	190,24 €	172,90 €

NOTE 17. INFORMATION SECTORIELLE

17.1. ANALYSE SECTORIELLE PAR ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2019

	BTP	Énergies et Services	Total
COMPTE DE RÉSULTAT			
			31/12/2019
Activités de construction	9 714	-	9 714
Activités énergies et services	-	3 808	3 808
Chiffre d'affaires total	9 714	3 808	13 522
Chiffre d'affaires intersecteurs	(105)	(62)	(167)
Chiffre d'affaires net avec clients externes	9 609	3 746	13 355
Résultat opérationnel courant	297	81	378
Résultat opérationnel courant après Loyer⁽¹⁾	290	77	367
Autres produits opérationnels	-	-	-
Autres charges opérationnelles	(18)	(5)	(23)
Résultat opérationnel	279	76	355
Résultat opérationnel après Loyer⁽¹⁾	272	72	344
Coût de l'endettement financier net (-) / produit de l'excédent financier net (+)	20	-	20
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(7)	(4)	(11)
Impôts	(116)	(12)	(128)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	75	4	79
Résultat net des activités poursuivies	271	55	326
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	-	-	-
Résultat net	271	55	326
Résultat net part du Groupe	270	55	325
EBITDA APRÈS LOYER			
Résultat opérationnel après Loyer⁽¹⁾	290	77	367
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :			
• Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	154	30	184
• Dotations nettes aux provisions et dépréciations	212	59	271
Retraitement des autres produits d'exploitation :			
• Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres	(161)	(70)	(231)
EBITDA après Loyer	495	96	591
BILAN			
Coentreprises et entités associées	22	83	105
Provisions non courantes	633	224	857
Provisions courantes	571	171	742
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 081	548	4 629
Dettes financières non courantes	808	274	1 082
Dettes financières courantes	7	2	9
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	366	59	425
Instruments financiers - Couverture des dettes financières (actif/passif)	-	-	-
Excédent/(endettement) financier net	2 900	213	3 113
AUTRES INDICATEURS FINANCIERS			
Capacité d'autofinancement après produit de l'excédent financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés (I)	372	119	491
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes (II)	(161)	15	(146)
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (III)	(191)	2	(189)
Remboursement des obligations locatives (IV)	(67)	(31)	(98)
Cash-flow libre après variation du besoin en fonds de roulement (I) + (II) + (III) + (IV)	(47)	105	58

(1) Le résultat opérationnel courant après Loyer et le résultat opérationnel après Loyer sont calculés à partir du résultat opérationnel courant et du résultat opérationnel pour y intégrer les charges d'intérêts sur obligations locatives calculées conformément à IFRS 16.

17.2. ANALYSE SECTORIELLE PAR ACTIVITÉ AU 31 DÉCEMBRE 2018

	BTP	Énergies et Services	Total
COMPTE DE RÉSULTAT			31/12/2018
			retraité
Activités de construction	9 299	-	9 299
Activités énergies et services	-	3 233	3 233
Chiffre d'affaires total	9 299	3 233	12 532
Chiffre d'affaires intersecteurs	(103)	(71)	(174)
Chiffre d'affaires net avec clients externes	9 196	3 162	12 358
Résultat opérationnel courant	392	(14)	378
Résultat opérationnel courant après Loyer⁽¹⁾	385	(18)	367
Autres produits opérationnels	-	-	-
Autres charges opérationnelles	(4)	-	(4)
Résultat opérationnel	388	(14)	374
Résultat opérationnel après Loyer⁽¹⁾	381	(18)	363
Coût de l'endettement financier net (-) / produit de l'excédent financier net (+)	24	(7)	17
Charges d'intérêts sur obligations locatives	(7)	(4)	(11)
Impôts	(104)	(5)	(109)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	(2)	-	(2)
Résultat net des activités poursuivies	340	(32)	308
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	-	-	-
Résultat net	340	(32)	308
Résultat net part du Groupe	328	(32)	296
EBITDA APRÈS LOYER			
Résultat opérationnel courant après Loyer⁽¹⁾	385	(18)	367
Retraitement des dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations :			
• Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	163	26	189
• Dotations nettes aux provisions et dépréciations	154	60	214
Retraitement des autres produits d'exploitation :			
• Reprises des provisions et dépréciations non utilisées et autres ⁽²⁾	(215)	(65)	(280)
EBITDA après Loyer	487	3	490
BILAN			
Coentreprises et entités associées	27	76	103
Provisions non courantes	638	173	811
Provisions courantes	494	154	648
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 190	462	4 652
Dettes financières non courantes	767	261	1 028
Dettes financières courantes	10	1	11
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	404	89	493
Instruments financiers - Couverture des dettes financières (actif/passif)	(1)	-	(1)
Excédent/(endettement) financier net	3 008	111	3 119
AUTRES INDICATEURS FINANCIERS			
Capacité d'autofinancement après produit de l'excédent financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés (I)	490	(101)	389
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes (II)	382	(96)	286
Acquisitions nettes de cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles (III)	(176)	(25)	(201)
Remboursement des obligations locatives (IV)	(66)	(20)	(86)
Cash-flow libre après variation du besoin en fonds de roulement (I) + (II) + (III) + (IV)	630	(242)	388

(1) Le résultat opérationnel courant après Loyer et le résultat opérationnel après Loyer sont calculés à partir du résultat opérationnel courant et du résultat opérationnel pour y intégrer les charges d'intérêts sur obligations locatives calculées conformément à IFRS 16.

(2) Dont revalorisation de 54 M€ de la participation conservée dans Axione après la cession de 49 % des parts (secteur Energies & Services).

17.3. ANALYSE SECTORIELLE PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

	France et DOM	Union européenne	Autres pays d'Europe	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen-Orient	Total
--	---------------	------------------	----------------------	---------	------------------------	-----------	--------------	-------

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2019

Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	547	74	166	64	127	28	2	1 008
Immobilisations incorporelles	11	5	-	-	-	-	-	16

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE 2019

Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	92	7	16	27	98	6	1	247
---	----	---	----	----	----	---	---	-----

(1) Y compris les droits d'utilisation des actifs loués.

	France et DOM	Union européenne	Autres pays d'Europe	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen-Orient	Total
--	---------------	------------------	----------------------	---------	------------------------	-----------	--------------	-------

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉ

Immobilisations corporelles ⁽¹⁾	532	75	197	48	82	31	5	970
Immobilisations incorporelles	11	7	3	-	-	-	-	21

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE EXERCICE 2018 RETRAITÉ

Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	119	6	31	33	45	18	1	253
---	-----	---	----	----	----	----	---	-----

(1) Y compris les droits d'utilisation des actifs loués.

NOTE 18. INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux ci-après présentent au 31 décembre 2019 la somme des encours notionnels de chaque type de produits utilisé, avec répartition par maturité résiduelle et par devise.

18.1. COUVERTURE DU RISQUE DE TAUX ET DU RISQUE DE CHANGE

18.1.1. ANALYSE PAR ACTIVITÉ

(chiffres en M€)	BTP	Énergies et Services	Total 31/12/2019	Total 31/12/2018 retraité
Achats à terme	421	43	464	419
Ventes à terme	406	54	460	421
Swaps de change	18	2	20	46
Swaps de taux ⁽¹⁾	-	-	-	11
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-
Dérivés de matières premières	-	-	-	-
Total	845	99	944	897

(1) En 2018 : Bouygues Construction Relais 0,2 M€ (montant initial de 3 M€ amortissable au taux fixe payé de 0,77 %) et Bouygues Development Ltd 11 M€ au taux fixe payé de 0,81 %.
Ces couvertures ont pris fin sur l'année 2019.

18.1.2. ANALYSE PAR ÉCHÉANCE ET PAR DEVISE D'ORIGINE

(chiffres en M€)	Date d'échéance				Devise d'origine							
	< 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	Total	EUR	CHF	GBP	USD	HKD	AUD	Autres	
Achats à terme	412	52	-	464	214	11	1	45	2	118	73	
Ventes à terme	416	43	-	459	14	108	68	153	56	16	44	
Swaps de change	20	1	-	21	4	-	-	12	1	-	4	
Swaps de taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Dérivés de matières premières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Total	848	96	-	944	232	119	69	210	59	134	121	

18.2. VALEUR DE MARCHÉ DES INSTRUMENTS DE COUVERTURE

Dérivés à l'actif (en M€)	Devise d'origine							Couv. de juste valeur	Couv. flux de trésor	Couv. inv. net à l'étranger
	EUR	CHF	GBP	USD	AUD	Autres	Total			
Achats à terme	1	-	-	-	2	-	3	-	3	-
Ventes à terme	1	-	-	1	-	-	2	-	2	-
Swaps de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de matières premières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total à l'actif	2	-	-	1	2	-	5	-	5	-

Dérivés au passif (en M€)	Devise d'origine							Couv. de juste valeur	Couv. flux de trésor	Couv. inv. net à l'étranger
	EUR	CHF	GBP	USD	AUD	Autres	Total			
Achats à terme	(7)	-	-	-	-	-	(7)	-	(7)	-
Ventes à terme	-	(2)	(1)	(5)	-	-	(8)	-	(8)	-
Swaps de change	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Swaps de taux	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Options de taux (caps, floors)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dérivés de matières premières	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total au passif	(7)	(2)	(1)	(5)	-	-	(15)	-	(15)	-
Total net	(5)	(2)	(1)	(4)	2	(10)	-	-	(10)	-

En cas de translation de la courbe des taux de +1,00 % (et respectivement -1,00 %), la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture diminuerait de -0,01 millions d'euros (respectivement augmenterait de +0,01 millions d'euros).

En cas de translation des cours de devises de +1,00 % de l'euro (et respectivement de -1,00 %) par rapport aux autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à -5,9 millions d'euros (respectivement de -14,6 millions d'euros).

Les calculs ont été soit effectués par le Groupe, soit obtenus de contreparties bancaires avec lesquelles les instruments financiers ont été contractés.

NOTE 19. ENGAGEMENTS HORS BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2019

19.1. ENGAGEMENTS DE GARANTIE

	31/12/2019	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Nantissements, hypothèques et sûretés réelles	4	3	-	1
Avals, cautions et garanties données ⁽¹⁾	41	24	17	-
Total Engagements de garantie donnés	45	27	17	1
Avals, cautions et garanties reçues	-	-	-	-
Total Engagements de garantie reçus	-	-	-	-
Solde net	45	27	17	1

(1) Le Groupe est susceptible d'accorder dans le cadre de ses opérations courantes des garanties pluriannuelles (de type garantie décennale) qui font généralement l'objet de provisions sur une base statistique au passif du bilan. Les garanties de marché accordées par les établissements financiers aux clients du Groupe constituent pour ces établissements des engagements hors bilan. Dans le cas où ces garanties pourraient donner lieu à paiement de sommes quelconques, elles feraient alors l'objet de provisions au bilan du Groupe.

19.2. ENGAGEMENTS CONTRACTUELS DIVERS

	31/12/2019	À moins de 1 an	De 1 à 5 ans	À plus de 5 ans
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	-	-	-	-
Effets non échus	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total Engagements contractuels divers donnés	-	-	-	-
Obligations en matière de provision retraite (IFC)	-	-	-	-
Effets non échus	-	-	-	-
Autres	-	-	-	-
Total Engagements contractuels divers reçus	-	-	-	-
Solde net	-	-	-	-

La présentation des engagements ci-avant n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon les normes comptables en vigueur.

NOTE 20. EFFECTIF MOYEN ET ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

20.1. EFFECTIF MOYEN

	2019	2018 retraité
Cadres	9 695	9 696
Agents de maîtrise et employés	6 095	5 794
Compagnons	5 778	5 882
Sous-total effectif France	21 568	21 372
Effectifs contrats expatriés et contrats locaux	36 740	30 537
Total effectif moyen	58 308	51 909

20.2. ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

20.2.1. ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL

	31/12/2018 retraité	Flux 2019	31/12/2019
Indemnités de fin de carrière (IFC)	186	20	206
Médailles du travail	32	1	32
Autres avantages post-emploi (pensions)	79	40	119
Total	296	61	357

Ces engagements font l'objet de provisions enregistrées en passif non courant.

20.2.2. ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL, ENGAGEMENTS EN MATIÈRE DE RETRAITE (AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI) HORS MÉDAILLES DU TRAVAIL

20.2.2.1. Régimes à cotisations définies

	2019	2018 retraité
Montants comptabilisés en charges	164	221

Les cotisations définies indiquées ci-dessus sont celles versées aux caisses de retraites (régimes obligatoires et complémentaires).

20.2.2.2. Régimes à prestations définies (engagements en matière de retraite)

a. Montants comptabilisés au bilan

	Indemnités de fin de carrière		Pensions		Total	
	2019	2018 retraité	2019	2018 retraité	2019	2018 retraité
Valeur actualisée des obligations	206	186	1 093 ⁽¹⁾	104	1 299	290
Juste valeur des actifs du régime	-	-	(977) ⁽¹⁾	(25)	(977)	(25)
Passifs nets	206	186	116	79	322	265
Plafonnement des actifs (IFRIC 14)	-	-	3	-	3	-
Passifs nets comptabilisés	206	186	119	79	325	265

(1) La variation de la valeur actualisée des obligations et de la juste valeur des actifs du régime provient principalement de la comptabilisation des engagements d'Alpiq Engineering Services dans le cadre de l'affectation du prix d'acquisition réalisée dans les douze mois suivant l'acquisition.

b. Variations des éléments du bilan (provisions non courantes)

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	2019	2018 retraité	2019	2018 retraité
Ouverture	186	171	79	7
Coûts des services rendus	11	9	32	3
Charges d'intérêt	3	3	2	(2)
Charge totale reconnue	14	12	34	1
Reprises utilisées (prestations servies et cotisations versées)	(14)	(14)	(41)	(4)
Écarts de conversion	-	-	1	-
Changements de périmètre	-	(2)	28	77
Écarts actuariels comptabilisés dans les capitaux propres	20	19	18	(3)
Virement de rubrique et autres mouvements	-	-	-	-
Clôture	206	186	119	79

c. Répartition par zone géographique au 31 décembre 2019

	France et DOM	Union Européenne	Autres pays européens	Total
Provisions non courantes (bilan) :				
• indemnités de fin de carrière	206	-	-	206
• pensions	-	83	36	119
Provisions reconnues au passif du bilan	206	83	36	325

d. Principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des régimes d'avantages postérieurs à l'emploi

	2019	2018 retraité
Taux d'actualisation		
Indemnités de fin de carrière	0,92 % (iboxx € corporate A10+)	2,10 % (iboxx € corporate A10+)
Pensions	0,20 à 6,00 %	1,84 à 4,97 %
Augmentation future des salaires		
Indemnités de fin de carrière	0,9 à 3,50 %	0,9 à 3,10 %
Pensions	0 à 3,20 %	1 à 3,45 %

Les autres hypothèses actuarielles locales (économiques et démographiques) ont été fixées selon les spécificités de chacun des pays concernés.

Un changement de plus ou moins 0,50 % du taux d'actualisation des indemnités de fin de carrière se traduirait par une variation des obligations de -11 et +12 millions d'euros respectivement.

Un changement de plus ou moins 0,20 % du taux d'actualisation des pensions se traduirait par une variation des passifs nets comptabilisés de -15 et +25 millions d'euros respectivement.

NOTE 21. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

21.1. INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES

	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2019	2018 retraité	2019	2018 retraité	2019	2018 retraité	2019	2018 retraité
Parties liées en amont	(171)	(143)	158	250	3 569 ⁽¹⁾	3 688	1 363	1 379
Activités conjointes	(46)	(90)	115	215	233	232	292	260
Coentreprises et entités associées	(37)	(1)	101	49	57	66	43	35
Autres parties liées	(2)	(2)	57	59	49	30	35	31
Total	(256)	(236)	431	573	3 908	4 016	1 733	1 705
Échéances < 1 an	-	-	-	-	3 843	3 962	678	703
Échéances > 1 an < 5 ans	-	-	-	-	40	27	1 055	1 002
Échéances > 5 ans	-	-	-	-	25	27	-	-
Dont dépréciation de créances	-	-	-	-	65	72	-	-

(1) dont Bouygues Relais 1 841 M€ ; Uniservice 1 688 M€.

Les engagements hors bilan présentés en note 19 de la présente annexe n'incluent aucun engagement envers les parties liées.

21.2. INFORMATIONS SUR LES RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES ALLOUÉS AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

La rémunération des principaux dirigeants concerne les membres du comité exécutif composé de neuf membres présents au 31 décembre 2019.

Rémunérations directes : elles s'élèvent à 8 436 K€ dont 4 933 K€ de rémunération de base et 3 503 K€ liée aux performances réalisées en 2018.

Avantages à court terme : néant.

Avantages postérieurs à l'emploi : les membres du comité de direction générale du Groupe bénéficient d'un régime de retraite complémentaire de 0.92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurances. La contribution versée en 2019 au fonds d'actifs constitué par la compagnie d'assurances s'est élevée à 605 K€.

Avantages à long terme : néant.

Indemnités de fin de contrat : elles concernent les indemnités de fin de carrière pour un montant de 3 518 K€ à fin 2019.

Paiement en actions : le nombre de titres attribués au 31 mai 2019 (stock-options) est de 195 500 au cours de levée de 32,59 €.

La date minimale d'exercice est le 1^{er} juin 2021.

NOTE 22. INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

22.1. INFORMATIONS SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE DES FILIALES ACQUISES OU CÉDÉES

Présentation nette par activité des flux de trésorerie résultant des acquisitions et des cessions de sociétés consolidées.

	BTP	Énergie et Services	Total Groupe 2019
Immobilisations corporelles	-	-	-
Immobilisations incorporelles	-	-	-
Goodwill	-	-	-
Actifs financiers non courants	(3)	(3)	(6)
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	-	-	-
Trésorerie et équivalents de trésorerie	-	8	8
Dettes financières non courantes et courantes	-	-	-
Obligations locatives non courantes et courantes	-	-	-
Provisions non courantes	11	(2)	9
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	-	(1)	(1)
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	-	-	-
Besoin en fonds de roulement	(1)	(7)	(8)
Coût de cession (acquisition) total	7	(5)	2
Plus value sur cession de titres consolidés	81	10	91
Créances sur cessions/dettes sur acquisitions	-	(1)	(1)
Trésorerie des sociétés acquises ou cédées	-	(8)	(8)
Flux de trésorerie net résultant des acquisitions et des cessions de sociétés consolidées	88	(4)	84

	BTP	Énergie et Services	Total Groupe 2018 retraité
Immobilisations corporelles	(2)	(177)	(179)
Immobilisations incorporelles	-	13	13
Goodwill	(43)	(476)	(519)
Actifs financiers non courants	-	(3)	(3)
Impôts différés actif et créances fiscales non courants	(1)	2	1
Trésorerie et équivalents de trésorerie	(33)	(46)	(79)
Dettes financières non courantes et courantes	-	(20)	(20)
Obligations locatives non courantes et courantes	-	63	63
Provisions non courantes	(1)	93	92
Impôts différés passif et dettes fiscales non courants	-	5	5
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	-	14	14
Besoin en fonds de roulement	(41)	237	196
Coût de cession (acquisition) total	(121)	(295)	(416)
Plus value sur cession de titres consolidés	30	56	86
Créances sur cessions/dettes sur acquisitions	-	-	-
Trésorerie des sociétés acquises ou cédées	32	(187)	(155)
Flux de trésorerie net résultant des acquisitions et des cessions de sociétés consolidées	(59)	(426)	(485)

22.2. DÉTERMINATION DE LA VARIATION DE BESOIN DE FONDS DE ROULEMENT LIÉ À L'ACTIVITÉ

	2019	2018 retraité
ACTIF		
Stocks	(1)	(44)
Avances et acomptes versés sur commandes	35	(25)
Clients et comptes rattachés	(39)	(47)
Actifs sur contrats clients	30	(72)
Autres créances courantes et actifs financiers courants	(56)	(17)
S/total ACTIF ⁽¹⁾	(31)	(205)
PASSIF		
Fournisseurs et comptes rattachés	(53)	(113)
Passifs sur contrats clients	(112)	570
Provisions courantes	122	35
Autres dettes courantes et passifs financiers courants	(72)	(1)
S/total PASSIF ⁽²⁾	(115)	491
Variation du Besoin du Fonds de Roulement lié à l'activité	(146)	286

(1) Actif = Diminution (Augmentation).

(2) Passif = (Diminution) Augmentation.

NOTE 23. IMPACTS LIÉS À LA PREMIÈRE APPLICATION DE LA NORME IFRS 16 « CONTRATS DE LOCATION » ET DE L'INTERPRÉTATION IFRIC 23 « INCERTITUDE RELATIVE AUX TRAITEMENTS FISCAUX »

Cette note présente les effets de la première application de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23 sur les états financiers du Groupe, ainsi que sur les principaux indicateurs de performance.

La norme IFRS 16 est appliquée par le Groupe au 1^{er} janvier 2019, avec application rétrospective et présentation d'un exercice comparatif. Elle supprime, pour les preneurs, la distinction qui était précédemment faite entre les « contrats de location simple » et les « contrats de location-financement ». Les preneurs doivent comptabiliser tous les contrats de location d'une durée de plus d'un an de manière analogue aux modalités actuellement prévues pour les contrats de location-financement par la norme IAS 17 et comptabiliser ainsi un actif et un passif au titre des droits et obligations créés par chaque contrat de location.

Le Groupe a décidé d'appliquer les exemptions prévues par la norme et de ne pas retraiter les contrats de location dont la valeur à neuf de l'actif sous-jacent est inférieure à cinq mille euros et ceux dont la durée raisonnablement certaine est inférieure à douze mois. Ces contrats de location sont comptabilisés en résultat au rythme des paiements. Le Groupe a également décidé de comptabiliser chaque composante du contrat séparément, en distinguant les composantes locatives des composantes non locatives (services) lorsque la distinction était possible.

L'option d'application d'IFRS 16 aux contrats de location d'immobilisations incorporelles n'a pas été retenue par le Groupe.

Les impacts sur le bilan au 31 décembre 2017 (retraité d'IFRS 15 et d'IFRS 9) ainsi que sur les états financiers au 31 décembre 2018 sont présentés ci-après, et concernent principalement la constatation d'un droit d'utilisation et d'une obligation locative notamment au titre des baux immobiliers. La durée de location correspond à la période non résiliable complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice par le Groupe est raisonnablement certain. Elle est en général de neuf ans concernant les contrats portants sur des biens immobiliers en France. En l'absence de coûts directs initiaux significatifs, le droit d'utilisation correspond à la date de mise à disposition de l'actif par le bailleur à la valeur actualisée des loyers. Ce droit est amorti sur la durée du contrat et peut faire l'objet d'une dépréciation.

Les retraitements effectués en application de la norme IFRS 16 constituent une différence temporelle donnant lieu à la constatation d'une base d'impôt différé.

La norme IFRS 16 se traduit par une réduction des capitaux propres du Groupe au 31 décembre 2017 de 13 millions d'euros nets d'impôts différés.

L'application de la norme IFRS 16 ne modifie pas les conclusions des tests de dépréciation des goodwill pratiqués aux 31 décembre 2017 retraité et 31 décembre 2018 (note 3.2.4 de l'annexe).

Les dispositions de l'interprétation IFRIC 23 sont appliquées par le Groupe au 1^{er} janvier 2019 de manière rétrospective, sans ajustement des comparatifs lors de la première application. Son application n'a aucun impact sur les capitaux propres du Groupe et entraîne le reclassement en dettes fiscales des provisions pour risques portants sur l'impôt sur les sociétés. L'impact de l'interprétation est présenté ci-après sur le bilan au 31 décembre 2018.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2017 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

BILAN CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

Actif	31/12/2017 retraité ^(a)	Impact IFRS 16	31/12/2017 retraité ^(a)
Immobilisations corporelles	598	-	598
Droits d'utilisation des actifs loués	-	194	194
Immobilisations incorporelles	44	-	44
Goodwill	526	-	526
Coentreprises et entités associées	30	-	30
Autres actifs financiers non courants	269	-	269
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	89	4	93
Actif non courant	1 556	198	1 754
Stocks	237	-	237
Avances et acomptes versés sur commandes	161	-	161
Clients et comptes rattachés	2 213	-	2 213
Actifs sur contrats clients	637	-	637
Actif d'impôt (exigible)	95	-	95
Autres créances courantes	875	20	895
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 310	-	4 310
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-	-	-
Autres actifs financiers courants	9	-	9
Actif courant	8 537	20	8 557
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	-	-	-
Total actif	10 093	218	10 311
Capitaux propres et passif	31/12/2017 retraité ^(a)	Impact IFRS 16	31/12/2017 retraité ^(a)
Capital social	128	-	128
Primes et réserves	504	(13)	491
Réserve de conversion	1	-	1
Actions propres détenues	-	-	-
Résultat net part du Groupe	320	-	320
Capitaux propres (part du Groupe)	953	(13)	940
Participations ne donnant pas le contrôle	25	-	25
Capitaux propres	978	(13)	965
Dettes financières non courantes	511	-	511
Obligations locatives non courantes	-	176	176
Provisions non courantes	729	-	729
Impôts différés passifs	17	-	17
Passif non courant	1 257	176	1 433
Dettes financières courantes	5	-	5
Obligations locatives courantes	-	65	65
Impôts courants	59	-	59
Fournisseurs et comptes rattachés	3 144	1	3 145
Passifs sur contrats clients	2 058	-	2 058
Provisions courantes	529	-	529
Autres passifs courants	1 675	(11)	1 664
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	385	-	385
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-	-	-
Autres passifs financiers courants	3	-	3
Passif courant	7 858	55	7 913
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	-	-	-
Total capitaux propres et passif	10 093	218	10 311
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)^(b)	3 409	-	3 409

(a) Le bilan au 31 décembre 2017 a été retraité des effets de l'application des normes IFRS 9 et 15.

(b) L'endettement/excédent financier net est défini en note 2.4.8 de l'annexe. Il n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

BILAN CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

Actif	31/12/2018	Impact IFRS 16	31/12/2018 retraité
Immobilisations corporelles	721	-	721
Droits d'utilisation des actifs loués	-	249	249
Immobilisations incorporelles	21	-	21
Goodwill	1 044	-	1 044
Coentreprises et entités associées	103	-	103
Autres actifs financiers non courants	247	-	247
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	80	3	83
Actif non courant	2 216	252	2 468
Stocks	276	-	276
Avances et acomptes versés sur commandes	188	-	188
Clients et comptes rattachés	2 339	-	2 339
Actifs sur contrats clients	862	-	862
Actif d'impôt (exigible)	125	-	125
Autres créances courantes	916	23	939
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 652	-	4 652
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-	-	-
Autres actifs financiers courants	5	-	5
Actif courant	9 363	23	9 386
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	-	-	-
Total actif	11 579	275	11 854
Capitaux propres et passif	31/12/2018	Impact IFRS 16	31/12/2018 retraité
Capital social	128	-	128
Primes et réserves	472	(13)	459
Réserve de conversion	11	-	11
Actions propres détenues	-	-	-
Résultat net part du Groupe	296	-	296
Capitaux propres (part du Groupe)	907	(13)	894
Participations ne donnant pas le contrôle	4	-	4
Capitaux propres	911	(13)	898
Dettes financières non courantes	1 028	-	1 028
Obligations locatives non courantes	-	222	222
Provisions non courantes	826	-	826
Impôts différés passifs	21	-	21
Passif non courant	1 875	222	2 097
Dettes financières courantes	11	-	11
Obligations locatives courantes	-	77	77
Impôts courants	78	-	78
Fournisseurs et comptes rattachés	3 108	-	3 108
Passifs sur contrats clients	2 688	-	2 688
Provisions courantes	648	-	648
Autres passifs courants	1 749	(11)	1 738
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	493	-	493
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	1	-	1
Autres passifs financiers courants	17	-	17
Passif courant	8 793	66	8 859
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	-	-	-
Total capitaux propres et passif	11 579	275	11 854
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)^(a)	3 119	-	3 119

(a) L'endettement/excédent financier net est défini en note 2.4.8 de l'annexe. Il n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

	31/12/2018	Impact IFRS 16	31/12/2018 retraité
Chiffre d'affaires	12 358	-	12 358
Autres produits de l'activité	139	-	139
Achats consommés	(7 088)	-	(7 088)
Charges de personnel	(3 096)	-	(3 096)
Charges externes	(1 854)	90	(1 764)
Impôts et taxes	(166)	-	(166)
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	(189)	-	(189)
Dotations nettes aux amortissements des droits d'utilisation des actifs loués	-	(87)	(87)
Dotations aux provisions et dépréciations nettes de reprises utilisées	(214)	-	(214)
Variation des stocks de production et de promotion immobilière	(5)	-	(5)
Autres produits d'exploitation ^(a)	699	8	707
Autres charges d'exploitation	(216)	(1)	(217)
Résultat opérationnel courant	368	10	378
Autres produits opérationnels	-	-	-
Autres charges opérationnelles	(4)	-	(4)
Résultat opérationnel	364	10	374
Produits financiers	32	-	32
Charges financières	(15)	-	(15)
Coût de l'endettement financier net (-)/Produit de l'excédent financier net (+)	17	-	17
Charges d'intérêts sur obligations locatives	-	(11)	(11)
Autres produits financiers	59	1	60
Autres charges financières	(21)	-	(21)
Impôt	(109)	-	(109)
Quote-part du résultat net des coentreprises et entités associées	(2)	-	(2)
Résultat net des activités poursuivies	308	-	308
Résultat net des activités arrêtées ou détenues en vue de la vente	-	-	-
Résultat net	308	-	308
Résultat net part du Groupe	296	-	296
Résultat net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	12	-	12
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies par action (en euros)	173,48	-	172,90
Résultat net part du Groupe des activités poursuivies dilué par action (en euros)	173,48	-	172,90
EBITDA après loyer^(b)	491	(1)	490

(a) Dont reprises de provisions et dépréciations non utilisées et autres.

280 - 280

(b) L'EBITDA après Loyer est défini en note 2.4.7 de l'annexe. Il intègre la totalité des charges de loyers.

Certains montants des comptes retraités au 31/12/2018 peuvent présenter des écarts d'arrondis par rapport à ceux publiés dans la note 23 de l'annexe des comptes consolidés 31/12/2018.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE (EN MILLIONS D'EUROS)

	31/12/2018	Impact IFRS 16	31/12/2018 retraité
I - Flux de trésorerie des activités poursuivies			
A - FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ PAR L'ACTIVITÉ			
Résultat net des activités poursuivies	308	-	308
Retraitements :			
• Quote-part de résultat revenant aux coentreprises et entités associées nette des dividendes reçus	9	-	9
• Dividendes des sociétés non consolidées	(31)	-	(31)
• Dotations (reprises) aux amortissements et dépréciations des immobilisations corporelles et incorporelles et aux provisions non courantes	168	-	168
• Dotations aux amortissements, dépréciations et autres ajustements des droits d'utilisation des actifs loués	-	92	92
• Plus et moins values de cessions d'actifs	(94)	(2)	(96)
• Impôt y compris dettes sur positions fiscales incertaines	109	-	109
• Impôts décaissés	(117)	-	(117)
• Charges calculées diverses	(53)	-	(53)
CAF après coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net, charges d'intérêts sur obligations locatives et après impôts décaissés	299	90	389
Reclassement du coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net et des charges d'intérêts sur obligations locatives	(17)	11	(6)
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité y compris dépréciations et provisions courantes	290	(4)	286
Flux net de trésorerie généré par l'activité	572	97	669
B - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT			
Prix d'acquisition des immobilisations corporelles et incorporelles	(253)	-	(253)
Prix de cession des immobilisations corporelles et incorporelles	52	-	52
Dettes nettes sur immobilisations corporelles et incorporelles	11	-	11
Prix d'acquisition des titres non consolidés et autres titres immobilisés	(20)	-	(20)
Prix de cession des titres non consolidés et autres titres immobilisés	54	-	54
Dettes nettes sur titres non consolidés et autres titres immobilisés	15	-	15
Prix d'acquisition des activités consolidées	(559)	-	(559)
Prix de cession des activités consolidées	229	-	229
Dettes nettes sur activités consolidées	(1)	-	(1)
Autres variations de périmètre : trésorerie des sociétés acquises ou cédées	(155)	-	(155)
Autres flux liés aux opérations d'investissements : var. prêts, dividendes reçus sociétés non consolidées	32	-	32
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	(595)	-	(595)
C - FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT			
Augmentations (réductions) de capital versées par les actionnaires et par les participations ne donnant pas le contrôle, et autres opérations entre actionnaires	1	-	1
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(320)	-	(320)
Dividendes versés par les activités consolidées aux participations ne donnant pas le contrôle	(32)	-	(32)
Variation des dettes financières courantes et non courantes	538	-	538
Remboursement des obligations locatives	-	(86)	(86)
Coût de l'endettement financier net/Produit de l'excédent financier net	17	(11)	6
Autres flux liés aux opérations de financement	-	-	-
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	204	(97)	107
D - INCIDENCE DES VARIATIONS DES COURS DES DEVICES			
Variations de la trésorerie nette (A+B+C+D)	234	-	234
Trésorerie nette à l'ouverture	3 925	-	3 925
Flux nets	234	-	234
Flux non monétaires	-	-	-
Trésorerie nette à la clôture	4 159	-	4 159
Cash flow libre après BFR^(a)	388	-	388

(a) Le Cash-flow libre après variation du besoin en fonds de roulement est défini en note 2.4.9 de l'annexe.

ÉTATS FINANCIERS AU 31 DÉCEMBRE 2018 RETRAITÉS DE LA NORME IFRS 16 ET IFRIC 23

BILAN CONSOLIDÉ (EN MILLIONS D'EUROS)

Actif	31/12/2018	Impact IFRS 16	31/12/2018 Retraité	Impact IFRIC 23	31/12/2018 retraité
Immobilisations corporelles	721	-	721	-	721
Droits d'utilisation des actifs loués	-	249	249	-	249
Immobilisations incorporelles	21	-	21	-	21
Goodwill	1 044	-	1 044	-	1 044
Coentreprises et entités associées	103	-	103	-	103
Autres actifs financiers non courants	247	-	247	-	247
Impôts différés actifs et créances fiscales non courants	80	3	83	-	83
Actif non courant	2 216	252	2 468	-	2 468
Stocks	276	-	276	-	276
Avances et acomptes versés sur commandes	188	-	188	-	188
Clients et comptes rattachés	2 339	-	2 339	-	2 339
Actifs sur contrats clients	862	-	862	-	862
Actif d'impôt (exigible)	125	-	125	-	125
Autres créances courantes	916	23	939	-	939
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 652	-	4 652	-	4 652
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	-	-	-	-	-
Autres actifs financiers courants	5	-	5	-	5
Actif courant	9 363	23	9 386	-	9 386
Actifs ou activités détenus en vue de la vente	-	-	-	-	-
Total actif	11 579	275	11 854	-	11 854
Capitaux propres et passif	31/12/2018	Impact IFRS 16	31/12/2018 Retraité	Impact IFRIC 23	31/12/2018 retraité
Capital social	128	-	128	-	128
Primes et réserves	472	(13)	459	-	459
Réserve de conversion	11	-	11	-	11
Actions propres détenues	-	-	-	-	-
Résultat net part du Groupe	296	-	296	-	296
Capitaux propres (part du Groupe)	907	(13)	894	-	894
Participations ne donnant pas le contrôle	4	-	4	-	4
Capitaux propres	911	(13)	898	-	898
Dettes financières non courantes	1 028	-	1 028	-	1 028
Obligations locatives non courantes	-	222	222	-	222
Provisions non courantes	826	-	826	(15)	811
Impôts différés passifs et dettes fiscales non courants	21	-	21	-	21
Passif non courant	1 875	222	2 097	(15)	2 082
Dettes financières courantes	11	-	11	-	11
Obligations locatives courantes	-	77	77	-	77
Impôts courants	78	-	78	15	93
Fournisseurs et comptes rattachés	3 108	-	3 108	-	3 108
Passifs sur contrats clients	2 688	-	2 688	-	2 688
Provisions courantes	648	-	648	-	648
Autres passifs courants	1 749	(11)	1 738	-	1 738
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	493	-	493	-	493
Instruments financiers - Couverture des dettes financières	1	-	1	-	1
Autres passifs financiers courants	17	-	17	-	17
Passif courant	8 793	66	8 859	15	8 874
Passifs liés aux activités détenues en vue de la vente	-	-	-	-	-
Total capitaux propres et passif	11 579	275	11 854	-	11 854
Endettement financier net (-)/Excédent financier net (+)^(a)	3 119	-	3 119	-	3 119

(a) L'endettement/excédent financier net est défini en note 2.4.8 de l'annexe. Il n'inclut pas les obligations locatives non courantes et courantes.

L'interprétation IFRIC 23 n'a pas d'impact sur le compte de résultat et le tableau des flux de trésorerie au 31 décembre 2018.

NOTE 24. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau, en charge des contrôles des comptes consolidés de Bouygues Construction et sociétés faisant l'objet d'une intégration, affectés en compte de résultat consolidé au 31 décembre 2019.

En milliers d'euros	Réseau Mazars			Réseau Ernst & Young			Autres réseaux			Total charge	
	2019	%	2018 retraité	2019	%	2018 retraité	2019	%	2018 retraité	2019	2018 retraité
A - AUDIT											
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	2 308	91 %	2 312	4 580	94 %	3 860	263	11 %	221	7 151	6 393
Missions accessoires	182	7 %	102	118	2 %	50	1 001	42 %	3 122	1 301	3 274
Sous-total	2 490	98 %	2 414	4 698	96 %	3 910	1 264	53 %	3 343	8 452	9 667
B - AUTRES PRESTATIONS											
Juridique, fiscal, social	49	2 %	15	194	4 %	179	1 084	45 %	809	1 327	1 003
Autres	-	-	29	-	-	-	47	2 %	147	47	176
Sous-total	49	2 %	44	194	4 %	179	1 131	47 %	956	1 374	1 179
Total charge d'honoraires	2 539	100 %	2 458	4 892	100 %	4 089	2 395	100 %	4 299	9 826	10 846

NOTE 25. LISTE DES PRINCIPALES ENTITÉS CONSOLIDÉES AU 31 DÉCEMBRE 2019

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle		
			2019	2018	2019	2018	
INTÉGRATION GLOBALE							
1 - Bouygues Construction							
Bouygues Construction SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
France							
Bouygues Construction Relais SNC	Guyancourt	France	99,50 %	99,50 %	99,50 %	99,50 %	
Challenger Investissement SAS	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Challenger SNC	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Distrimo SNC	Cléon	France	99,93 %	99,93 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Construction Materiel SNC	Tourville-la-Rivière	France	99,93 %	99,93 %	100,00 %	100,00 %	
GIE Bouygues Construction Purchasing	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Construction Information Technologies	Guyancourt	France	98,98 %	98,98 %	99,00 %	99,00 %	
Bouygues Construction Middle East	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	100,00 %	100,00 %	
Étranger							
Bypar SARL	Luxembourg	Luxembourg	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
2 - Bouygues Bâtiment France Europe							
Bouygues Bâtiment Ile-de-France SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
France							
Bouygues Bâtiment Ile-de-France PPP SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Construction France Europe	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Brezillon SA	Margny-lès-Compiègne	France	99,35 %	99,35 %	99,35 %	99,35 %	
Elan SARL	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %	
Linkcity Ile-de-France	Guyancourt	France	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %	
Linkcity Centre Sud-Ouest	Mérignac	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Linkcity Nord-Est	Nancy	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Linkcity Sud-Est	Colombier-Saugnieu	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Linkcity Grand Ouest	Rouen	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	Mérignac	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Bâtiment Sud-Est	Colombier-Saugnieu	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Bâtiment Grand Ouest	Nantes	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Bâtiment Nord-Est	Nancy	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Étranger							
Acieroid SA	Barcelone	Espagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Belgium	Bruxelles	Belgique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Karmar SA	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Linkcity Poland (ex-Bypolska Property Development)	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Losinger Marazzi AG	Koniz	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Vces Holding SRO et ses filiales	Prague	République Tchèque	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Richelmi SA	Monaco	Monaco	50,00 %	100,00 %	50,00 %	100,00 %	
3 - Bouygues Bâtiment International							
Bouygues Bâtiment International SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Étranger							
Americaribe Inc	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Americaribe Ghana	Accra	Ghana	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Construction India Building Projects LLP	Mumbai	Inde	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Construcccion Cuba SA	Mariel	Cuba	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Bâtiment Guinée Équatoriale SA	Malabo	Guinée Équatoriale	99,96 %	99,96 %	99,96 %	99,96 %	
Bouygues Bâtiment Trinidad & Tobago	Port d'Espagne	Trinité et Tobago	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	
Bouygues Construcao Brasil	Sao Paulo	Brésil	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %	

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			2019	2018	2019	2018
Bouygues Construction Nigeria Ltd	Abuja	Nigeria	86,37 %	86,37 %	86,37 %	86,37 %
Bouygues Construction Ghana	Accra	Ghana	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construcciones Peru	Lima	Pérou	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Thai Ltd	Nonthaburi	Thaïlande	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
Bouygues Uk Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Building Canada	Vancouver	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
By Development Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
By Thai/VSL Australia Ltd	Bankgok	Thaïlande	92,32 %	92,32 %	99,97 %	99,97 %
Bymaro	Casablanca	Maroc	99,99 %	99,99 %	99,99 %	99,99 %
Byme Singapore Private Company Ltd	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Byme USA Inc	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Dragages et Travaux Publics Singapore PTE Ltd	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Dragages Engineering And Construction Nigeria Ltd	Abuja	Nigeria	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
A.W. Edwards PTY et ses filiales	Northbridge NSW	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Setao	Abidjan	Côte d'Ivoire	78,61 %	78,61 %	78,61 %	78,61 %
4 - Autres Filiales BI						
Étranger						
Byme Engineering Hong Kong Limited	Hong Kong	Chine	90,00 %	90,00 %	90,00 %	90,00 %
Dragages et Travaux Publics (Hong Kong) Limited	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
IEC Investments Ltd	Hong Kong	Chine	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
Dragages Construction Macau Ltd	Macau	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
5 - Bouygues Travaux Publics						
Bouygues TP SA	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
France						
DTP SAS	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Construction Services Nucléaires	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
BYTP Regions France SA	Labège	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Europe Fondations	Guyancourt	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Étranger						
Bouygues Construction Australia PTY Ltd	Sydney	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Travaux Publics MC (Monaco)	Monaco	Monaco	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Travaux Publics Philippines	Makati	Philippines	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues Civil Works Florida	Miami	États-Unis	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
DCW	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
DTP Côte d'Ivoire Sasu	Bouake	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
DTP Mining Guinée	Kaloum-Conakry	Guinée	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Goukoto Mining Services	Bamako	Mali	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Kibali Minig Services (KMS) SPRL	Watsa	Rép. Démocratique Congo	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mecap	Sliema	Malte	98,99 %	98,99 %	99,99 %	99,99 %
Mining and Rehandling Services (MARS)	Bamako	Mali	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Prader Losinger SA	Sion	Suisse	99,67 %	99,67 %	99,67 %	99,67 %
Société de Construction du Pont Riviera Marcory	Abidjan	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Tongonaise des Mines	Korhogo	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Société Ivoirienne du Métro d'Abidjan (SICMA) SA	Abidjan	Côte d'Ivoire	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			2019	2018	2019	2018
6 - VSL						
VSL International Ltd	Koniz	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Étranger						
FT Laboratories Limited	Chaiwan	Hong Kong	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Intrafor Hong Kong Limited	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Construction Systems	Barcelone	Espagne	99,75 %	99,75 %	99,75 %	99,75 %
VSL Civil Works Ltd	Subingen	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Engineering (China)	Hefei	Chine	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
VSL Australia PTY Ltd	Sydney	Australie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Annahutte System AG	Rapperswil-Jona	Suisse	69,91 %	69,91 %	70,00 %	70,00 %
VSL Canada	Toronto	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Egypt LLC	Le Caire	Égypte	99,00 %	99,00 %	99,00 %	99,00 %
VSL Hong Kong	Hong Kong	Chine	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL India	Chennai	Inde	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Indonesia	Jakarta	Indonésie	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
VSL Malaysia	Kuala Lumpur	Malaisie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Mexico	Mexico D.F	Mexique	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Middle East LLC	Dubai	Émirats Arabes Unis	99,00 %	80,00 %	100,00 %	80,00 %
VSL Middle East Qatar	Doha	Qatar	98,00 %	98,00 %	98,00 %	98,00 %
VSL Philippines	Mandaluyong	Philippines	80,00 %	80,00 %	80,00 %	80,00 %
VSL Polska	Varsovie	Pologne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Portugal	Paco De Arcos	Portugal	99,33 %	99,33 %	99,33 %	99,33 %
VSL Saudi Arabia LLC	Riyadh	Arabie Saoudite	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Singapour	Singapour	Singapour	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Suisse	Subingen	Suisse	99,88 %	99,88 %	99,88 %	99,88 %
VSL Systems UK Limited	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Systems Manufacturer (Spain)	Barcelone	Espagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Tchequéc	Prague	République Tchèque	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
VSL Thailand	Bangkok	Thaïlande	82,15 %	82,15 %	88,00 %	88,00 %
VSL Vietnam Ltd	Ho Chi Minh Ville	Vietnam	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
7 - Bouygues Energies & Services						
Bouygues Energies & Services SAS	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
France						
Bouygues E&S Fondations	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM France	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S SPV Management	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Maintenance Industrielle	Feyzin	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
S.M.I Information Automatismes SA	Carcares Sainte Croix	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Thiais Lumiere SAS	Montigny-le-Bretonneux	France	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Étranger						
By Home Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Infrastructure UK	Hatfield	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM UK	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Contracting UK	East Kilbride	Écosse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Côte d'Ivoire	Abidjan	Côte d'Ivoire	93,85 %	93,85 %	93,85 %	93,85 %
Bouygues E&S FM Canada	Vancouver BC	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S UK	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Ireland	Dublin	Irlande	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Europland Ltd	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S FM Italia	Milan	Italie	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %

Sociétés	Ville	Pays	% d'intérêt		% contrôle	
			2019	2018	2019	2018
Gastier et ses filiales	Montreal	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Icel Maidstone Ltd et ses filiales	Londres	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Schweiz	Zurich	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Mibag Property Managers AG (fusionnée dans Bouygues E&S Schweiz)	Zug	Suisse	-	100,00 %	-	100,00 %
Mindful Experience Inc.	Toronto	Canada	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Plan Group Inc. et ses filiales	Toronto	Canada	100,00 %	85,00 %	100,00 %	85,00 %
Abakus BYES Solar UK	Hatfield	Royaume-Uni	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
Bouygues E&S Japan	Tokyo	Japon	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
8 - Kraftanlagen München						
Kraftanlagen München et ses filiales	Munich	Allemagne	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
9 - BYES Intec						
Bouygues E&S Intec AG et ses filiales	Zürich	Suisse	100,00 %	100,00 %	100,00 %	100,00 %
ACTIVITÉS CONJOINTES						
1 - Bouygues Bâtiment France Europe						
XXL Marseille SNC	Marseille	France	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
2 - Bouygues Bâtiment International						
Byma PTE	Singapour	Singapour	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
Byma Myanmar Ltd	Rangoun	Myanmar	60,00 %	60,00 %	60,00 %	60,00 %
CMBI SNC	Antananarivo	Madagascar	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
3 - Bouygues Travaux Publics						
Société pour la réalisation du Port de Tanger Méditerranée	Tanger	Maroc	66,67 %	66,67 %	66,67 %	66,67 %
TMBYS SAS	Guyancourt	France	66,67 %	66,67 %	66,67 %	66,67 %
Oc'via Maintenance SAS	Guyancourt	France	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
GIE Oc'via Construction	Nîmes	France	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
GIE L2 Construction	Marseille	France	56,50 %	56,50 %	56,50 %	56,50 %
GIE Compagnie Maritime du Littoral	Rueil-Malmaison	France	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
GIE Prefa Réunion	Le Port	La Réunion	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
GIE Viaduc du Littoral	Le Port	La Réunion	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
KAS 1 Limited	Saint-Hélier	Jersey	49,90 %	49,90 %	49,90 %	49,90 %
4 - Bouygues Energies & Services						
Themis FM SAS	Versailles	France	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
Evesa SAS	Paris	France	33,00 %	33,00 %	33,00 %	33,00 %
COENTREPRISES ET ENTITÉS ASSOCIÉES						
1 - Bouygues Construction						
Consortium Stade de France SA	Saint-Denis	France	33,33 %	33,33 %	33,33 %	33,33 %
2 - Bouygues Bâtiment International						
AnfaB21 SAS	Casablanca	Maroc	15,00 %	15,00 %	15,00 %	15,00 %
Bouygues Construction Qatar LLC	Doha	Qatar	49,00 %	49,00 %	49,00 %	49,00 %
Bedford Riverside Regeneration	Bedford	Royaume-Uni	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
3 - Bouygues Travaux Publics						
Bina Fincom	Zagreb	Croatie	50,70 %	50,70 %	50,70 %	50,70 %
Transjamaican Highway Limited	Kingston	Jamaïque	0,00 %	48,89 %	0,00 %	48,89 %
4 - VSL						
GPN2	Rueil-Malmaison	France	48,00 %	48,00 %	48,00 %	48,00 %
VSL Japon	Tokyo	Japon	25,00 %	25,00 %	25,00 %	25,00 %
VSL Sistemas Especiales de Construcción	Santiago	Chili	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %
5 - Bouygues Energies & Services						
Axione	Malakoff	France	51,00 %	51,00 %	51,00 %	51,00 %
Betron	Ottawa	Canada	50,00 %	50,00 %	50,00 %	50,00 %

Une liste exhaustive du périmètre est disponible auprès de la Direction des Relations Investisseurs de Bouygues SA.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 31 décembre 2019

À l'Assemblée Générale de la société Bouygues Construction,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées générales, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société Bouygues Construction relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 18 février 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

OBSERVATION

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci dessus, nous attirons votre attention sur le point exposé dans la note 2 de l'annexe aux comptes consolidés concernant l'entrée en vigueur, à compter du 1^{er} janvier 2019, de l'application obligatoire de la norme IFRS 16 et de l'interprétation IFRIC 23.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823 9 et R. 823 7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

- Votre groupe constate les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans le paragraphe « Comptabilisation des contrats de construction » de la note 2.4.3 de l'annexe aux comptes consolidés. Ces résultats sont dépendants des estimations à terminaison réalisées par votre groupe. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier

cier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, et à évaluer les principaux contrôles mis en œuvre par votre groupe pour mesurer les résultats à terminaison. Dans le cadre de nos travaux, nous avons apprécié la pertinence des estimations retenues.

- Votre groupe constitue des provisions pour litiges et contentieux, présentées dans les notes 2.4.2, 6.1 et 6.2 de l'annexe aux comptes consolidés, destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles de ses activités. Sur la base des éléments disponibles à ce jour, notre appréciation des provisions s'est notamment fondée sur l'examen de la situation et des hypothèses qui sous-tendent leur évaluation.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration arrêté le 18 février 2020. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823 10 1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces

risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Paris-La Défense, le 25 mars 2020

Les Commissaires aux Comptes

MAZARS
Gilles Rainaut

ERNST & YOUNG Audit
Laurent Vitse

COMPTES INDIVIDUELS

BILAN DE BOUYGUES CONSTRUCTION AU 31 DÉCEMBRE 2019

Actif (en millions d'euros)	31/12/2019			31/12/2018
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net
Immobilisations incorporelles	75	68	8	9
Immobilisations corporelles	40	21	19	13
Immobilisations financières				
• Participations	1 307	41	1 265	1 118
• Autres	517	-	517	482
S/Total	1 824	42	1 782	1 599
Actif immobilisé	1 939	130	1 809	1 622
Stocks et en-cours	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur commandes	1	-	1	-
Clients et comptes rattachés	30	-	30	33
Autres créances	308	8	300	315
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Disponibilités	1 876	-	1 876	1 648
Actif circulant	2 214	8	2 207	1 995
Comptes de régularisation et assimilés	101	-	101	93
Total actif	4 254	138	4 116	3 709

Passif (en millions d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Capital social	128	128
Primes	15	15
Écart de réévaluation	-	-
Réserves	13	13
Report à nouveau	333	236
Résultat de l'exercice	310	316
Subventions d'investissement	-	-
Provisions réglementées	-	-
Capitaux propres	798	708
Autres fonds propres	-	-
Provisions	16	11
Dettes financières	1 246	1 214
Avances et acomptes reçus sur commandes	-	-
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	39	34
Autres dettes non-financières	95	64
Dettes non financières	133	97
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	1 869	1 616
Comptes de régularisation et assimilés	53	64
Total passif	4 116	3 709

COMPTE DE RÉSULTAT DE BOUYGUES CONSTRUCTION AU 31 DÉCEMBRE 2019

(en millions d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
Chiffre d'affaires	205	206
Autres produits d'exploitation	1	1
Achats et variations de stocks	-	-
Impôts, taxes et versements assimilés	(5)	(6)
Charges de personnel	(77)	(74)
Charges externes et autres charges d'exploitation	(131)	(129)
Dotations nettes aux comptes d'amortissements, de dépréciations et de provisions	(14)	(8)
Quote-part de résultats sur opérations faites en commun	3	3
Résultat d'exploitation	(17)	(7)
Produits et Charges Financiers	323	321
Résultat courant (avant impôts)	306	314
Produits et Charges Exceptionnels	-	2
Participation des salariés	-	-
Impôts sur les bénéfices	4	1
Résultat net	310	316

TALEAU DE FINANCEMENT EN FLUX DE TRÉSORERIE AU 31 DÉCEMBRE 2019

(en millions d'euros)	31/12/2019	31/12/2018
A - OPÉRATIONS LIÉES À L'ACTIVITÉ		
Capacité d'autofinancement		
• Résultat de l'exercice	310	316
• Dotations aux amortissements	6	8
• Dotations et reprises de dépréciations et de provisions ⁽¹⁾	8	(1)
• Plus-values nettes sur cessions d'actif et divers ⁽²⁾	-	-
Sous total	324	323
Variation du Besoin en Fonds de Roulement		
• Actif circulant et comptes de régularisation	10	(138)
• Avances et acomptes nets reçus, dettes non financières et divers	22	17
Trésorerie provenant de l'activité	356	203
B - OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
Augmentation des actifs immobilisés :		
• Acquisitions d'immobilisations incorporelles et corporelles	(10)	(6)
• Acquisitions de participations financières	(150)	(485)
Sous total	(160)	(491)
Cessions des actifs immobilisés :		
• Cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	-	-
• Cessions de participations financières	-	-
Immobilisations financières diverses nettes	(16)	(72)
Dettes nettes sur immobilisations	2	(1)
Trésorerie affectée aux investissements	(174)	(563)
C - OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation des capitaux propres		
Dividendes mis en paiement dans l'exercice	(219)	(320)
Dettes financières nettes	13	669
Trésorerie résultant du financement	(206)	350
Variations de la trésorerie (A + B + C)		
Trésorerie nette au 1 ^{er} janvier ⁽³⁾	31	42
Flux nets de l'exercice hors incidence des virements de rubriques	(24)	(11)
Incidence des virements de rubriques	-	-
Trésorerie nette à la clôture ⁽³⁾	7	31

(1) Hors dépréciations sur actifs circulants.

(2) Net d'impôt société.

(3) Disponibilités + VMP - Concours bancaires courants.

LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS EXERCICE DU 01/01/2019 AU 31/12/2019

Filiales et participations (en millions d'euros)	Capital ⁽⁴⁾	Réserves et report à nouveau avant affectations des résultats ⁽⁴⁾	Quote-part du capital détenu (en %)	Valeurs comptables des titres détenus	
				Brute	Nette
A. RENSEIGNEMENTS DÉTAILLÉS⁽¹⁾⁽²⁾					
Filiales (+ de 50 % du capital détenu par la société)	-	-	-	1274	1255
DTP	10	1	100,00 %	24	24
Bouygues Bâtiment International	25	155	100,00 %	85	85
Bouygues Bâtiment Ile-de-France	13	36	99,70 %	103	103
Bouygues Travaux Publics	191	9	98,29 %	243	243
BYES	51	40	100,00 %	158	158
Bouygues Bâtiment Nord-Est	25	16	100,00 %	35	35
Bouygues Bâtiment Centre Sud-Ouest	7	10	100,00 %	11	11
Bouygues Bâtiment Sud-Est	3	21	100,00 %	6	6
Fichallenge	2	(7)	100,00 %	2	-
Challenger	-	-	99,99 %	15	15
Bouygues Bâtiment Grand Ouest	2	45	100,00 %	4	4
Bouygues Construction Central Europe	-	22	100,00 %	25	25
VSLI (Suisse)	2	3	100,00 %	32	32
Losinger Holding (Suisse)	15	11	99,96 %	22	22
Dragages Hong Kong (Hong Kong)	50	197	100,00 %	6	6
Acieroid (Espagne)	1	-	93,81 %	18	1
BYES Intec Ag (Suisse)	30	95	100,00 %	394	394
Kraftanlagen Munchen GmbH (Allemagne)	25	-	100,00 %	88	88
Participations (10 à 50 % du capital) - à détailler	-	-	-	-	-
B. RENSEIGNEMENTS GLOBAUX CONCERNANT LES AUTRES FILIALES ET PARTICIPATIONS NON REPRISES AU A.					
Total	-	-	-	33	10
Filiales françaises (ensemble)	-	-	-	2	1
Filiales étrangères (ensemble) ⁽³⁾	-	-	-	-	-
Participations dans des sociétés françaises	-	-	-	30	9
Participations dans des sociétés étrangères	-	-	-	-	-
Total global	-	-	-	1307	1265

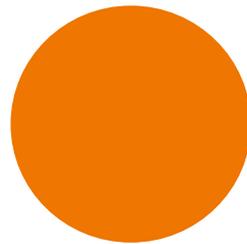
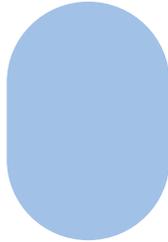
(1) Dont la valeur d'inventaire excède un certain pourcentage (déterminé par la réglementation) du capital de la société astreinte à la publication. Lorsque la société a annexé à son bilan, un bilan des comptes consolidés conformément à la réglementation, cette société ne donne des renseignements que globalement (§ B) en distinguant (a) filiales françaises (ensemble) et (b) filiales étrangères (ensemble).

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle la société a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) Les filiales et participations étrangères qui, par suite d'une dérogation, ne seraient pas inscrites au § A sont inscrites sous ces rubriques.

(4) Montant dans la monnaie locale avec indication de la devise et du taux de conversion en observation.

	Prêts et avances consentis non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice écoulé	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société en cours d'exercice	Observations
	800	75	-	-	-	
	-	-	4	-	13	
	122	43	944	83	25	
	-	-	1 522	23	34	
	85	2	1 235	(53)	16	
	292	9	2 509	22	-	
	-	-	391	9	6	
	-	-	158	6	2	
	-	-	366	22	4	
	-	-	-	-	-	
	-	-	19	3	-	
	-	-	399	12	5	
	38	-	-	(1)	-	
	66	-	16	8	-	
	-	-	-	62	66	1 CHF = 0,921319
	69	-	57	84	150	1 HKD = 0,114321
	-	-	23	-	-	
	108	-	-	(17)	-	1 CHF = 0,921319
	20	21	363	(18)	-	
	-	-	-	-	-	
	11	-	-	-	-	
	10	-	-	-	2	
	-	-	-	-	-	
	1	-	-	-	1	
	-	-	-	-	-	
	810	-	-	-	-	



Shared **innovation**